



Tableau de bord national des objectifs de croissance et de prospérité du Canada

2^e édition
2022





Century Initiative | Initiative du Siècle

À propos de l'Initiative du Siècle

L'Initiative du Siècle est un organisme caritatif national non partisan qui s'est donné pour mission de soutenir à long terme la prospérité, la résilience et l'influence du Canada par une croissance démographique responsable en vue d'atteindre une population de 100 millions d'habitants en 2100. À cette fin, l'Initiative du Siècle propose et soutient des initiatives de réflexion et de projection à long terme dans les domaines suivants : l'immigration; les infrastructures et l'environnement; l'économie, l'entrepreneuriat et l'emploi; l'aide à la petite enfance et aux familles; et l'éducation, les compétences et l'emploi. L'Initiative du Siècle adopte une approche réseau, toujours dans un souci de diversification des points de vue afin de nourrir ses ambitions.

www.centuryinitiative.ca | info@centuryinitiative.ca

2, av. Saint Clair E., bureau 300, Toronto (ON) M4T 2T5 Canada
Numéro d'organisme de bienfaisance canadien : BN 843519638 RR0001



L'Initiative du Siècle exprime toute sa reconnaissance au Globe and Mail, partenaire média exclusif du *Tableau de bord*.

Notre travail ne serait pas possible sans le généreux soutien de nos donateurs, dont la Banque de Montréal, la Banque Scotia, la CIBC, la société de portefeuille Pacific Century Group, la Fondation Quarrywood, la Fondation Milroy Family, le Conseil canadien des affaires, la Fondation Srinarayanathas, MobSquad, la Fondation Larry and Judy Tanenbaum Family et l'Institut pour la citoyenneté canadienne. Nous leur sommes reconnaissants de leur soutien continu à notre travail.

Remerciements

La recherche et les analyses pour le Tableau de bord national ont été fournies par Sara Ditta, Stephanie Procyk, Jon Medow, Rachelle Soliman et Ollie Sheldrick de Medow Consulting. La conception et l'élaboration des versions imprimée et numérique du Tableau de bord national ont été réalisées par Sandbox inc.

L'Initiative du Siècle aimerait remercier les conseillers principaux Lisa Lalande, chef de la direction d'Initiative du Siècle, Matthew Mendelsohn, professeur invité et cofondateur de First Policy Response à l'Université Ryerson de Toronto et conseiller principal du groupe mondial sur le secteur public de BCG, ainsi que les personnes suivantes qui ont généreusement accepté de lui apporter leurs commentaires, leurs savoirs et leurs points de vue :

- | Naomi Alboim, chercheuse principale en matière de politique, Chaire d'excellence en recherche du Canada sur la migration et l'intégration, Université Ryerson; membre émérite, École de politiques publiques, Université Queen's
- | Robert Asselin, premier vice-président, Politiques publiques, Conseil canadien des affaires; agrégé supérieur à la Munk School of Global Affairs and Public Policy de l'Université de Toronto
- | Sara Austin, fondatrice et directrice générale, Les enfants d'abord Canada
- | Noel Baldwin, directeur, Affaires publiques et gouvernementales, Centre des Compétences futures
- | Pedro Barata, directeur exécutif, Centre des Compétences futures
- | National Immigration Centre, Conference Board du Canada
- | Dre Marie Delorme, présidente-directrice générale, Imagination Group of Companies
- | Dr Feng Hou, chercheur principal, Division de l'analyse sociale et de la modélisation, Statistique Canada
- | Dre Fiona Deller, directrice des opérations, Centre des Compétences futures
- | Dre Andrea Doucet, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'égalité entre les sexes, le travail et les soins; professeure de sociologie et d'études sur les femmes et le genre, Université Brock; professeure et chercheuse en sociologie, Université Carleton
- | Diane Dyson, directrice principale, Recherche et engagement, Institut urbain du Canada
- | Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations
- | Martha Friendly, fondatrice et directrice générale, Childcare Resource and Research Unit
- | Scott Fulton, responsable de mission, McKinsey & Company
- | Carol Anne Hilton, chef de la direction, Indigenomics Institute; fondatrice, The Global Center of Indigenomics
- | Dr Daniel Hoornweg, doyen associé, professeur agrégé et titulaire de la Chaire Richard Marceau, Faculté des systèmes énergétiques et des sciences nucléaires, Université Ontario Tech
- | Jaxson Khan, directeur de la croissance, Fable
- | Alastair MacFadden, directeur intérimaire et cadre en résidence, Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy; directeur associé, Centre for the Study of Science and Innovation Policy, Université de la Saskatchewan
- | Dre Mireille Paquet, professeure agrégée, sciences politiques; titulaire de la Chaire de recherche sur la politique de l'immigration, Université Concordia
- | Dr Andrew Parkin, directeur général, Environics Institute for Survey Research
- | Matthew Pelletier, agent de données et de recherche, Fédération canadienne des municipalités
- | Andrew Pickersgill, associé principal, bureau de Toronto de McKinsey & Company; associé directeur, McKinsey & Company Canada
- | Daniel Rubinstein, directeur principal, Politiques et relations gouvernementales, Fédération canadienne des municipalités
- | Leila Sarangi, directrice, Action sociale; directrice nationale, Campaign 2000
- | France St-Hilaire, vice-présidente, Recherche, Institut de recherche en politiques publiques
- | Anjum Sultana, directrice nationale, Politiques publiques et communications stratégiques, YWCA Canada
- | Dre Cheryl Teelucksingh, professeure et directrice du département de sociologie, Université Ryerson
- | Mark Wiseman, président du conseil d'administration, Initiative du Siècle; conseiller principal, Lazard; président du conseil d'administration, Alberta Investment Management Corporation (AIMCo)

Lettre de la chef de la direction

Si nous entretenions encore des doutes quant à l'impact durable de la COVID-19 sur la société, l'année qui vient de s'écouler les a dissipés. La pandémie a montré que nous ne pouvons désormais plus tenir pour acquis ce que nous considérions autrefois comme allant de soi, notamment la prospérité à long terme du Canada. Nous vivons maintenant dans un monde où les perturbations et l'incertitude sont devenues la norme. Et dans un monde imprévisible, il est facile de perdre de vue nos objectifs à long terme. La seule façon de faire du Canada le pays prospère que nous voulons tous léguer aux générations futures, c'est de se doter d'une stratégie et d'un mécanisme pour mesurer nos progrès.

C'est une vision d'un Canada plus fort et plus prospère qui motive l'équipe de l'Initiative du Siècle. Voilà pourquoi nous sommes fiers de publier cette deuxième édition de notre *Tableau de bord des objectifs de croissance et de prospérité du Canada*. Le document que vous avez sous les yeux est le fruit de mois de recherches et d'analyses intensives, ainsi que de la contribution et de la participation de dizaines d'experts aux profils et aux expériences variées issus d'un large éventail de domaines. Nous leur sommes reconnaissants de leur apport et de leur engagement. Unis par la conviction qu'il est nécessaire d'établir un plan à plus long terme pour la croissance économique du Canada et que celle-ci passe inévitablement par une croissance démographique, nous avons travaillé ensemble pour créer ce qui, nous l'espérons, sera considéré par les responsables politiques et les décideurs de tout le pays comme un outil inestimable pour suivre les progrès de notre nation vers cet objectif.

La première édition du Tableau de bord, que nous avons lancée l'an dernier, était une première au Canada. Nous avons réuni une gamme d'indicateurs connexes qui reflètent la performance du Canada à l'égard d'enjeux et de facteurs qui influent sur la capacité du pays de connaître une croissance responsable. De l'éducation au développement des compétences et à l'innovation, en passant par l'entrepreneuriat, le soutien aux enfants et aux familles, et les infrastructures et

l'environnement, le Tableau de bord fournit un aperçu de la position du Canada, indiquant s'il est en tête de file, s'il est en phase avec les indicateurs de performance mondiaux ou s'il accuse un retard.

Le Tableau de bord de cette année montre que si le Canada progresse dans certains domaines, il reste encore beaucoup de travail à faire dans d'autres. Par exemple, après des années de revendications, le Canada est enfin en voie de mettre en œuvre un plan national pour la garde d'enfants. Par contre, en ce qui concerne le marché du travail, le Tableau de bord montre que le Canada affiche l'un des taux les plus élevés de travail à bas salaire parmi les pays de l'OCDE, et que les travailleurs à bas salaire sont souvent des personnes racisées. De tels constats peuvent aider à orienter la conversation sur ce que le Canada doit faire pour assurer l'avenir auquel nous aspirons.

S'il se concentre sur le long terme, qu'il dispose de données pertinentes et qu'il est prêt à agir et à investir de manière proactive, le Canada peut se placer en bonne position pour réaliser son véritable potentiel, améliorer la qualité de vie des générations futures et bâtir un pays plus diversifié et plus résilient. L'Initiative du Siècle est fière de contribuer à cet objectif important.

J'espère que vous vous joindrez à la conversation et que vous nous ferez part de votre opinion.



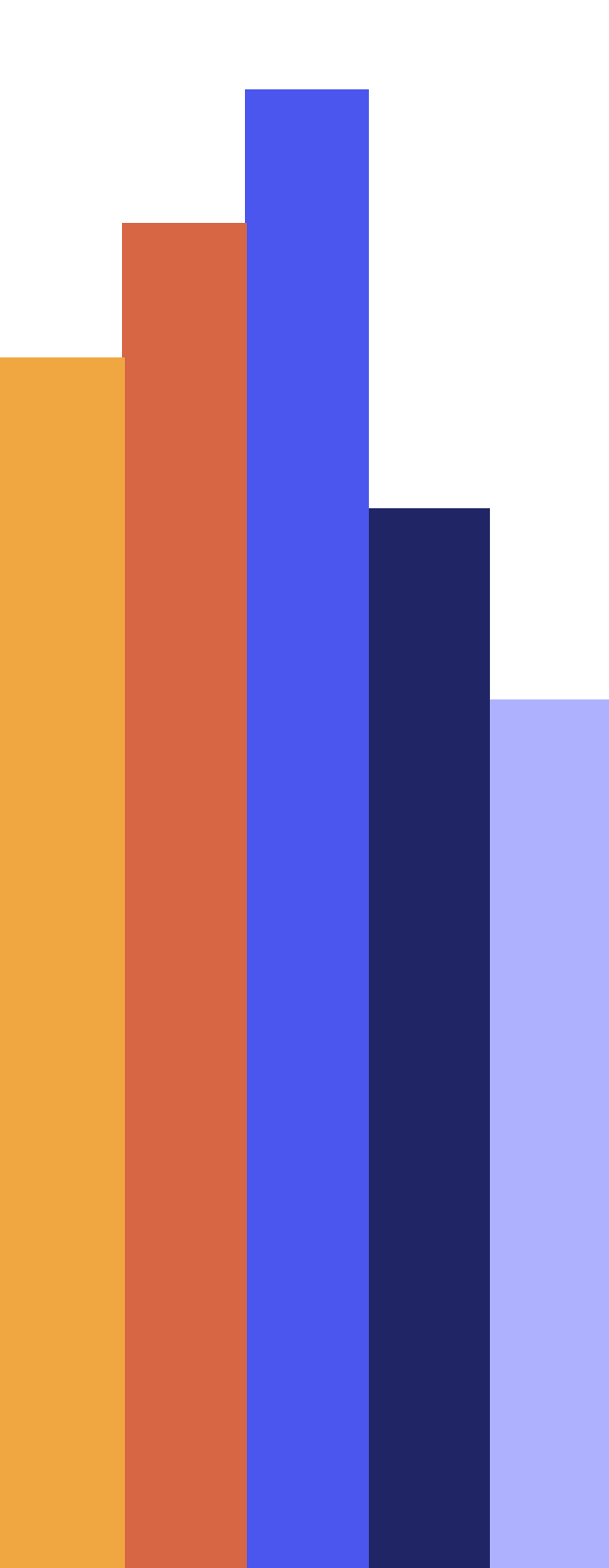
A stylized handwritten signature in dark ink, reading "Lisa Lalande".

Lisa Lalande

Chef de la direction, Initiative du Siècle

Table des matières

À propos de l'Initiative du Siècle	2	Économie, innovation et entrepreneuriat	34
Remerciements	3	Éducation, compétences et emploi	48
Lettre de la chef de la direction	4	Aide aux enfants et aux familles	58
Sommaire	6	Infrastructure et environnement	68
Le Tableau de bord 2022 : faits importants	8	Perspectives d'avenir	80
Introduction : le Tableau de bord national	13	Annexe A : Source	81
Population de 100 millions d'habitants	16	Annexe B : Méthodolo- gie détaillée	85
Immigration	24	Notes	86



Sommaire

Le Canada se trouve à la croisée des chemins. Sa population vieillit, la croissance de sa main-d'œuvre ralentit et son indice de fécondité diminue, le taux de croissance démographique étant à son plus bas niveau depuis plus de 100 ans en raison de la COVID-19¹. Si ces tendances se maintiennent et que la population active diminue alors que la population non active qui en dépend augmente, c'est l'économie du Canada qui en fera les frais. Les recettes fiscales ne suffiront plus à maintenir des programmes et services essentiels de qualité, notamment dans le système de santé, la sécurité sociale et les infrastructures fondamentales. Les grandes industries assisteront au déclin de leur taux de croissance, de leur dynamisme et de leur compétitivité. Sans une augmentation de la population, le pays se trouvera à court de ressources, tant humaines qu'économiques, qui sont nécessaires au bien-être social, économique et environnemental.

La croissance démographique est une priorité absolue pour renforcer l'économie du Canada, sa diversité et son influence sur la scène internationale. Pour que le pays s'engage sur cette voie, l'Initiative du Siècle s'est fixé comme objectif ambitieux l'atteinte d'une population de 100 millions d'habitants d'ici 2100.

Loin de se limiter à des solutions démographiques, la voie vers la croissance est une vision vaste et optimiste, qui repose sur l'objectif de faire du Canada un pays plus fort et plus prospère. La réalisation de cette vision doit toutefois se faire de manière responsable. Une croissance responsable s'entend d'une croissance démographique durable dont les avantages sont répartis entre tous ceux qui vivent déjà au Canada ou

qui viendront s'y établir. Il est donc impératif de combler les divers écarts importants qui se sont creusés pour certains groupes de la population en raison de la race, du sexe, du statut de personne autochtone et du statut d'immigrant. Le tout doit également se dérouler en collaboration avec les provinces, les territoires, les villes et les peuples autochtones du Canada. Ainsi, le nombre exact d'habitants importe moins que la nécessité de fixer un objectif ambitieux et de travailler à une croissance démographique favorisant une prospérité durable qui profite à tous.

Le *Tableau de bord des objectifs de croissance et de prospérité du Canada* de l'Initiative du Siècle ouvre une fenêtre stratégique sur la position qu'occupe le Canada par rapport à divers enjeux qui influenceront sur son avenir (en tête de file, en bonne voie, à améliorer ou en retard). Il offre une feuille de route stratégique et pratique pour bâtir un Canada plus prospère, plus équitable, plus diversifié et plus résilient. C'est en mesurant les progrès accomplis que nous pourrons les gérer et prendre les décisions stratégiques qui s'imposent pour faire avancer le Canada.

Tant au Canada qu'à l'étranger, il existe de nombreux tableaux de bord, bilans et autres outils d'évaluation qui examinent les progrès économiques, sociaux et environnementaux dans de multiples domaines. La valeur unique de ce Tableau de bord national réside dans l'importance accordée aux progrès réalisés par le Canada à l'égard d'une bonne croissance démographique responsable favorisant une prospérité durable qui profite à tous en vue d'atteindre l'objectif de 100 millions d'habitants en 2100.

Structure

Cette deuxième édition du *Tableau de bord des objectifs de croissance et de prospérité du Canada* de l'Initiative du Siècle évalue 38 indicateurs répartis dans six domaines d'intervention. Pour chacun des indicateurs, il s'agit de déterminer la position du Canada : en tête de file, en bonne voie, à améliorer ou en retard. Ces indicateurs sont profondément interconnectés, couvrant de nombreux secteurs et domaines de politiques et de pratique habituellement cloisonnés. Pourtant, pris ensemble, ils dressent un portrait révélateur de la situation, évaluant à la fois le travail qui doit être fait maintenant pour assurer la croissance démographique future du Canada et des signaux clés qui nous permettent de savoir si nous connaissons une croissance efficace et si nous sommes sur la bonne voie pour atteindre une prospérité durable qui profite à tous.

Légende

En tête de file

Pour cet indicateur, le Canada fait bonne figure : soit il se classe parmi les meilleurs pays, soit il a employé ses propres objectifs.

En bonne voie

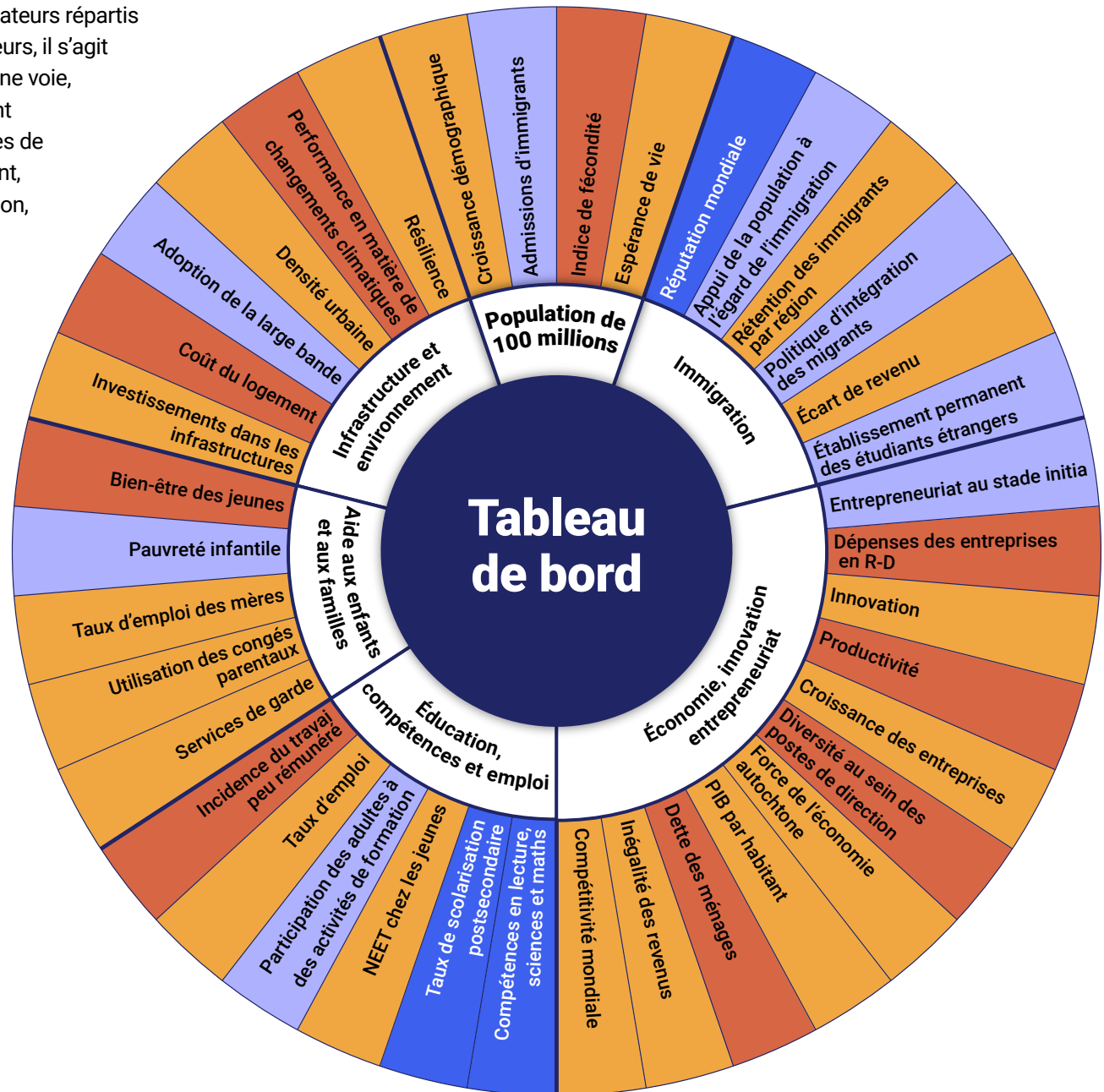
Le Canada a employé la cible associée à l'indicateur ou a pu passer de l'atteindre à courte échéance.

À améliorer

Le Canada n'a pas employé la cible associée à l'indicateur, mais pourrait encore y parvenir dans les prochaines années moyennant une intervention et du soutien.

En retard

Le Canada est mauvais élève par rapport à des pays employeurs ou n'a pas employé la cible associée à l'indicateur et devra employer des efforts énormes pour l'atteindre dans les prochaines années.



Le Tableau de bord 2022 : faits importants

Tableau de bord complet

Pour devenir plus fort et plus prospère, le Canada doit accroître sa population et se doter des infrastructures sociale et physique nécessaires pour qu'elle puisse vivre et s'épanouir.

Le Tableau de bord 2022 contient des éléments encourageants. Grâce à des cibles d'immigration élevées et à son système d'éducation parmi les meilleurs du monde, le Canada est sur la bonne voie en ce qui concerne l'immigration et l'éducation, les compétences et les emplois. Toutefois, des défis demeurent : l'indice de fécondité reste faible, nos infrastructures vieillissent, notre productivité accuse un retard par rapport aux pays comparables et le soutien aux familles doit être renforcé.

- | Le Canada a connu sa plus faible croissance démographique en plus d'un siècle, mais des mesures sont prises, notamment l'établissement de cibles élargies en matière d'immigration, ce que préconise l'Initiative du Siècle. Le Canada doit aussi axer ses efforts sur l'augmentation de l'espérance de vie en santé pour tous les Canadiens ainsi que sur la mise en œuvre de politiques qui soutiennent les choix des Canadiens quant à la taille de leur famille.
- | Une immigration accrue doit coïncider avec d'importants changements de politiques et de systèmes afin de combler les écarts en matière d'éducation, d'emploi et d'infrastructures qui touchent souvent les peuples autochtones.
- | Le Canada demeure une destination de choix pour les immigrants entrepreneurs et qualifiés

venant de partout dans le monde. Il reste du travail à faire pour inciter les immigrants à rester, particulièrement dans les régions qui connaissent des enjeux démographiques. Nous avons réussi à mettre en place des systèmes qui nous aident à retenir les étudiants étrangers, et nous devons faire de même pour les autres résidents temporaires.

- | L'économie moderne récompense l'innovation et la créativité, mais le Canada accuse un retard sur ses concurrents mondiaux tant sur le plan de la productivité que des investissements en recherche et développement dans le secteur privé.
- | Le système d'éducation canadien est parmi les meilleurs du monde, mais le soutien à l'apprentissage continu pourrait être accru par des investissements dans le renforcement des compétences, la formation et les services d'orientation professionnelle.
- | La pandémie a nui au taux d'emploi des mères canadiennes, ce qui a eu une incidence sur les femmes et leur famille, mais aussi sur l'économie en général. En améliorant le soutien aux familles, notamment par la mise en œuvre d'un système pancanadien de garde d'enfants, le Canada sera en meilleure posture pour assurer sa prospérité à long terme.
- | En favorisant l'établissement d'un nombre accru de gens dans des villes mieux pensées, le Canada deviendra plus propre, plus vert et plus prospère et pourra offrir une meilleure qualité de vie à sa population. Le logement devient de plus en plus inabordable pour les jeunes Canadiens, ce qui diminue la proposition de valeur du pays pour les nouveaux arrivants potentiels. Cette situation doit changer.
- | Le statu quo n'est pas viable. Il est temps d'agir et de prendre des mesures stratégiques pour mettre le Canada sur la voie de la croissance et de la prospérité à long terme.

Atteindre une population de 100 millions d'habitants

La croissance démographique du Canada vise à faire en sorte que nous ayons la population, l'assiette fiscale et les moyens économiques nécessaires pour maintenir notre qualité de vie et accroître notre influence sur la scène internationale.

- | L'engagement du Canada à accroître les niveaux d'immigration, comme souligné dans le plan fédéral sur les niveaux d'immigration, est un bon point de départ pour atteindre une population de 100 millions de Canadiens en 2100.
- | Notre priorité doit être de continuer de concrétiser des engagements à long terme en faveur de l'augmentation de l'immigration par des changements de politique et des investissements, et de veiller à ce que tous les Canadiens profitent pleinement de la croissance du pays.
- | La population autochtone du Canada augmente à un rythme quatre fois plus rapide que la population non autochtone. Une immigration accrue doit coïncider avec d'importants changements de politiques et de systèmes, lesquels doivent être définis de concert avec les peuples autochtones afin de combler les écarts en matière d'éducation, d'emploi et d'infrastructures.
- | Bien que le niveau d'immigration soit actuellement élevé, la croissance démographique globale reste faible. Cela tient au fait que les taux de fécondité sont trop bas pour soutenir la croissance démographique et que l'approche novatrice du Canada pour stimuler l'immigration pendant la pandémie reposait principalement sur les résidents temporaires déjà présents au Canada.
- | La pandémie a également eu pour effet de faire diminuer les taux de natalité et l'espérance de vie au cours de la dernière année. Le Canada doit axer ses efforts sur l'augmentation de l'espérance de vie en santé pour tous les Canadiens ainsi que sur

la mise en œuvre de politiques, comme les services de garde d'enfants, qui soutiennent les choix des Canadiens quant à la taille de leur famille.

Immigration

L'immigration est l'un des principaux outils dont dispose le Canada pour accroître sa population, répondre aux besoins du marché du travail, favoriser l'innovation et atteindre ses objectifs en matière de réunification des familles et d'accueil pour des motifs humanitaires.

- | La majorité des Canadiens a confiance dans le système d'immigration, et la population est restée très favorable à l'immigration pendant la crise de la pandémie.
- | La réputation internationale du Canada est parmi les meilleures au monde, ce qui accroît sa capacité d'attirer des talents. Si cet atout a donné au pays une longueur d'avance dans la compétition mondiale pour les talents, il ne doit pas être tenu pour acquis.
- | Le bien-être des immigrants et l'appui soutenu des Canadiens à des niveaux d'immigration ambitieux sont tributaires de l'intégration réussie des immigrants de toutes les catégories, soit les immigrants économiques, les immigrants parrainés par la famille, les réfugiés et les personnes protégées.
- | Des mesures doivent être prises pour que l'économie et la société canadiennes tirent pleinement parti de l'étendue des talents et des compétences des immigrants. On constate en outre un écart de revenu persistant pour les immigrants. Beaucoup de nouveaux arrivants continuent de se heurter à des obstacles tels que la discrimination et le manque de reconnaissance des titres de compétences étrangers.
- | De nombreuses régions, en particulier à l'extérieur des grands centres de population du Canada, ont besoin d'une immigration accrue pour soutenir le vieillissement de la population, mais ont du mal

à attirer et à retenir des immigrants. L'approche unique au monde du Canada consistant à faire participer les communautés locales aux processus d'immigration, d'établissement et d'intégration peut grandement contribuer à la résolution de ce problème.

- | Le Canada a réussi à mettre en place des mécanismes permettant aux étudiants étrangers de rester au pays. Nous devons améliorer les voies d'accès à l'immigration pour les autres résidents temporaires afin de retenir les talents et les compétences nécessaires.
- | Des retards considérables dans le système d'immigration du Canada se sont également accumulés pendant la pandémie, laissant de nombreuses personnes mécontentes et dans l'attente à l'étranger. Les récents investissements du gouvernement fédéral aideront à relever ces défis afin que les nouveaux arrivants puissent réaliser leur vision de faire du Canada leur pays.

Economy, innovation & entrepreneurship

Une économie performante, un système d'innovation florissant et un solide paysage entrepreneurial sont des éléments essentiels pour que le Canada puisse accroître sa population et assurer une prospérité durable qui profite à tous.

- | La trajectoire qu'empruntera l'économie reste incertaine compte tenu des défis persistants liés à la pandémie, comme les problèmes au niveau de la chaîne d'approvisionnement, l'inflation, les répercussions des événements liés au climat et la capacité des entreprises à trouver les travailleurs dont elles ont besoin.
- | Malgré des décennies de discussions, le pays continue d'avoir de la difficulté à réaliser des progrès à l'égard de paramètres clés liés à l'innovation et à l'entrepreneuriat, comme les investissements du secteur privé dans la R-D et l'expansion des petites et moyennes entreprises.

- | La productivité continue de croître lentement au Canada, malgré les améliorations à court terme découlant de la pandémie. La dette élevée des ménages, l'inégalité des revenus et le manque de diversité parmi les dirigeants du secteur privé freinent la croissance économique et la productivité futures.
- | La force économique émergente des Autochtones, en plus de favoriser la croissance des communautés autochtones, pourrait contribuer à transformer l'économie du Canada et aider le pays à s'engager sur la voie de la réconciliation.
- | Le Canada doit activer de nombreux leviers pour améliorer sa performance économique, par exemple en investissant dans les infrastructures et la technologie, en élargissant son bassin de talents grâce à l'immigration et au perfectionnement des compétences, et en comblant les lacunes en matière d'éducation et d'égalité des chances.

Éducation, compétences et emploi

Pour assurer sa prospérité et croître de façon responsable, le Canada doit maintenir des systèmes d'éducation et de formation performants, soutenir l'apprentissage continu à mesure que les technologies changent et améliorer la qualité des emplois dans une économie qui évolue rapidement.

- | Le Canada demeure un chef de file mondial en ce qui concerne le rendement scolaire des élèves du secondaire et la proportion de la population ayant fait des études postsecondaires. Ces réalisations attirent des travailleurs, des emplois hautement qualifiés et bien rémunérés et des investissements au Canada, en plus d'aider la population à participer à la société et à l'économie.

- | Pour rester en tête de peloton sur le plan de l'éducation, nous devons combler les écarts dans la réussite scolaire des étudiants autochtones et réduire le nombre de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET). Ce nombre a d'ailleurs été exacerbé par la pandémie, faisant passer l'évaluation de l'indicateur des jeunes NEET de « en bonne voie » à « à améliorer » dans le Tableau de bord de cette année.
- | La pandémie pourrait avoir une incidence sur les parcours d'apprentissage et d'emploi à long terme pour de nombreux jeunes, en particulier ceux qui font déjà face à des obstacles comme les immigrants qui apprennent une nouvelle langue. Il s'agit là d'un enjeu critique à l'égard duquel il faut assurer un suivi et prendre les mesures qui s'imposent.



- | Les employeurs doivent investir davantage dans le renforcement des compétences et la formation, et tous les Canadiens, y compris les immigrants formés à l'étranger, doivent bénéficier d'un meilleur accès à l'apprentissage continu et à des services d'orientation professionnelle.
- | Le marché du travail subit de nombreux changements qui ont une incidence sur la qualité des emplois, notamment la numérisation, la demande accrue de travailleurs de soins et la précarité croissante. Les politiques et les pratiques doivent s'adapter à ces changements pour mieux soutenir les travailleurs sur le marché du travail.

Aide aux enfants et aux familles

Des systèmes de soutien solides pour les enfants et les familles constituent un atout stratégique pour le Canada et un pilier nécessaire pour assurer une croissance démographique durable et la prospérité à long terme du Canada.

- | La pandémie a fortement influé sur le bien-être et les structures de soutien des enfants et des familles. Les groupes qui font déjà face à des obstacles comme les femmes, les immigrants, les Autochtones, et les personnes noirs et racisées ont encore plus souffert de la situation.
- | L'accès aux services de garde est devenu difficile, ce qui a poussé de nombreux parents – en particulier les mères de jeunes enfants – à quitter le marché du travail.
- | La volonté historique de créer un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants en 2021 a fait passer l'évaluation des indicateurs sur la garde d'enfants de « en retard » à « à améliorer » dans le Tableau de bord de l'Initiative du Siècle de cette année. La poursuite de la mise en œuvre du nouveau système permettra de stimuler la reprise du Canada après la COVID-19 et d'établir une prospérité à long terme.

- | Le Canada a encore du travail à faire pour mettre en place un système de congé parental qui s'harmonise parfaitement avec les services de garde. Cela est nécessaire pour donner à tous les parents la certitude que leurs besoins en matière de congé et de garde seront comblés.
- | Le Canada doit continuer de faire des progrès dans la réduction de la pauvreté infantile et de prendre des mesures pour améliorer le bien-être des jeunes afin que notre pays demeure un endroit attrayant où vivre et élever une famille.
- | L'amélioration du soutien aux enfants et aux familles contribuera à bâtir un avenir positif pour les enfants, à favoriser une plus grande participation au marché du travail, à créer des emplois, à améliorer la qualité de vie des familles, à attirer et à retenir de nouveaux arrivants et à faciliter le choix des Canadiens quant à la taille de leur famille.

Infrastructure & environnement

Le Canada n'a jamais dépensé à la hauteur de ses besoins en infrastructures, et ce, même en excluant une croissance démographique à grande échelle. Les infrastructures du pays sont vieillissantes et nécessitent des réparations.

- | Le Canada est aux prises avec un sous-investissement de longue date dans les infrastructures, car les municipalités sont propriétaires d'une grande partie des infrastructures du pays, mais n'ont pas les outils de financement et de génération de revenus nécessaires pour les entretenir et en financer de nouvelles. Les initiatives récentes, y compris l'adoption par le gouvernement fédéral d'un plan pour financer en permanence le transport en commun, sont des signes de changement positif.
- | La pandémie a exacerbé les problèmes de logement, une plus grande proportion de Canadiens ayant déclaré avoir de la difficulté à

payer le loyer ou l'hypothèque ou à accéder à la propriété. Cette situation a donc fait passer l'évaluation de « à améliorer » à « en retard » dans le Tableau de bord de cette année. La forte demande de logements dans les centres urbains très productifs du Canada, conjuguée à un manque d'offre adéquate, a fait grimper les coûts.

- | La croissance démographique exige des villes plus denses et bien planifiées pour améliorer la qualité de vie urbaine, une augmentation de la population en dehors des grandes villes et une expansion de l'offre de logements familiaux et abordables.
- | Bien que des progrès importants soient réalisés, des lacunes subsistent en ce qui concerne l'accès des populations rurales et autochtones aux infrastructures, ce qui comprend l'accès aux services Internet à large bande d'une vitesse et d'une qualité suffisantes à un coût abordable. Ces lacunes placent de nombreuses personnes en situation de désavantage économique et social et réduisent l'attrait des petites communautés.
- | De nouveaux investissements importants sont nécessaires pour assurer la transition du Canada vers une économie à zéro émission nette et protéger les infrastructures clés contre les risques liés au climat. Les effets néfastes des inondations, des feux de forêt et des vagues de chaleur survenus en 2021 ont mis en évidence la nécessité pour le Canada de veiller à la résilience de ses infrastructures essentielles.

Perspectives d'avenir

À bien des égards, la dernière année a été un test de résistance de la résilience du Canada face à une tempête. La pandémie de COVID-19 a transformé l'économie, le marché du travail et le niveau de vie à l'échelle nationale et provoqué de l'incertitude et des perturbations constantes dans la vie des Canadiens, qui ont été plus nombreux que jamais à être confrontés aux réalités des changements climatiques. Le pays a également dû reprendre le processus inachevé de réconciliation avec les peuples autochtones à la suite de découvertes tragiques dans d'anciens pensionnats.

Parallèlement, des victoires notables ont été remportées. Par exemple, le Canada est en voie de mettre en œuvre un plan national pour la garde d'enfants après des décennies de revendications. Certaines améliorations ont également été enregistrées au chapitre des investissements dans les infrastructures dans des domaines

comme le transport en commun. Et surtout, le Canada a choisi, en cette période de crise, de ne pas se replier sur lui-même et de s'engager à poursuivre une augmentation significative des cibles en matière d'immigration dans le plus récent plan fédéral sur les niveaux d'immigration.

Alors que nous continuons de relever les défis actuels et de tirer parti des victoires acquises, nous devons nous efforcer de progresser vers une croissance responsable. Le Tableau de bord se veut un outil pour mobiliser la réflexion et la planification à long terme dans de nombreuses dimensions qui nous aideront dans l'atteinte de cet objectif. Il peut également inciter à l'action les divers secteurs, notamment les gouvernements, le milieu des affaires, les organismes sans but lucratif, les syndicats, le milieu universitaire et de la recherche, ainsi que l'ensemble des Canadiens.



Introduction : le Tableau de bord national

Il s'agit de la deuxième édition du Tableau de bord annuel des objectifs de croissance et de prospérité du Canada de l'Initiative du Siècle. Ce Tableau de bord fait état des progrès réalisés par le Canada vers une croissance démographique qui favorise une prospérité durable pour l'atteinte de l'objectif de 100 millions d'habitants en 2100. Ouvrant une fenêtre stratégique sur la position du Canada, il détermine si celui-ci est en tête de file, s'il est en bonne voie, s'il doit s'améliorer ou s'il accuse un retard par rapport aux enjeux et aux facteurs qui influenceront sur sa capacité à devenir un pays plus fort et plus prospère et à connaître une croissance responsable. Il offre une feuille de route stratégique et pratique pour bâtir un Canada plus prospère, plus équitable, plus diversifié et plus résilient.

Le Tableau de bord évalue 38 indicateurs dans six domaines d'intérêt jugés essentiels pour que le Canada atteigne ces objectifs, à savoir : 1) Population de 100 millions d'habitants, 2) Immigration, 3) Économie, innovation et entrepreneuriat, 4) Éducation, compétences et emploi, 5) Soutien aux enfants et aux familles, et 6) Infrastructures et environnement.

Pour chacun de ces domaines d'intérêt, le Tableau de bord a établi les objectifs suivants :

- | Définir une nouvelle vision économique et sociale audacieuse pour le pays et rallier un groupe diversifié d'organisations et de leaders canadiens à la vision d'une croissance responsable, qui consiste à construire une prospérité durable qui profite à tous grâce à la croissance démographique.

- | Déterminer les indicateurs clés des progrès réalisés à cet égard par le Canada pour devenir un pays plus fort et plus prospère en lien avec les domaines d'intérêt de l'Initiative du Siècle.
- | Tirer parti des données disponibles pour établir des cibles, et suivre et surveiller la performance du Canada.
- | Orienter les activités de recherche, d'information, de promotion et de ralliement de l'Initiative du Siècle.
- | Guider l'élaboration des politiques et des pratiques.

À mesure que le travail de l'Initiative du Siècle avance, le Tableau de bord rend compte des progrès accomplis et détermine la manière dont nous devons appliquer la réflexion et la planification à long terme pour permettre au Canada de progresser. C'est en mesurant les progrès accomplis que nous pourrions les gérer et prendre les décisions stratégiques qui s'imposent pour faire avancer le Canada.

Le rôle unique du Tableau de bord

Tant au Canada qu'à l'étranger, il existe de nombreux tableaux de bord, bilans et autres outils d'évaluation qui examinent les progrès économiques, sociaux et environnementaux dans de multiples domaines. Le Tableau de bord de l'Initiative du Siècle a été conçu pour être utilisé de manière collaborative par différents secteurs et intervenants et doit être considéré comme un outil complémentaire. En effet, il vise à alimenter d'autres outils d'évaluation et à être alimenté par eux en retour, y compris les outils lancés par le Groupe d'action sénatorial pour la prospérité, la Coalition pour un avenir meilleur, le Conference Board du Canada, le Conseil national de développement économique des Autochtones, l'Indice canadien du mieux-être et d'autres organisations. La proposition de valeur unique du Tableau de bord des objectifs de croissance et de prospérité du Canada de l'Initiative du Siècle réside dans l'importance accordée aux progrès réalisés par le Canada à l'égard d'une croissance responsable. Une croissance responsable s'entend d'une croissance démographique durable qui profite à tous ceux qui considèrent le Canada comme leur pays – tant ceux qui sont déjà ici que ceux qui viendront s'y établir. Le Tableau de bord a été conçu pour aider les principaux intervenants à cerner les défis et les problèmes connexes et à travailler

ensemble pour favoriser le changement. L'Initiative du Siècle encourage les autres à utiliser le Tableau de bord comme un outil collaboratif pour susciter des changements systémiques en mettant l'accent sur la croissance responsable.

Comment utiliser le Tableau de bord

Tous les Canadiens devraient participer à la construction d'un avenir meilleur, plus prospère, plus inclusif et plus durable. Rendre ce Tableau de bord public et accessible permet à un plus grand nombre de personnes de tous les secteurs de prendre part à la conversation. Différents intervenants peuvent utiliser le Tableau de bord de diverses façons :

- | Les gouvernements peuvent utiliser le Tableau de bord pour évaluer dans quels domaines le Canada affiche une bonne performance ou accuse du retard, ainsi que pour déterminer les domaines prioritaires où des changements de politiques publiques et des investissements sont nécessaires. Ils peuvent le citer lorsqu'ils communiquent avec le public au sujet de la nécessité d'agir dans les domaines prioritaires et des risques liés au maintien du statu quo.
- | Le milieu des affaires peut utiliser le Tableau de bord pour cerner les défis et les interconnexions entre des domaines clés comme l'éducation, la formation, les infrastructures, le climat et l'immi-

gration. Ces connaissances peuvent permettre aux entreprises d'être des chefs de file en améliorant leurs pratiques commerciales et en préconisant des changements de politiques qui amélioreront le contexte d'investissement du Canada et la position du pays sur la scène internationale.

- | Les organismes sans but lucratif et les syndicats peuvent utiliser le Tableau de bord pour mobiliser les partenaires communautaires, les donateurs et les parties prenantes autour d'actions locales et nationales susceptibles d'influencer le bien-être social et économique et de renforcer la capacité du Canada à bâtir un pays fondé sur la durabilité et une prospérité commune.
- | Le milieu universitaire peut utiliser le Tableau de bord pour déterminer les domaines de recherche qui sont prioritaires pour approfondir la compréhension des principaux défis liés à la prospérité future du Canada. Il peut également s'en servir pour mobiliser les recherches existantes qui proposent des solutions aux défis qui y sont relevés.
- | Tous les Canadiens peuvent utiliser le Tableau de bord et ses indicateurs pour comprendre le rôle que peut jouer la croissance démographique du Canada dans l'établissement d'une prospérité durable qui profite à tous à long terme.

Comment lire le Tableau de bord

Méthode d'évaluation : Tendances

En tête de file

Pour cet indicateur, le Canada fait bonne figure : soit il se classe parmi les meilleurs pays, soit il a employé ses propres objectifs.

En bonne voie

Le Canada a employé la cible associée à l'indicateur ou l'emploi passe de l'atteindre à courte échéance.

À améliorer

Le Canada n'a pas employé la cible associée à l'indicateur, mais pourrait encore y parvenir dans les prochaines années moyennant une intervention et du soutien.

En retard

Le Canada est mauvais élève par rapport à des pays qui n'ont pas employé la cible associée à l'indicateur et devra employer des efforts énormes pour l'atteindre dans les prochaines années.

Évaluation des indicateurs

Chaque indicateur est assorti d'une cible déterminant les résultats attendus par rapport à d'autres pays, aux objectifs définis à l'échelle nationale ou à la tendance dans laquelle le Canada s'est engagé ces dernières années. Les cibles associées à chaque indicateur servent à évaluer les progrès accomplis, sur la base des critères définis à la section « Méthode d'évaluation ». Chaque

indicateur est accompagné d'une analyse qui est présentée à la suite des tableaux. Lorsque cela est pertinent et possible, l'analyse indique en quoi l'indicateur touche des groupes de population clés comme les femmes, les Autochtones, les personnes racisées et les immigrants. Lorsque les indicateurs sont conformes aux objectifs de développement durable des Nations Unies, cela est souligné dans l'analyse.

Choix des indicateurs et établissement des cibles

L'Initiative du Siècle a revu et amélioré sa méthode de sélection des indicateurs pour cette deuxième édition du Tableau de bord des objectifs de croissance et de prospérité du Canada, en s'appuyant sur la rétroaction de son groupe consultatif et les conseils que lui fournit en permanence son groupe d'experts. L'évaluation des indicateurs dans les années à venir permettra d'effectuer un suivi approfondi au fil le temps et fera du Tableau de bord un précieux baromètre à long terme.

Chacun des indicateurs du Tableau de bord est défini à partir d'une série de données provenant de sources publiques, comme Statistique Canada et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que de sources privées. Pour certains indicateurs, les hypothèses et les méthodologies sous-jacentes sont publiques et peuvent faire l'objet de vérifications plus approfondies que pour d'autres indicateurs. Dans certains cas, l'Initiative du Siècle a choisi des indicateurs qui servent à analyser un grand nombre d'enjeux liés à des questions complexes. Par exemple, l'indicateur relatif aux investissements dans les infrastructures nous renseigne aussi sur l'état des infrastructures.

Ces analyses brossent un portrait des enjeux plus étoffé que celui fourni par un seul indicateur général. L'annexe A décrit en détail les sources utilisées pour les différents indicateurs et l'annexe B décrit en détail la méthodologie. Dans la plupart des cas, l'objectif des indicateurs est de lancer une conversation, et non de formuler une conclusion.

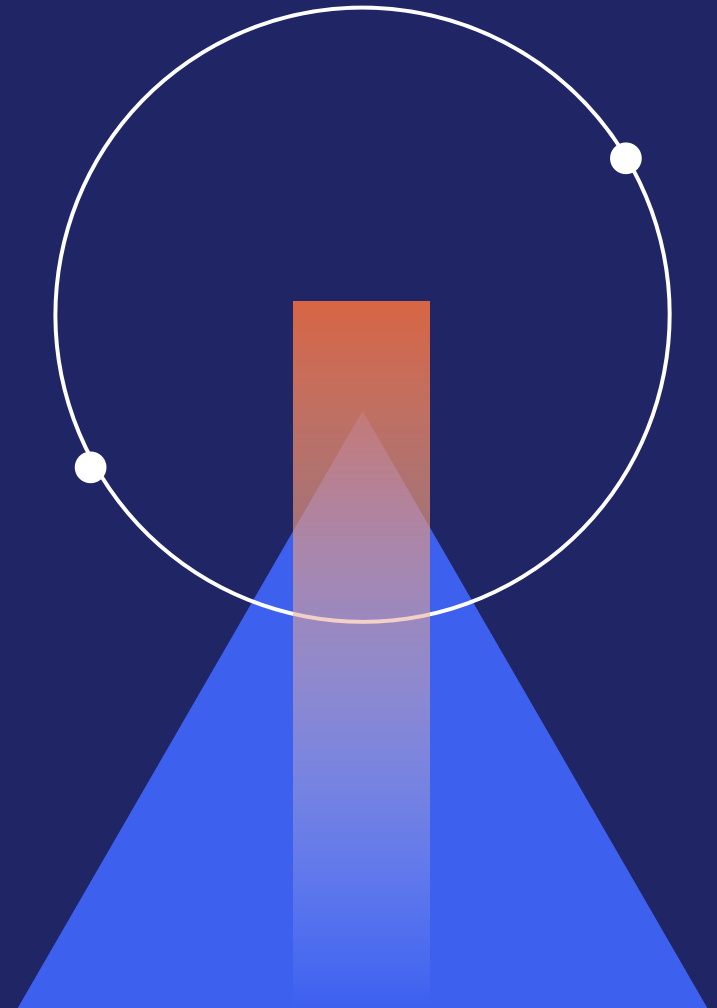
Encadré 1 : Disponibilité des données

Afin de permettre une réflexion et une planification à long terme, nous devons renforcer la capacité du Canada à s'appuyer sur des données pour comprendre la trajectoire qu'emprunte le pays dans différents domaines. Certains progrès ont été réalisés à cet égard au cours des dernières années, par exemple au chapitre de la disponibilité des données sur les infrastructures, qui s'est récemment améliorée grâce à l'Enquête sur les infrastructures publiques essentielles et aux méthodes novatrices d'externalisation ouverte employées par Statistique Canada durant la pandémie. Cependant, il est nécessaire d'accroître les investissements et la collaboration entre les gouvernements, les entreprises, le milieu universitaire et la société civile en ce qui concerne la communication de données solides, opportunes et désagrégées. Le nouveau Plan d'action sur les données désagrégées de Statistique Canada constitue un important pas en avant².

Population de 100 millions d'habitants

Aperçu:

- | Le Canada a connu sa plus faible **croissance démographique** en plus d'un siècle en raison de la pandémie.
- | L'**admission d'immigrants** a fortement diminué en raison de la pandémie, mais reprend bien.
- | L'**indice de fécondité** était déjà en baisse et a fortement diminué pendant la pandémie.
- | L'**espérance de vie** était normalement en hausse, mais a diminué pendant la pandémie.





Le lien avec la population

Le Canada se trouve à la croisée des chemins. D'ici les 15 prochaines années, les aînés devraient représenter entre 20 % et 25 % de notre population. De plus, Statistique Canada estime que, d'ici 2068, le nombre de personnes à charge pour 100 Canadiens en âge de travailler pourrait être supérieur à 70³. En même temps, l'indice de fécondité diminue au Canada, et le taux d'accroissement démographique est à son plus bas depuis plus de 100 ans en raison de la COVID-19⁴. Ces statistiques montrent que le Canada n'a tout simplement pas les ressources humaines, l'assiette fiscale ou les moyens économiques nécessaires pour maintenir la qualité de vie à laquelle les Canadiens s'attendent ou pour faire progresser les ambitions sociales, environnementales et économiques du pays.

L'immigration peut améliorer le ratio entre les personnes en âge de travailler et celles à l'âge de la retraite au Canada, un facteur essentiel pour assurer la main-d'œuvre nécessaire et l'assiette fiscale associée pour appuyer nos programmes sociaux et nos investissements. Reconnaisant le problème des changements démographiques, l'Initiative du Siècle a fixé un objectif de 100 millions de personnes au Canada d'ici 2100. Le nombre précis importe peu : il s'agit plutôt d'établir une cible audacieuse et de travailler en ce sens⁵. Le succès à long terme du Canada dépend de sa capacité d'accroître la population et de veiller à ce que le Canada « grandisse bien » grâce au développement des infrastructures, à la protection du climat et à des programmes sociaux et économiques qui aident tout le monde à participer à la société et à l'économie du pays. C'est un objectif ambitieux et pourtant crucial si nous voulons créer une société et une économie encore plus dynamiques et faire du Canada un exemple aux yeux du monde.

La situation actuelle

La pandémie a considérablement perturbé de nombreux aspects de la vie des Canadiens, y compris les facteurs qui contribuent à la croissance démographique du pays. Près d'un Canadien sur cinq (18 %) âgé de 25 à 44 ans a déclaré que la pandémie l'avait incité à retarder ses plans d'avoir des enfants, et environ 14 % voulaient moins d'enfants⁶. Cependant, la pandémie a aussi donné lieu à des développements positifs. Après le choc initial, les taux d'immigration ont rebondi et atteint de nouveaux sommets en 2021. Bien que la majorité de ces immigrants résidaient déjà au Canada à titre de résidents temporaires, l'ouverture et l'engagement démontrés à l'égard de l'augmentation des taux d'immigration continueront de produire de grands avantages s'ils sont maintenus. Au début de 2022, le gouvernement fédéral a annoncé une augmentation ambitieuse des cibles en matière d'immigration pour les trois prochaines années. Il est essentiel de reconnaître que, dans l'ensemble du Canada, la population autochtone croît à un rythme plus rapide que la population en

Indicateur



Pertinence



Situation actuelle
au Canada



Cible



Tendances pour le Canada

Croissance démographique

La prospérité à long terme du Canada dépendra de sa capacité à assurer une forte croissance démographique tout en bâtissant les infrastructures physiques, numériques et sociales nécessaires pour soutenir cette croissance.

Le Canada affiche un taux annuel de croissance démographique moyen de **1,09 % pour les 10 dernières années.**

Pour atteindre l'objectif de 100 millions d'habitants en 2100, la croissance démographique doit se maintenir à un taux annuel de **1,28 % au cours des 10 prochaines années.**

À améliorer

La croissance démographique annuelle s'est accélérée ces dernières années, surtout en raison de l'immigration, mais pas assez pour atteindre l'objectif de 100 millions d'habitants en 2100. La pandémie a eu un effet néfaste sur la croissance de la population en 2020, car les restrictions en matière de santé publique ont réduit la capacité des personnes vivant à l'étranger de venir s'établir au Canada. Une baisse considérable de l'indice de fécondité a également été un facteur important dans le ralentissement de la croissance démographique. La population autochtone est en moyenne plus jeune que le reste de la population du Canada et constitue une proportion de plus en plus importante de la croissance démographique totale.

Admissions d'immigrants

L'immigration est une source importante de l'accroissement démographique du Canada. Compte tenu du faible indice de fécondité, elle est essentielle à la prospérité économique à long terme, à la diversité, à la résilience et à l'influence du Canada sur la scène internationale.

En 2020-2021, **226 203 immigrants** ont été admis au Canada. L'immigration annuelle représentait en moyenne **0,76 % de la population canadienne au cours des cinq dernières années.**

Si le Canada atteint les cibles établies dans son Plan pluriannuel des niveaux d'immigration de 2022-2024 et s'il maintient une croissance modérée de 2025 à 2027, il devra maintenir un taux d'immigration équivalent à **1,17 % de la population canadienne** à compter de 2027-2028 afin d'atteindre la cible de 100 millions d'habitants en 2100.

En bonne voie

Les niveaux d'immigration au Canada ont généralement augmenté au cours des dernières années, mais ont considérablement diminué au début de la pandémie. En 2021, le Canada a atteint et dépassé sa cible d'immigration de 401 000 nouveaux résidents permanents en accordant la priorité à la transition des résidents temporaires déjà au Canada vers le statut de résident permanent. L'immigration devrait augmenter grâce aux plans ambitieux du gouvernement fédéral en matière d'immigration. Par conséquent, le Canada est peut-être en bonne voie d'atteindre les 100 millions, sous réserve de décisions futures en vue d'une augmentation constante des niveaux d'immigration.

Indicateur



Pertinence



Situation actuelle
au Canada



Cible



Tendances pour le Canada

Indice de fécondité

Les naissances sont un facteur clé de la croissance démographique. Des politiques robustes visant à soutenir les enfants et les familles pourraient avoir une incidence modérée sur l'indice de fécondité en appuyant les choix des Canadiens quant à la taille des familles, tout en favorisant des avantages sociaux et économiques importants.

Un indice de fécondité de **1,40 enfant par femme** en 2020.

Un indice de fécondité de **1,60 enfant par femme** (la moyenne actuelle de l'OCDE), avec une croissance vers ce niveau au cours des 10 prochaines années, pourrait aider à atteindre 100 millions de personnes d'ici 2100.

En retard

L'indice de fécondité au Canada a généralement diminué au cours des dernières années. Les répercussions associées à la pandémie ont accéléré ce déclin, l'indice de fécondité étant passé de 1,47 en 2019 à 1,40 en 2020 au Canada.

Espérance de vie

L'espérance de vie a une incidence sur la taille de la population et est étroitement liée au niveau de vie, à la qualité de vie et aux résultats en matière de santé, qui sont des éléments importants de la croissance à long terme.

Le Canada **s'est classé 15^e sur 38 pays de l'OCDE** quant à son espérance de vie en 2019 (à égalité avec trois autres pays).

En 2019, **l'espérance de vie au Canada s'élevait à 82,1 ans.**

Figurer parmi les **10 premiers** pays de l'OCDE en ce qui a trait à l'espérance de vie.

Seuil : La France s'est classée 10^e parmi les pays de l'OCDE en 2019, avec une **espérance de vie de 82,9 ans.**

À améliorer

L'espérance de vie au Canada augmentait avant la pandémie, y compris en 2019, mais à un rythme plus lent par rapport à ses pairs. Cependant, l'espérance de vie a diminué en 2020 selon Statistique Canada, et les Canadiens âgés ont connu les taux de mortalité les plus élevés pendant la pandémie. Les Canadiens à faible revenu, les Autochtones et les autres groupes confrontés à des obstacles ont généralement une plus courte espérance de vie.

Analyse

Encadré 2 : Modélisation de la croissance démographique

Depuis 2016, l'Initiative du Siècle a demandé au Conference Board du Canada d'élaborer des scénarios de projections démographiques pour déterminer les niveaux d'immigration nécessaires pour atteindre une population de 100 millions d'habitants en 2100. La modélisation tient compte de divers facteurs, dont l'immigration, l'émigration, la fécondité, les taux de natalité et les taux de mortalité. Cette modélisation prend également en considération le déclin de l'immigration durant la pandémie de COVID-19 et la hausse de l'immigration attendue étant donné que le gouvernement fédéral a relevé sa cible d'immigration de 2022 à 2024. Ces projections à long terme seront mises à jour régulièrement. Les indicateurs et les cibles pour ce domaine d'intervention sont fondés sur cette modélisation.

Le Canada a connu sa plus faible croissance démographique en plus d'un siècle en raison de la pandémie.

Le monde évolue rapidement et le Canada doit être proactif pour assurer son avenir malgré la population vieillissante et la diminution des naissances. D'après la modélisation du Conference Board du Canada, la croissance démographique devra maintenir une moyenne annuelle de 1,28 % au cours des années 2020 (puis une moyenne annuelle de 1,21 % jusqu'à 2100) pour que la

population atteigne 100 millions d'habitants en 2100. Or, de 2011 à 2020, le Canada a enregistré une croissance moyenne de 1,09 %, bien en-deçà de la cible.

La pandémie a eu un impact négatif sur la croissance de la population en 2020-2021. En effet, pendant cette période, la population canadienne a connu une croissance de seulement 0,5 %. Cela représente la moitié du taux de croissance que le Canada a connu l'année précédente et la croissance la plus lente depuis plus d'un siècle⁷. La faible croissance de la population est en grande partie attribuable à l'incidence des restrictions à la frontière qui réduisent l'immigration de personnes qui ne vivent pas déjà au Canada. La croissance de la population a également été ralentie par l'augmentation du nombre de décès liés à la COVID-19, ainsi que par le déclin des naissances. Néanmoins, malgré le ralentissement de la croissance démographique en 2020-2021, le Canada se classe toujours parmi les 10 premiers pays de l'OCDE et au-dessus de la moyenne de l'OCDE à ce chapitre⁸.

Il y a eu une reprise positive de la migration internationale et de la croissance démographique en 2021, à mesure que les restrictions aux déplacements se sont assouplies⁹. Cependant, il faudra augmenter considérablement la croissance démographique dans les années à venir. Cet objectif peut être atteint grâce à des décisions stratégiques ambitieuses visant à continuer d'accroître l'immigration et, éventuellement, la fécondité. L'augmentation des cibles en matière d'immigration dans le plus récent plan fédéral sur les niveaux d'immigration est un pas important dans la bonne direction.

Les tendances démographiques telles que le vieillissement de la population et le ralentissement de la croissance épargnent cependant certains groupes. Dans les communautés autochtones, l'âge moyen est inférieur de près de dix ans à celui du reste de la population, et la croissance démographique est de quatre fois supérieure au reste du Canada¹⁰. De récentes projections démographiques indiquent que la population autochtone du Canada augmentera considérablement au cours des prochaines décennies, passant de 5 % à 6,8 % en 2041 selon un scénario de forte croissance¹¹.

À mesure que la population du Canada augmente grâce à l'immigration, le pays doit tirer des leçons du passé et reconnaître les atouts et les forces des peuples autochtones. La croissance de l'immigration doit coïncider avec d'importants changements de politiques et de systèmes codéveloppés avec les peuples autochtones afin d'accroître les possibilités d'éducation et d'emploi et de combler les lacunes socioéconomiques et en matière d'infrastructures pour les collectivités autochtones. Un engagement respectueux et significatif avec les peuples autochtones est essentiel. Tous seront ainsi soutenus pour contribuer à la croissance du Canada et en profiter. Les collectivités autochtones possèdent une forte capacité de stimuler le développement économique en se fondant sur des atouts, des approches et des visions du monde uniques, et bon nombre de ces collectivités poursuivent cette voie avec un potentiel transformationnel pour le pays dans son ensemble¹². Les approches du Canada doivent être harmonisées avec les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, qui fournissent un plan directeur permettant à tous les Canadiens

de comprendre le passé et de bâtir un avenir qui fonctionne pour tous¹³. L'éducation sur l'histoire du Canada, tant pour les nouveaux arrivants que pour les Canadiens actuels, est essentielle pour notre avenir.

L'admission d'immigrants a fortement diminué en raison de la pandémie, mais reprend bien.

L'immigration est la clé de l'accroissement démographique du Canada et est essentielle à la prospérité économique à long terme, à la diversité, à la résilience et à l'influence mondiale du Canada. La modélisation économique du Conference Board du Canada, menée en partenariat avec l'Initiative du Siècle, a démontré qu'en s'appuyant sur les niveaux élevés d'immigration qui ont commencé pendant la pandémie, on augmenterait le PIB de 67 milliards de dollars et les recettes fédérales de 15,5 milliards de dollars par année d'ici 2040, comparativement à si l'on retournait aux niveaux d'immigration qui prévalaient avant la pandémie¹⁴. Le plus récent Plan pluriannuel des niveaux d'immigration de 2022-2024 dépasse les cibles établies précédemment, ce qui donne à penser que les avantages économiques augmenteront également.

Le nombre d'immigrants admis au Canada est passé de plus de 300 000 avant la pandémie à 226 203 en 2020-2021¹⁵. Cette diminution est en grande partie attribuable aux restrictions de déplacement en raison de la pandémie. Le nombre de résidents temporaires a également diminué de 42 884 en 2020-2021, après des augmentations constantes au cours des années précédentes.

Cependant, un changement des priorités de traitement des admissions d'immigrants a entraîné une forte reprise des admissions d'immigrants en 2021 en mettant l'accent sur des voies d'accès à la résidence permanente nouvelles et existantes pour les résidents temporaires déjà au Canada. En 2021, le gouvernement fédéral a annoncé un nouveau programme de transition conçu pour aider le Canada à atteindre ses objectifs en matière d'immigration, qui comprenait un plan visant à accorder la résidence permanente à 90 000 étudiants étrangers et travailleurs temporaires dans des secteurs essentiels qui étaient déjà au Canada¹⁶. Il a également accordé la priorité aux demandes présentées par l'entremise de la Catégorie de l'expérience canadienne (CEC) pour les résidents temporaires au Canada ayant acquis une expérience de travail admissible au pays.

Selon le Plan des niveaux d'immigration 2021-2023 du gouvernement fédéral, la cible du Canada était d'admettre 401 000 nouveaux immigrants en 2021. Cet objectif a été atteint et dépassé, ce qui représente le plus grand nombre de nouveaux arrivants de toute l'histoire du Canada¹⁷. Cependant, le Canada a déjà observé des niveaux plus élevés d'admissions d'immigrants proportionnellement à la population. En 1913, l'immigration avait atteint un sommet avec l'arrivée de plus de 400 000 nouveaux arrivants au Canada¹⁸, ce qui représentait plus de 5 % de la population à l'époque. Le taux actuel est d'environ 1 % de la population. Les cibles des niveaux d'immigration du Canada de 2022 à 2024, annoncées en février 2022, sont de 431 645 immigrants en 2022, de 447 055 en 2023 et de 451 000 en 2024¹⁹. Ces niveaux d'admission représentent une augmentation d'environ cinq points de pourcentage par rapport au plan précédent des niveaux d'immigration fédéraux²⁰. Ces cibles

s'alignent avec les efforts déployés par l'Initiative du Siècle pour promouvoir des niveaux d'immigration qui mettront le Canada sur la voie d'atteindre une croissance démographique à long terme.

Les nouveaux arrivants au Canada sont répartis selon trois grandes catégories : immigrants économiques, immigrants parrainés par la famille et réfugiés ou personnes protégées. Dans son nouveau plan des niveaux d'immigration, le Canada a ciblé près de 56 % des admissions dans la catégorie « immigrant économique » en 2022, en mettant l'accent sur la sélection des demandeurs en fonction des besoins économiques actuels et futurs. Il s'agit d'une approche équilibrée que le Canada pourra maintenir afin de répondre aux besoins économiques et de respecter ses engagements en matière de regroupement familial et d'aide humanitaire.

Dans les prochaines années, les tendances mondiales façonneront les priorités du Canada en matière d'immigration. Ces tendances comprennent la concurrence mondiale pour les meilleurs talents, le nombre croissant de réfugiés, y compris les réfugiés climatiques, et une augmentation du nombre de personnes déplacées. Pour répondre à ces tendances, le Canada met actuellement à l'essai des moyens d'accepter des réfugiés qualifiés à titre d'immigrants économiques dans le cadre du Projet pilote sur la voie d'accès à la mobilité économique.

Encadré 3 : COVID-19 et défis administratifs dans le système d'immigration

La pandémie de COVID-19 a entraîné d'importants défis administratifs dans le système d'immigration du Canada. Le nombre de résidents temporaires au Canada qui ont fait la transition vers la résidence permanente a considérablement augmenté. Cependant, les immigrants potentiels qui ont présenté une demande à partir de l'étranger ou dont la demande a été approuvée, mais qui attendaient de venir au Canada, ont connu des retards difficiles et décevants. Cela est particulièrement vrai pour les personnes qui cherchaient à se réunir avec leur conjoint et les membres de leur famille. Il en a résulté une augmentation sans précédent du nombre de demandes en attente dans les systèmes d'IRCC. En octobre 2021, 1,8 million de demandes de résidence permanente, de résidence temporaire et de citoyenneté étaient en attente²¹. Le gouvernement fédéral s'est engagé dans un projet de numérisation et de réforme axé sur les goulots d'étranglement pour accélérer le traitement, qui comprend un financement de 85 millions de dollars²². Cependant, il ne faudra pas oublier de relever les défis qui se sont posés pendant la pandémie²³.

L'indice de fécondité était déjà en baisse et a fortement diminué pendant la pandémie.

L'indice de fécondité, qui représente le nombre moyen d'enfants par femme, est un indicateur clé de la croissance de la population. Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'indice de fécondité a connu des baisses importantes ces dernières années et est bien en deçà du seuil de 2,1 enfants par femme nécessaire pour assurer le renouvellement de la population²⁴. L'indice de fécondité au Canada a atteint un plancher record en 2020, soit 1,40 naissance par femme, comparativement à 1,47 en 2019. La pandémie a joué un rôle dans ce déclin marqué. Statistique Canada a fait remarquer que la diminution du nombre de naissances représentait la plus importante baisse en un an depuis 2006. Des facteurs sociaux et économiques tels que les pertes d'emplois et les fermetures d'écoles figurent parmi les raisons de la diminution notable des naissances²⁵.

L'indice de fécondité était déjà en baisse au Canada avant la pandémie. Par exemple, cinq ans plus tôt en 2016, l'indice de fécondité du pays était de 1,59²⁶. Selon les projections, l'indice de fécondité dans les pays à revenu élevé ne devrait pas rebondir de façon significative dans les années à venir malgré la reprise après la pandémie.²⁷

L'amélioration des politiques visant à soutenir les familles et les enfants, comme les politiques sur la garde d'enfants et les congés parentaux, pourrait avoir une incidence modérée sur l'indice de fécondité du Canada et soutenir les choix des Canadiens quant à la taille des familles, tout en favorisant d'importants avantages sociaux et

économiques²⁸. Par exemple, un système universel de garde d'enfants pourrait faire augmenter le PIB annuel de 63 milliards de dollars pour atteindre 107 milliards de dollars²⁹. L'urgence d'apporter des changements dans ces domaines est accentuée par les pressions exercées par COVID-19 sur les parents et les Canadiens qui souhaitent avoir des enfants. Alors qu'il décline dans l'ensemble de la population, l'indice de fécondité est plus élevé au sein des populations autochtones. En 2016, cet indice était de 1,9 naissances par femme chez les autochtones au Canada³⁰. Cela souligne l'importance cruciale d'aider les parents et les jeunes Autochtones à réussir et à prospérer.

L'espérance de vie était normalement en hausse, mais a diminué pendant la pandémie.

L'espérance de vie au Canada, qui est définie comme la durée moyenne de vie d'un nouveau-né si le taux de mortalité actuel demeure le même, est étroitement liée au niveau de vie, à la qualité de vie et aux résultats en matière de santé. L'espérance de vie au Canada a augmenté de façon constante au cours des 20 dernières années (passant de 78,7 ans en 1999 à 82,1 ans en 2019)³¹. Cependant, le Canada ne s'est pas classé parmi les 10 premiers pays de l'OCDE en plus de 15 ans à ce chapitre. L'espérance de vie au Canada était plus élevée pour les femmes (84,2 ans) que pour les hommes (80,0 ans) en 2019. L'espérance de vie en santé – qui représente le nombre d'années de vie en bonne santé attendu à la naissance – n'a pas évolué aussi vite que de l'espérance de vie. L'espérance de vie en santé à la naissance au Canada était de 71 ans en 2019³².

La pandémie a renversé la tendance à la hausse de l'espérance de vie globale. Statistique Canada estime que la COVID-19 a contribué à une réduction de l'espérance de vie de 0,41 an en 2020³³. En moyenne, l'espérance de vie avait augmenté annuellement de 0,13 an au cours des dix années précédentes. La pandémie a également aggravé considérablement la crise actuelle des opioïdes, qui avait déjà un effet négatif sur l'espérance de vie au Canada avant 2020³⁴. La diminution de l'espérance de vie liée à la COVID-19 a également varié considérablement selon la province, allant d'une différence de 0,05 année (en Nouvelle-Écosse) à 0,84 année (au Québec).

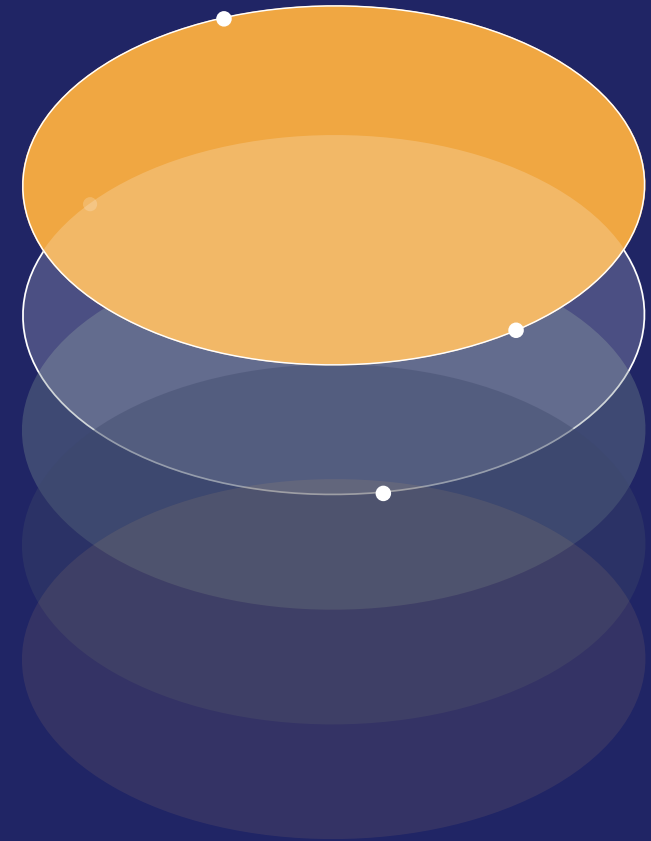
L'espérance de vie est intimement liée au niveau de vie, au mode de vie et à la qualité des systèmes d'éducation et de santé. Elle n'est pas la même pour tous les Canadiens, ce qui reflète les écarts sous-jacents dans les déterminants sociaux de la santé. Par exemple, il existe un lien bien documenté entre l'espérance de vie et le revenu.³⁵ Une étude a montré que les hommes à revenu élevé peuvent s'attendre à vivre huit ans de plus que les hommes à faible revenu, tandis qu'une autre a relevé un écart d'espérance de vie de 21 ans entre les quartiers qui serait lié à la pauvreté et aux faibles revenus³⁶. De plus, l'espérance de vie des Autochtones au Canada est d'environ 15 ans inférieure à celle des non-Autochtones – un écart critique qui doit être comblé au moyen de mesures multidimensionnelles visant à soutenir les communautés autochtones³⁷.

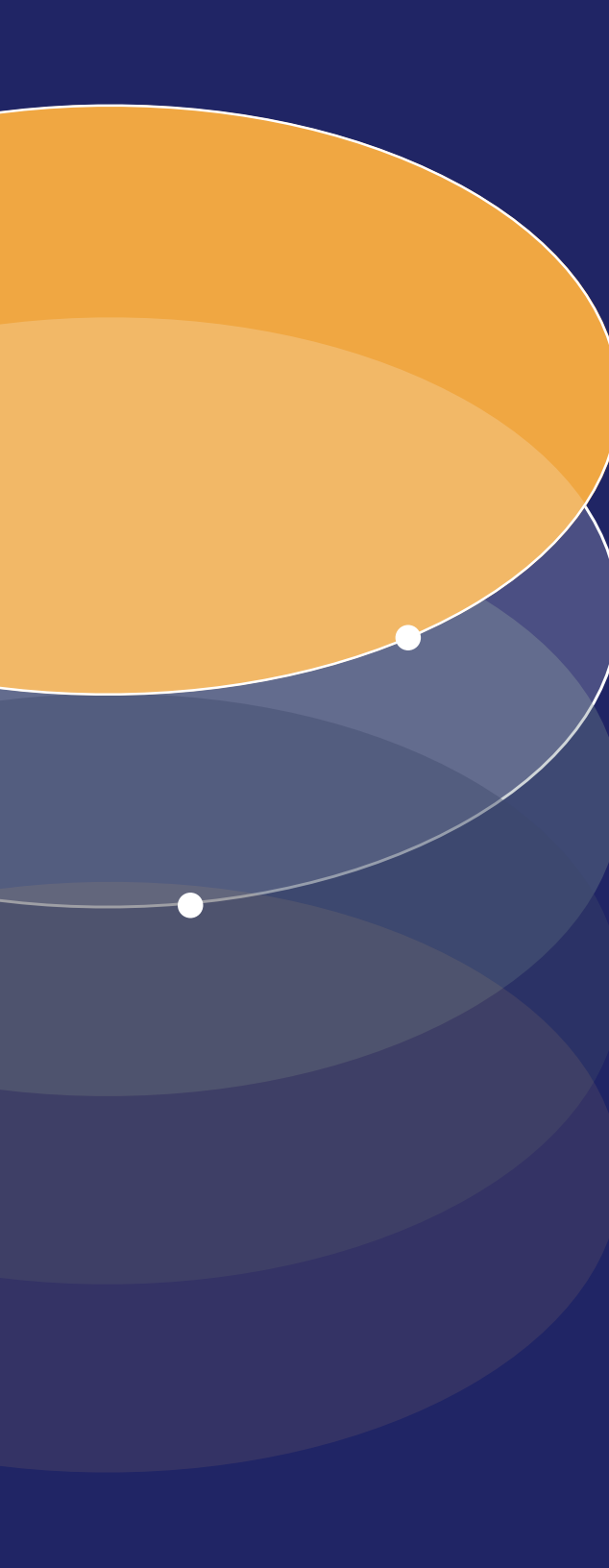


Immigration

Aperçu:

- | L'excellente **réputation mondiale** du Canada est un avantage stratégique.
- | La population canadienne est **très favorable à l'immigration**.
- | La **rétenction des immigrants par région** a légèrement diminué.
- | La **politique d'intégration des immigrants** au Canada est exhaustive, mais des obstacles à l'intégration demeurent.
- | Les progrès concernant l'**écart de revenu des immigrants** stagnent.
- | Les possibilités pour les **étudiants étrangers d'obtenir la résidence permanente** ont augmenté considérablement.





Le lien avec la population

L'immigration est l'un des moyens les plus importants dont dispose le Canada pour accroître sa population et assurer sa prospérité à long terme, sa résilience, son influence sur la scène internationale et sa qualité de vie, maintenant et dans les années à venir. Pour que les résultats soient probants, le système d'immigration doit absolument être efficace pour attirer et sélectionner des immigrants qui aideront le pays à répondre à ses besoins économiques, tout en respectant ses engagements en matière de réunification des familles et d'accueil pour des motifs humanitaires. Il faut aider les immigrants à réussir au Canada et à contribuer pleinement à la société et à l'économie du pays. Pour que cette intégration soit réussie pour tous les immigrants, l'ensemble des secteurs devront travailler ensemble afin d'éliminer les obstacles à l'égalité des chances, comme la discrimination et le manque de reconnaissance des titres de compétences.

Le contexte actuel

Tandis que la pandémie entrait dans sa deuxième année, les niveaux d'immigration ont rebondi pour atteindre de nouveaux sommets. Les restrictions de voyage étant toujours en vigueur, ces augmentations ont été entraînées principalement par la priorité accordée à la transition des résidents temporaires déjà au Canada vers la résidence permanente. De nouvelles voies d'accès à la résidence permanente d'une durée limitée ont été créées pour 90 000 étudiants étrangers et travailleurs essentiels dans les secteurs de la santé et autres, ainsi que pour les francophones dans toutes ces catégories³⁸. En septembre 2021, un nombre record de 45 000 nouveaux résidents permanents ont été admis³⁹. En revanche, le nombre de nouveaux résidents permanents n'a jamais été aussi bas qu'au début de la pandémie, seuls 4 000 d'entre eux ayant été admis en avril 2020⁴⁰. En février 2022, le gouvernement du Canada s'est fixé comme objectif d'accueillir 1,3 million d'immigrants sur une période de trois ans à compter de 2022⁴¹. Le Canada a atteint et dépassé sa cible de 2021 de 401 000 admissions.

Bien que l'immigration ait atteint des niveaux records grâce à l'établissement permanent de nombreux résidents temporaires en 2021, les obstacles administratifs et les restrictions de voyage ont contraint de nombreux immigrants potentiels à attendre l'évaluation de leur demande à l'extérieur du Canada. D'autres n'ont pas pu entrer au Canada même si leur demande avait été approuvée. Le gouvernement fédéral prévoit s'attaquer à ces grands défis dans le cadre d'un projet de numérisation et de réformes,

Indicateur



Pertinence



Situation actuelle au Canada



Cible



Tendances pour le Canada

Réputation mondiale

Une solide réputation mondiale peut aider à attirer des immigrants talentueux au Canada, à soutenir les investissements et à renforcer l'influence du pays sur la scène internationale.

Le Canada se **classait au deuxième rang** du Nation Brand Index 2021.

Les **5 pays en tête** du Nation Brand Index.

En tête de file

Le Canada figure systématiquement parmi les pays ayant une marque nationale forte, l'opinion des citoyens canadiens et la confiance dans son gouvernement étant particulièrement positives. Bien que le Canada jouisse d'une solide réputation mondiale et soit considéré comme très attrayant pour les meilleurs talents, il ne peut se permettre de se reposer sur ses lauriers, d'autant plus que les principaux pays d'origine des immigrants, comme la Chine et l'Inde, cherchent à faire revenir les talents.

Appui de la population à l'égard de l'immigration

L'appui de la population à l'égard de l'immigration est une condition essentielle pour que le Canada attire et retienne efficacement les immigrants et augmente stratégiquement ses niveaux d'immigration au fil du temps.

En 2021, **65 %** des Canadiens n'étaient pas d'accord pour dire qu'il y avait trop d'immigrants au Canada.

Tendance vers un **soutien accru** des niveaux d'immigration.

En bonne voie

Au cours des dernières années, on a constaté une augmentation générale constante du nombre de Canadiens qui rejettent l'idée que les niveaux d'immigration au Canada sont trop élevés.

Rétention des immigrants par région

Pour que toutes les régions du Canada profitent de sa prospérité future, toutes les provinces doivent être en mesure de retenir les immigrants, particulièrement celles où le besoin de croissance de la main-d'œuvre est plus important en raison du vieillissement de la population.

Le taux moyen de rétention des immigrants admis cinq ans plus tôt était de **49 %** en 2019 dans les cinq provinces affichant les taux les plus bas.

Un taux de rétention plus uniforme au Canada pour les immigrants admis cinq ans plus tôt, avec une augmentation chez les provinces affichant les taux les plus bas pour permettre un meilleur alignement sur la moyenne actuelle (2019) de **67 %** pour l'ensemble des provinces.

À améliorer

Bien que le taux de rétention soit élevé à l'échelle nationale, un léger recul a été observé dans les cinq provinces affichant les taux les plus bas au Canada en 2019, et d'importants écarts demeurent à l'échelle du pays.

Indicateur



Pertinence

Politique d'intégration des migrants

L'intégration des immigrants est influencée par les mesures de soutien et les services qui leur sont offerts à leur arrivée. Les politiques d'intégration peuvent influencer sur les attitudes des immigrants, leur sentiment d'appartenance, leur participation au marché du travail et à la société, et leur bien-être général.



Situation actuelle au Canada

Le Canada **se classait 4^e** sur 52 pays au Migrant Integration Policy Index de 2020.



Cible

Se classer parmi les **cinq premiers rangs** au Migrant Integration Policy Index.



Tendances pour le Canada

En bonne voie

Le Canada se classe parmi les pays les plus avancés en matière de systèmes complets de soutien aux immigrants. Toutefois, il reste encore des lacunes à combler pour assurer un soutien efficace à l'intégration des nouveaux arrivants au Canada, notamment en ce qui concerne les difficultés liées à la capacité des travailleurs migrants temporaires d'accéder aux services d'établissement et d'obtenir la résidence permanente.

Écart de revenu

L'écart de revenu entre les nouveaux arrivants et l'ensemble des Canadiens est un indicateur de l'intégration des immigrants récents. Il indique si les nouveaux arrivants connaissent du succès économique au Canada et si l'économie tire efficacement parti de leurs talents et de leurs compétences.

En 2018, on constatait un **écart de 7 300 \$** du revenu d'emploi médian total entre les immigrants admis cinq ans plus tôt et l'ensemble des Canadiens (29 800 \$ comparativement à 37 100 \$).

Rétrécir l'écart de revenu entre les immigrants admis cinq ans plus tôt et l'ensemble des Canadiens.

À améliorer

Peu de progrès ont été réalisés pour rétrécir l'écart de revenu ces dernières années. Les niveaux de revenu varient habituellement en fonction du sexe, de la race et du statut d'admission à titre d'immigrant. Le manque de reconnaissance de l'expérience et des titres de compétences étrangers et la discrimination sont également des obstacles considérables qui mènent à un écart de revenu encore plus important pour beaucoup d'immigrants.

Établissement permanent des étudiants étrangers

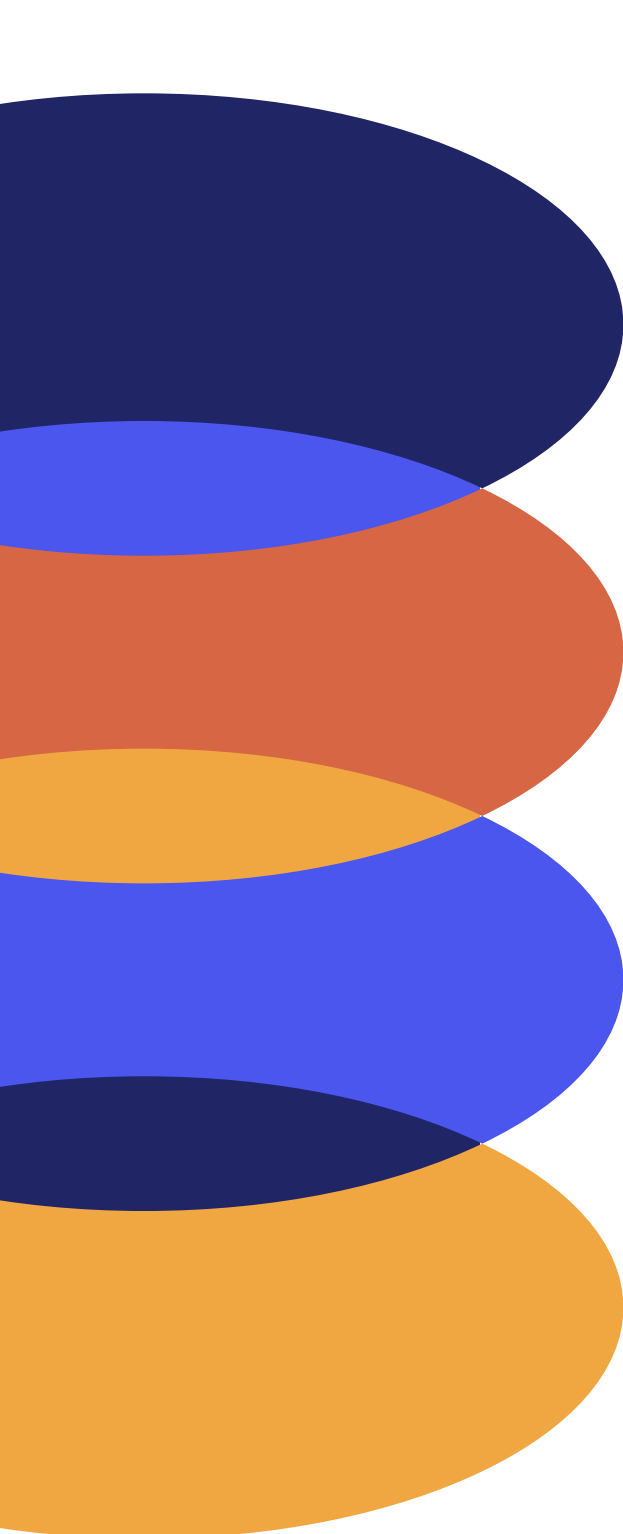
Les étudiants étrangers, ainsi que d'autres résidents temporaires, contribuent grandement à la croissance et à la prospérité du Canada. Les étudiants étrangers sont un atout majeur pour augmenter l'immigration permanente afin de répondre aux demandes du marché du travail.

Le Canada a admis en 2020 **40 920 résidents permanents** ayant déjà détenu un permis d'études.

Viser une **hausse des admissions** de résidents permanents ayant déjà détenu un permis d'études au Canada.

En bonne voie

Le nombre de nouveaux résidents permanents ayant déjà détenu un permis d'études a augmenté considérablement au cours du premier semestre de 2021 pour compenser les fortes baisses enregistrées en 2020 en raison de la pandémie.



Analyse

L'excellente *réputation mondiale* du Canada est un avantage stratégique.

Une solide réputation mondiale peut contribuer à soutenir l'investissement et à renforcer l'influence du Canada sur la scène internationale, en plus de l'aider à rivaliser avec les nombreux pays qui cherchent à attirer des immigrants talentueux⁴². Heureusement, le Canada jouit d'une excellente réputation à l'échelle mondiale. Le pays se classait au 2e rang sur 60 pays en 2021 selon l'indice Anholt Ipsos Nation Brands Index (NBI)⁴³. L'indice NBI donne un aperçu de la réputation des pays dans divers domaines (voir l'annexe A pour plus d'information). Le classement du Canada en 2021 est son meilleur depuis la création de l'indice NBI, en 2008.

Selon l'indice NBI, le Canada avait une solide réputation dans les trois domaines suivants en 2021 :

- | Gouvernance : L'opinion publique sur la compétence et l'équité du gouvernement, et l'engagement à l'égard des enjeux mondiaux;
- | Population : Les points de vue sur la réputation d'ouverture, de convivialité et de tolérance de la population;
- | Immigration et investissement : La capacité d'attirer des gens pour vivre, travailler et étudier au pays, et les perceptions sur la qualité de vie et le milieu des affaires.

L'image de marque du Canada était considérée comme n'étant pas aussi forte dans d'autres domaines :

- | Exportations : Les points de vue sur les produits et services d'un pays et la mesure dans laquelle les consommateurs recherchent ou évitent les produits de ce pays;

- | Tourisme : Le niveau d'intérêt pour la visite d'un pays et l'attrait des sites touristiques.

L'image de marque du Canada est particulièrement faible en ce qui a trait à sa contribution à la science et à la technologie, selon l'indice NBI⁴⁴. Ces éléments et les autres domaines de faiblesse recensés peuvent être améliorés et renforcés par des stratégies d'immigration solides et une collaboration entre les entreprises, les établissements universitaires et le gouvernement. Une enquête distincte sur la réputation des pays a mis en lumière certains éléments qui menacent la réputation du Canada, comme la baisse de la confiance dans la capacité du pays à soutenir la concurrence à l'échelle mondiale⁴⁵. Ces questions ne doivent pas être négligées, car les principaux pays d'origine des immigrants du Canada, comme l'Inde et la Chine, cherchent à faire revenir les meilleurs talents de l'étranger⁴⁶.

La population canadienne est *très favorable à l'immigration*.

Le Canada doit absolument offrir un environnement accueillant aux immigrants pour attirer et retenir les nouveaux arrivants. Un fort soutien de la population envers l'immigration est une condition essentielle pour que le Canada puisse accroître stratégiquement ses niveaux d'immigration au fil du temps. Un pays qui accepte des niveaux d'immigration élevés sera également mieux préparé à intégrer les immigrants, et à favoriser leur réussite, leur rétention, leur contribution économique et leur qualité de vie.

En 2021, la population est demeurée très favorable à l'immigration au Canada, malgré les bouleversements causés par la pandémie. L'enquête annuelle Focus Canada de l'Environics Institute, dont l'Initiative du Siècle est l'un partenaire de recherche, a révélé que 65

% des répondants n'étaient pas d'accord pour dire que les niveaux d'immigration étaient trop élevés⁴⁷. L'enquête a également montré qu'une majorité de Canadiens (57 %) étaient d'accord pour dire que le Canada a besoin de plus d'immigration pour accroître sa population et que les Canadiens sont presque quatre fois plus susceptibles de dire que l'immigration est un avantage pour le pays et non un inconvénient. Plus de la moitié des Canadiens appuyaient le plan du gouvernement visant la réinstallation des réfugiés afghans.

Une enquête internationale menée par Gallup a également révélé que le Canada se classe au premier rang mondial pour ce qui est de l'acceptation des immigrants⁴⁸. Même avant le début de la pandémie, les Canadiens acceptaient davantage les nouveaux arrivants, alors que c'était de moins en moins le cas dans une grande partie du reste du monde⁴⁹.

Bien que le Canada ait manifesté un fort soutien à l'immigration, il reste encore du travail à faire. Les attitudes varient à travers le pays, les plus hauts niveaux de soutien étant par exemple observés dans les provinces de l'Atlantique et les plus bas, dans les Prairies⁵⁰. De plus, bien qu'ils soient minoritaires, certains répondants à l'enquête Focus Canada croient que les immigrants drainent les finances publiques, prennent les emplois d'autres Canadiens ou créent des risques pour la sécurité. De telles opinions montrent l'importance de continuer à faire valoir publiquement les avantages de l'immigration.

La rétention des immigrants par région a légèrement diminué.

La rétention des immigrants est un moyen clé d'aider la population du Canada à croître d'une manière qui favorise la prospérité partout au pays, et pas

seulement dans les grands centres urbains. Les petites villes et les régions moins peuplées ont besoin que des gens viennent vivre et travailler chez eux et qu'ils contribuent à leur réussite économique. Cela est particulièrement vrai pour les régions où le besoin de croissance de la main-d'œuvre est plus élevé en raison du vieillissement de la population et de la baisse de la fécondité. Faire en sorte que les immigrants qui arrivent dans ces régions aient envie d'y rester peut aider celles-ci à prospérer.

Les taux de rétention sont très variables à l'échelle du pays. Le taux moyen de rétention des immigrants admis cinq ans plus tôt était de 48,7 % en 2019 dans les provinces affichant les taux les plus bas⁵¹. En comparaison, la moyenne dans les provinces affichant les cinq taux de rétention les plus élevés était de 85 %. Les provinces affichant les taux de rétention les plus bas étaient : l'Île-du-Prince-Édouard (28,1 %), le Nouveau-Brunswick (42,4 %), Terre-Neuve-et-Labrador (47 %), la Nouvelle-Écosse (62,8 %) et la Saskatchewan (63,2 %). Les territoires du Canada affichaient un taux de rétention de 68,4 % en 2019. Bien que le taux de rétention moyen ait augmenté parmi les provinces les moins performantes entre 2016 et 2018 (de 52 % en 2016 à 54 % en 2018), il a diminué en 2019 pour s'établir à 49 %.

À la réduction des taux de rétention s'ajoute le défi d'attirer les immigrants. En 2019, la proportion d'immigrants qui se sont établis à l'extérieur de l'Ontario, du Québec ou de la Colombie-Britannique était d'environ 30 %⁵². La majorité des nouveaux résidents permanents (56 % en 2019) s'établissent dans les trois plus grandes villes du Canada (Toronto, Montréal ou Vancouver)⁵³.

On incite les immigrants à rester dans les régions pour les mêmes raisons que les autres Canadiens. Mettre l'accent non sur les raisons pour lesquelles les immigrants partent, mais sur celles pour lesquelles ils restent peut aider à améliorer la rétention dans les petites collectivités. Les immigrants peuvent choisir de s'établir dans des collectivités plus petites pour différentes raisons, par exemple l'accueil et les perceptions positives de la population, la présence de membres de la famille, d'amis ou d'autres immigrants, les possibilités d'emploi et d'éducation, l'accès à des infrastructures culturelles et religieuses, le soutien des employeurs et le désir de vivre au sein d'une petite communauté⁵⁴.

Des programmes provinciaux et des projets pilotes ont permis d'attirer et de retenir des immigrants économiques et de répondre aux besoins du marché du travail local. Ces programmes, qui pourront être étudiés et mis à l'échelle, s'inscrivent dans une approche canadienne unique de régionalisation de la participation locale à l'immigration. Le Programme des candidats des provinces, le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique, le nouveau Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord et le projet de Programme de candidats municipaux sont au nombre de ces programmes. La Nouvelle-Écosse s'est récemment fixé comme objectif de doubler la population de la province d'ici 2060 et a annoncé un programme de marketing de 2,5 millions de dollars pour soutenir l'immigration dans la province⁵⁵. Au début de 2022, le gouvernement fédéral a annoncé un nouvel investissement de 35 millions de dollars pour élargir les services d'établissement dans les petites villes et les collectivités rurales, en vue de mieux soutenir la réinstallation des réfugiés dans ces communautés⁵⁶. Il s'agit d'un appui important à la régionalisation.

Toutefois, les initiatives de régionalisation ont aussi été confrontées à des défis, comme la complexité du système (canaux d'immigration multiples) et, parfois, la réduction de la transparence et de l'intégrité des systèmes de demande⁵⁷. La pandémie a également ralenti les progrès. Par exemple, le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique a connu une baisse de 61 % des admissions dans la région entre mars et août 2020 comparativement à une période similaire l'année précédente⁵⁸. Malgré les défis, la poursuite de la régionalisation est une voie prometteuse pour un pays aussi grand et aussi diversifié que le Canada.

La politique d'intégration des immigrants au Canada est exhaustive, mais des obstacles à l'intégration demeurent.

Partout dans le monde, les pays qui attirent des immigrants se concentrent sur la meilleure façon de favoriser leur intégration⁵⁹. Les pays qui réussissent

le mieux à aider les immigrants à se sentir chez eux et à mettre pleinement à profit leurs connaissances et leurs compétences sur le marché du travail peu après leur arrivée sont les mieux placés pour réussir à l'avenir. Lorsque les immigrants arrivent au Canada, leur capacité à s'intégrer et leur désir de rester au pays dépendront des mesures de soutien qui leur sont offertes. Le succès des politiques et des programmes d'intégration peut avoir une incidence sur la disposition du public à accepter l'immigration et influencer sur l'attitude des immigrants, leur sentiment d'appartenance, leur participation à la société et leur bien-être général⁶⁰.

Les politiques d'intégration du Canada sont exhaustives et très respectées. En 2020, le Canada se classait quatrième sur 52 pays au Migrant Integration Policy Indexⁱ. Bien que le pays ait obtenu de bons résultats dans la plupart des catégories de l'indice, il a moins bien fait en ce qui concerne la mobilité de la main-d'œuvre, la santé et la participation politique⁶¹. En outre, l'indice a mis en évidence les difficultés que rencontrent les

travailleurs migrants temporaires pour obtenir la résidence permanente. Il s'agit d'un domaine clé dans lequel le Canada peut s'améliorer, notamment en tirant des leçons des nouvelles voies temporaires annoncées en 2021 pour assurer la transition des résidents temporaires vers le statut de résident permanent pendant la pandémie. Par ailleurs, la plupart des résidents temporaires ne sont pas admissibles aux principales mesures de soutien à l'établissement qui pourraient être déterminantes pour leur obtention de la résidence permanente⁶².

Toutefois, malgré un cadre stratégique solide, des défis persistent. Les immigrants se heurtent à des obstacles importants sur le marché du travail en raison de facteurs comme le manque de reconnaissance de l'expérience et des titres de compétences étrangers, les exigences en matière de soutien linguistique, la discrimination et le racisme⁶³. Les immigrants sont plus susceptibles d'être surqualifiés pour leur emploi que ceux qui sont nés au Canada⁶⁴. Pour avoir un effet positif sur la croissance future du Canada, les politiques

i. L'indice évalue les politiques d'intégration sur trois aspects, à savoir les droits fondamentaux (la mesure dans laquelle les immigrants ont des droits comparables à ceux des non-immigrants), l'égalité des chances (la mesure dans laquelle les immigrants reçoivent de l'aide pour profiter de possibilités comparables à celles des non-immigrants) et la solidité des perspectives (la mesure dans laquelle les immigrants peuvent s'établir à long terme et se sentir en sécurité quant à leur avenir dans le pays).





d'intégration doivent s'accompagner d'efforts supplémentaires pour réduire les obstacles à la réussite des immigrants.

De plus, de nouveaux défis d'intégration sont apparus durant la pandémie. Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a suspendu les services en personne et a demandé aux fournisseurs de services de se concentrer sur la prestation des services essentiels de réinstallation et d'établissement jusqu'à nouvel ordre (y compris le soutien au revenu et les services de base pour les réfugiés pris en charge par le gouvernement, le soutien pour les rendez-vous médicaux, et les services d'interprétation et de consultation d'urgence pour les nouveaux arrivants)⁶⁵. Si certains services non essentiels ont été offerts en ligne ou par téléphone, d'autres sont restés inaccessibles aux nouveaux clients immigrants. Par conséquent, de nombreux nouveaux arrivants se sont retrouvés dans des situations de vulnérabilité, d'instabilité et d'isolement⁶⁶.

Les progrès concernant l'écart de revenu des immigrants stagnent.

Une meilleure égalité des chances et une réduction de l'écart de revenu sont essentielles à la santé et au bien-être des immigrants⁶⁷. L'écart entre le revenu des immigrants et celui du reste de la population constitue un défi de longue date. La pandémie a creusé les inégalités salariales déjà importantes pour les immigrants dans de nombreux pays du monde⁶⁸. Selon les recherches menées par le Conference Board du Canada et l'Initiative du Siècle, « si le Canada peut aider les immigrants à trouver plus rapidement un emploi qui correspond à leurs compétences et à leur expérience, ces derniers seront plus productifs, amélioreront leurs revenus et augmenteront le PIB et le PIB par habitant au profit de tous les Canadiens »⁶⁹.

L'écart de revenu qui subsiste entre les immigrants et le reste de la population montre clairement que les immigrants se heurtent à des obstacles. L'écart de revenu peut être mesuré de nombreuses façons. On peut notamment comparer le revenu médian cinq

ans après l'arrivée. Cette méthode met l'accent sur les expériences des immigrants arrivés récemment au Canada, qui découlent des récentes politiques d'immigration et d'établissement et reflètent les tendances du marché du travail. En 2018, le revenu médian des immigrants cinq ans après leur arrivée (en 2013) se chiffrait à 29 800 \$,⁷⁰ contre 37 100 \$ pour l'ensemble des Canadiens⁷¹.. Cela représente un écart de 7 300 \$. L'écart s'est creusé par rapport à l'année précédente, mais est demeuré d'environ 7 000 \$ entre 2015 et 2018, ce qui signifie que le potentiel de capital humain des immigrants n'est pas pleinement ou efficacement utilisé par l'économie.

Le revenu médian des immigrants cinq ans après leur arrivée variait considérablement en fonction de leur catégorie d'admission. Alors que les immigrants économiques avaient un revenu médian plus élevé que celui de l'ensemble des Canadiens, les immigrants admis dans d'autres catégories avaient un revenu médian nettement inférieur. Par exemple, en 2018, le revenu médian des immigrants admis à titre de réfugiés était de 25 300 \$ cinq ans après leur arrivée, ce qui représente un écart de 11 800 \$ par rapport à l'ensemble de la population canadienne.

De plus, les niveaux de revenu varient selon le sexe et la race. Le revenu médian des femmes immigrantes était beaucoup plus faible cinq ans après leur arrivée (25 000 \$ en 2018) que celui des hommes (36 200 \$ en 2018)⁷². En outre, une étude de 2019 a révélé que les immigrants racisés gagnent moins que les autres, et que l'écart persiste au-delà de la première génération⁷³. Des recherches ont montré que ces obstacles peuvent s'accumuler et rendre particulièrement difficile le parcours des immigrants⁷⁴. Lorsqu'on compare les immigrants aux non-immigrants, les salaires des immigrants augmentent généralement au fil du temps, mais il faut parfois des décennies pour atteindre la parité avec ceux qui sont nés au pays⁷⁵. De plus, même lorsque les immigrants ont le même niveau de scolarité (comme un baccalauréat) que les non-immigrants, il y a un écart global important dans le revenu médian qui reflète les obstacles rencontrés sur le marché du travail⁷⁶.

Les revenus des immigrants qui sont arrivés au Canada durant l'enfance sont plus comparables à ceux de l'ensemble de la population, une situation attribuable à des facteurs comme une éducation canadienne qui favorise l'intégration et une bonne maîtrise des langues officielles du Canada⁷⁷. Le désir de voir leurs enfants réussir est souvent une motivation importante dans la décision des immigrants de s'établir au Canada. Cependant, des obstacles subsistent pour ces élèves, notamment des mesures d'adaptation sociale et culturelle inadéquates, un statut socioéconomique faible et le fait que l'anglais soit une deuxième langue. Des milieux scolaires inclusifs, une intégration sociale et une réduction de la discrimination sont autant de facteurs critiques sur lesquels reposent les perspectives d'inclusion et de participation des enfants immigrants à la vie sociale, économique et politique du Canada.

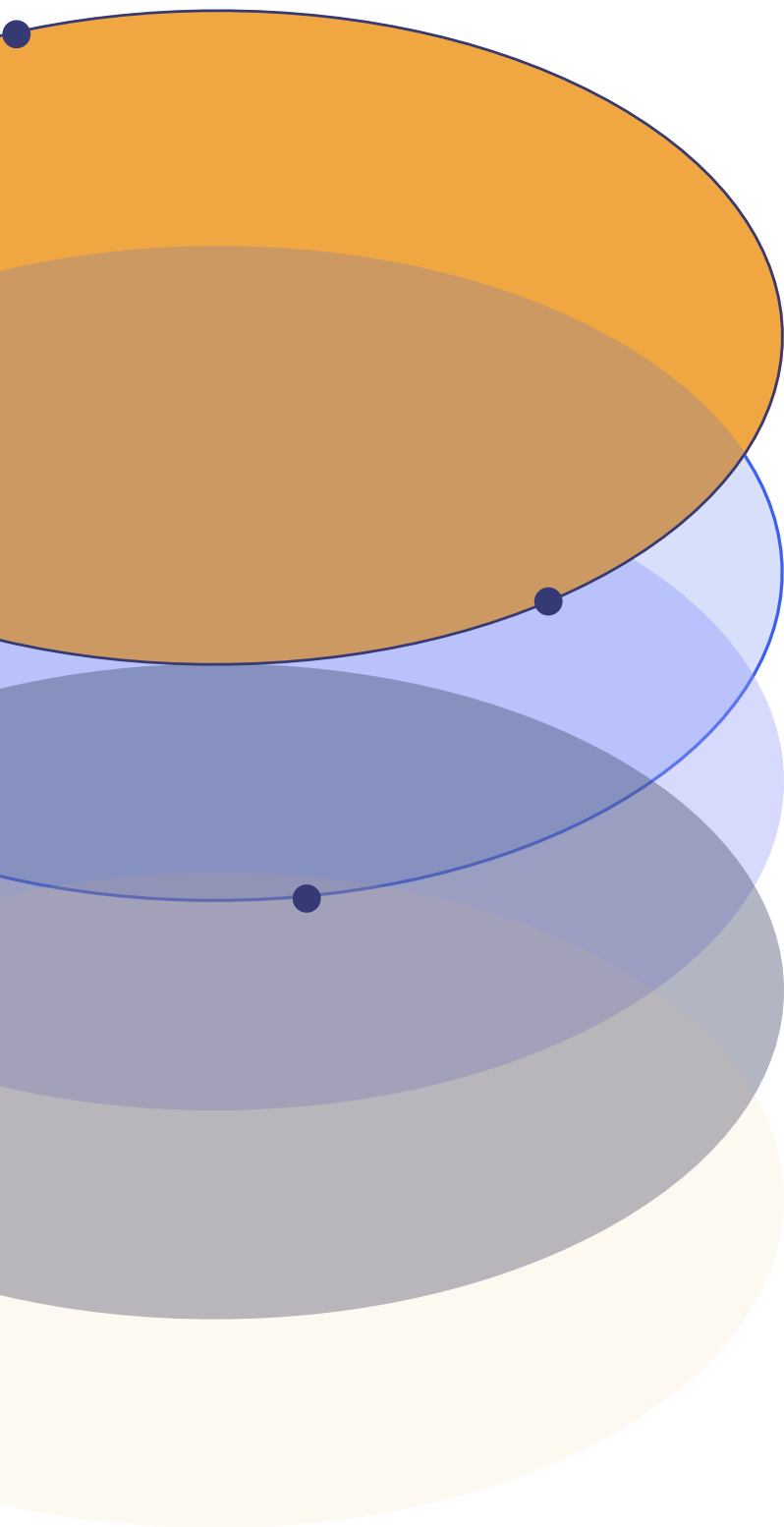
Les possibilités pour les étudiants étrangers d'obtenir la résidence permanente ont augmenté considérablement.

Les étudiants étrangers, et les immigrants temporaires au Canada en général, contribuent de façon importante à la croissance et à la prospérité futures, et ont un potentiel non négligeable de devenir des résidents permanents qui seront en mesure de mettre leurs talents et leurs compétences au service du marché du travail canadien.

Le Canada fait partie des pays qui attirent le plus d'étudiants étrangers et a connu une croissance importante du nombre d'étudiants étrangers, avec une augmentation de 185 % entre 2010 et 2019⁷⁸. Au cours des vingt dernières années, le Canada a fait en sorte qu'il soit plus facile pour les étudiants étrangers qui viennent au pays pour faire des études postsecondaires d'obtenir la résidence permanente. Il y a eu une hausse constante et importante de l'établissement permanent des étudiants étrangers au cours des dernières années, bien qu'une diminution ait été observée en 2020 en raison des restrictions liées à la pandémie. En 2020, 40 920 demandeurs qui détenaient auparavant un permis d'études ont obtenu la résidence permanente au Canada. Au cours du premier semestre de 2021 seulement, à la suite de changements temporaires apportés aux politiques fédérales en raison des répercussions de la pandémie (voir l'encadré 4), un rebond important a été enregistré, 54 155 personnes qui détenaient auparavant un permis d'études ayant obtenu la résidence permanente. En comparaison, pour toute l'année 2019, 58 515 demandes de résidence permanente présentées par des étudiants étrangers ont été traitées⁷⁹.

La croissance du nombre d'étudiants internationaux qui s'établissent de façon permanente au Canada reflète l'importance accrue accordée à l'immigration en deux étapes, qui exige qu'un immigrant soit résident temporaire pendant un certain temps avant d'obtenir sa résidence permanente. Dans le cas des étudiants, cela signifie qu'ils doivent étudier, obtenir un diplôme, obtenir un permis de travail postdiplôme, trouver un emploi et présenter une demande de résidence permanente s'ils ont acquis une expérience professionnelle suffisante⁸⁰. De nombreuses provinces disposent également de Programmes des candidats des provinces dont certains volets sont axés sur les étudiants étrangers. La progression de cette voie d'accès pour les étudiants étrangers signifie que le Canada retient davantage les talents étrangers formés dans ses établissements d'enseignement supérieur.

Vu l'augmentation du nombre d'étudiants étrangers au Canada, le gouvernement doit veiller à ce que les systèmes et les établissements d'enseignement supérieur ne deviennent pas dépendants des droits de ces étudiants – une vulnérabilité qu'a révélée la crise de la COVID-19. De plus, tous les programmes pour étudier au Canada à titre d'étudiant étranger ne constituent pas des voies d'accès possibles à la résidence permanente. La clarté et la transparence sont de mise pour les étudiants étrangers potentiels.



Encadré 4 : Établissement permanent des travailleurs temporaires

La pandémie a mis en lumière le large éventail de compétences nécessaires au fonctionnement de l'économie et de la société canadiennes et le rôle important que jouent les immigrants au sein de ce que l'on reconnaît maintenant comme la « main-d'œuvre essentielle ». Les immigrants continuent d'apporter une contribution déterminante à la réponse à la COVID-19, puisqu'ils représentent un travailleur de la santé de première ligne sur quatre⁸¹. Leur apport a mené à des appels pour réexaminer les voies d'accès à la résidence permanente et la définition du travail qualifié, en tenant compte des fonctions vitales de la chaîne d'approvisionnement, de la santé et de la sécurité⁸².

Il existe un fort potentiel d'augmentation des voies d'accès à la résidence permanente pour les résidents temporaires déjà présents au Canada qui apportent une contribution positive au marché du travail et qui connaissent bien le pays et ses communautés. Le Volet des talents mondiaux du Canada, lancé dans le cadre de la Stratégie en matière de compétences mondiales de 2017, est un bon exemple de réussite de cette approche. Le Volet des talents mondiaux permet d'accélérer le traitement des demandes de permis de travail pour les talents étrangers embauchés dans le secteur canadien des technologies⁸³. Ces derniers peuvent ensuite présenter une demande de résidence permanente après un an au Canada. Ce programme phare piloté par l'employeur est maintenant permanent.

En 2021, le Canada a lancé une initiative temporaire pour faciliter l'établissement permanent des étudiants étrangers et des travailleurs temporaires. Cette initiative a été conçue pour compenser les pertes d'immigration attribuables à la pandémie et pour reconnaître le rôle essentiel joué par les travailleurs essentiels. Le gouvernement a annoncé qu'il accepterait 20 000 demandes de résidence permanente de travailleurs de la santé temporaires, 30 000 demandes de travailleurs temporaires exerçant d'autres professions essentielles et 40 000 demandes d'étudiants étrangers diplômés d'un établissement canadien⁸⁴. Des préoccupations concernant la conception et la mise en œuvre du programme ont été soulevées, notamment quant à son efficacité pour rejoindre les travailleurs essentiels visés. En novembre 2021, le volet des travailleurs essentiels de la santé comptait plus de 13 000 places ouvertes, malgré le besoin important de ces travailleurs, tandis que le plafond était atteint pour les deux autres volets⁸⁵.

Depuis 2006, le Canada a admis plus de résidents temporaires que de résidents permanents chaque année⁸⁶. Pour chaque nouveau résident permanent en 2019, près de trois résidents temporaires ont été admis pour travailler ou étudier au Canada⁸⁷. L'élargissement des voies d'accès à la résidence permanente pour les personnes ayant un statut temporaire pourrait contribuer à remédier aux pénuries de compétences et de main-d'œuvre au sortir de la pandémie et au fur et à mesure que la population vieillit⁸⁸. La création de ces nouvelles voies temporaires pourrait nous permettre de tirer des leçons précieuses, par exemple sur la manière dont les résidents permanents nouvellement admis se débrouillent sur le marché du travail, et contribuer à la définition d'une approche à plus long terme⁸⁹.

Économie, innovation et entrepreneuriat

Aperçu:

- | La vigueur de l'**entrepreneuriat au stade initial** peut soutenir la croissance économique pendant la reprise.
- | Les **dépenses de recherche et développement (R-D) des entreprises** progressent toujours difficilement au Canada
- | Quelques légères améliorations sont observées sur le plan de l'**innovation**
- | Le Canada continue d'afficher une faible croissance de la **productivité** au travail.
- | La **croissance des entreprises** tend à aller dans la bonne direction, mais reste trop lente
- | De l'attention et des mesures seront nécessaires pour réaliser des gains sur le plan de la **diversité dans les équipes de direction**
- | Tirer parti de la vigueur existante de l'**économie autochtone** amènera des transformations pour les communautés autochtones et tous les Canadiens
- | Le **PIB par habitant** du Canada est supérieur à la moyenne, mais nécessite néanmoins une certaine attention
- | La **dette des ménages** a augmenté de façon constante, créant des vulnérabilités pour les ménages et l'économie.
- | Les **inégalités de revenus** menacent la croissance économique et la participation à la prospérité
- | Le Canada reste **compétitif sur le plan international**, mais a perdu du terrain ces dernières années par rapport à d'autres pays





Le lien avec la population

La croissance de la population et de la réserve de talents du Canada est nécessaire pour que le pays soit un moteur d'innovation et un bassin d'entrepreneurs et de talents, qui sont des facteurs clés de la compétitivité au XXI^e siècle. Il est également essentiel d'accroître les investissements de capitaux, de soutenir l'expansion des entreprises novatrices dans les secteurs à forte croissance, de favoriser la croissance et la diversification des exportations, et d'investir de façon ciblée dans les compétences ainsi que dans l'attraction et la rétention des talents. De nombreuses hypothèses traditionnelles sur le fonctionnement du système économique mondial sont remises en question chaque jour. Une économie forte et des emplois de qualité sont indispensables à la croissance du Canada.

Le contexte actuel

Au cours des deux dernières années, la pandémie a entraîné son lot de bouleversements pour l'économie canadienne et engendré de l'incertitude quant à l'avenir alors que se succèdent les vagues d'infection et de rétablissement partout dans le monde. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont offert aux entreprises une série de mesures de soutien pour les aider à survivre à l'instabilité de la pandémie. Par exemple, le gouvernement fédéral a mis en place la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) pour aider les entreprises à éviter les mises à pied. Les provinces ont également pris des mesures indépendantes⁹⁰. Alors que le Canada continue de faire face aux vagues successives de la pandémie, on ne sait pas trop ce qu'il adviendra de la croissance économique à court terme.

Cependant, divers défis de longue date rendront la reprise à long terme plus difficile, notamment la faible productivité, le bas niveau d'investissement des entreprises dans la R-D, l'augmentation de la dette des ménages et le vieillissement rapide de la population. Ces enjeux s'ajoutent à des problèmes plus immédiats, comme les défis croissants de la chaîne d'approvisionnement, la hausse de l'inflation et les difficultés qu'ont de nombreuses entreprises à embaucher des travailleurs. Les failles qui persistent dans l'économie – et le fait que certaines populations comme les Noirs, les Autochtones, les personnes racisées et les femmes rencontrent toujours des obstacles – rendent également difficile le développement d'une économie forte et prospère qui profite à tous. Le milieu des affaires a un rôle central à jouer pour stimuler la création de richesses et assurer une reprise inclusive et durable.

Indicateur



Pertinence

Entrepreneuriat au stade initial

L'entrepreneuriat est une composante importante de la croissance économique et de la création d'emplois qui sont nécessaires à la prospérité future du Canada.



Situation actuelle au Canada

Sur les 43 pays évalués par Global Entrepreneurship Monitor, le Canada se classait au **15^e rang pour ce qui est de l'entrepreneuriat en phase de démarrage.**



Cible

Les **10 premiers pays** dans l'évaluation de l'entrepreneuriat en phase de démarrage de Global Entrepreneurship Monitor.



Tendances pour le Canada

En bonne voie

Le Canada s'est classé au 15^e rang avec un taux de 15,6 % d'adultes engagés dans des activités entrepreneuriales en phase de démarrage en 2020, alors qu'il figurait parmi les 10 premiers pays pour cet indicateur en 2019, recul qui s'explique par les répercussions de la pandémie sur l'entrepreneuriat. Toutefois, les pays à revenu élevé étaient plus susceptibles de connaître une baisse des activités entrepreneuriales pendant la pandémie que les pays à faible revenu. Malgré des baisses modestes, une reprise robuste est attendue dans les années à venir.

Dépenses des entreprises en R-D

Les investissements des entreprises dans la recherche et le développement sont essentiels pour créer un environnement attrayant pour les talents internationaux. Ils constituent un indicateur du soutien du secteur privé à l'innovation et permettent de savoir si les entreprises investissent dans le développement de nouvelles idées et de nouveaux produits, processus ou services.

Le Canada se **classait au 24^e rang** sur 34 pays de l'OCDE pour ce qui est des investissements des entreprises dans la recherche et le développement en 2019.

Les entreprises canadiennes investissaient **0,81 % du PIB** en recherche et développement en 2019.

Atteindre l'objectif du gouvernement fédéral de se maintenir dans la **moyenne des pays de l'OCDE** en ce qui a trait aux investissements des entreprises dans la recherche et le développement.

Seuil : Les pays de l'OCDE investissaient en moyenne **1,76 % du PIB** en recherche et développement en 2019.

En retard

Le Canada demeure bien en deçà de la moyenne de l'OCDE pour ce qui est des investissements des entreprises dans la recherche et le développement. Il a reculé au classement entre 2018 et 2019, passant du 21^e au 24^e rang parmi les pays de l'OCDE.

Indicateur



Pertinence



Situation actuelle au Canada



Cible



Tendances pour le Canada

Innovation

L'innovation est directement liée à la croissance économique à long terme, car elle constitue un moyen clé de stimuler la productivité. La capacité du Canada à innover détermine sa compétitivité, son niveau de vie et sa préparation pour l'avenir.

Le Canada occupait en 2021 le **16^e rang sur 132 pays** à l'indice Global Innovation Index.

Les **10 premiers** pays de l'indice Global Innovation Index.

À améliorer

Le Canada a amélioré son classement à l'indice Global Innovation Index entre 2020 et 2021. Il se positionne parmi les pays qui ont obtenu des résultats supérieurs aux attentes en matière d'innovation pour leur niveau de développement économique. Toutefois, l'indice fait remarquer que le Canada figure également parmi les pays qui ont de la difficulté à trouver le juste équilibre entre les niveaux d'investissement et les résultats en matière d'innovation.

Productivité

Dans un contexte de vieillissement de la population, il est indispensable d'améliorer la productivité pour maintenir la croissance économique. La productivité joue un rôle vital pour attirer les investissements et constitue un moteur important de la compétitivité mondiale.

Le Canada se classait au **16^e rang sur 38 pays** de l'OCDE en 2020 pour ce qui est de la productivité. Il affichait un **PIB par heure travaillée de 56,61 \$ US**.

Les **10 premiers** pays de l'OCDE pour ce qui est de la productivité. Seuil : au 10^e rang en 2019, la France affichait un **PIB par heure travaillée de 67,60 \$ US**.

En retard

Si la productivité du travail au Canada s'est améliorée en 2020, cela est dû en grande partie aux conséquences de la pandémie. Le Canada continue de connaître une croissance modérée de la productivité du travail dans l'ensemble et reste bien en deçà de son objectif.

Croissance des entreprises

Une population croissante, avec une augmentation du talent à l'échelle internationale et du soutien aux entrepreneurs locaux, peut stimuler la croissance des entreprises. Les entreprises à forte croissance stimulent la création de richesses et d'emplois.

Le Canada comptait **12 970 entreprises à forte croissance** en 2019.

Atteindre l'objectif du gouvernement fédéral, soit **doubler le nombre d'entreprises canadiennes à forte croissance** entre 2015 et 2025.

À améliorer

Le pays a vu le nombre de ses entreprises à forte croissance passer de 11 140 en 2016 à 12 970 en 2019, un taux de croissance qui ne suffit malheureusement pas à atteindre l'objectif de doubler leur nombre.

Indicateur



Pertinence

Diversité au sein des postes de direction

Au fur et à mesure que le Canada s'engage sur la voie de la croissance démographique, sa population deviendra plus diversifiée, et cette diversité doit se refléter dans les postes de direction. La diversité contribue à la productivité et à l'innovation d'une entreprise, surtout lorsqu'elle se manifeste au sein de la direction.



Situation actuelle au Canada

Parmi les sociétés ouvertes qui ont divulgué de l'information sur la diversité, les **femmes occupaient 17 % des sièges aux conseils d'administration** en 2020. D'autres groupes étaient encore plus sous-représentés : les **personnes racisées occupaient 4 %** des sièges, les **personnes en situation de handicap, 0,3 %**, et les **Autochtones, 0,3 %**.



Cible

Atteindre l'objectif de représentation du Défi 50 30 du gouvernement fédéral, à savoir compter **50 % de femmes** et **30 % de personnes issues d'autres groupes sous-représentés** au sein des conseils d'administration.



Tendances pour le Canada

En retard

Le Canada est très loin de son objectif de représentation diversifiée aux conseils d'administration, avec une sous-représentation importante des femmes, des personnes racisées, des Autochtones et des personnes en situation de handicap. Bien qu'une attention accrue ait été accordée à cette question et que certains progrès aient été réalisés ces dernières années, l'écart de représentation reste important.

Force de l'économie autochtone

La croissance et le développement des entreprises et de l'économie autochtones sont essentiels pour favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones et constituent un moteur clé de l'avenir économique du Canada, d'autant plus que la population autochtone continue de croître à un rythme plus rapide que celle de l'ensemble du Canada.

La valeur approximative de l'économie autochtone était de **32 milliards de dollars** en 2016.

Faire passer la valeur de l'économie autochtone à **100 milliards de dollars par année**.

À améliorer

Des avancées positives ont été enregistrées dans la croissance de l'économie, notamment des taux plus élevés de création de nouvelles entreprises chez les peuples autochtones comparativement à la population en général. L'adoption par le gouvernement fédéral d'un objectif de 5 % d'entreprises autochtones dans les marchés publics représente un important pas en avant, mais des obstacles subsistent et d'autres mesures sont nécessaires pour atteindre la cible annuelle de 100 milliards de dollars.

PIB par habitant

Le PIB par habitant reflète la production économique totale par personne et constitue une mesure importante de la prospérité globale du Canada, de son niveau de vie et de son bien-être économique, mais pas de sa répartition des revenus.

Le Canada se classait **17^e sur 38 pays de l'OCDE** en 2020 pour ce qui est du PIB par habitant.

Il affichait un **PIB par habitant de 46 051,35 \$ US**.

Les **10 premiers pays** de l'OCDE pour le PIB par habitant.

Seuil : l'Allemagne occupait le 10^e rang en 2020 avec un **PIB par habitant de 55 148,58 \$ US**.

À améliorer

Le PIB par habitant du Canada a diminué en 2020, comme dans la plupart des pays de l'OCDE, en raison de la pandémie. Le PIB par habitant du Canada était légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE en 2020. Tirer pleinement parti du talent et des compétences des immigrants sur le marché du travail est un moyen efficace d'améliorer le PIB par habitant au Canada.

Indicateur



Pertinence



Situation actuelle au Canada



Cible



Tendances pour le Canada

Dettes des ménages

S'attaquer à la dette élevée des ménages peut améliorer la croissance économique et réduire les obstacles aux choix des Canadiens quant à la taille de leur famille. La dette des ménages reflète la vulnérabilité économique des ménages et leur capacité de résister à un choc économique, et représente un risque pour l'économie en général.

Le Canada se classait **25^e sur 33 pays de l'OCDE** en 2019 pour ce qui est de la dette des ménages.

La dette des ménages canadiens s'élevait à **186,2 % de leur revenu net disponible** en 2019.

Se maintenir **dans la moyenne des pays de l'OCDE** quant à la dette des ménages.

Seuil : la dette des ménages des pays de l'OCDE s'élevait en moyenne à **121 % de leur revenu net disponible** en 2019.

En retard

La dette des ménages est considérablement plus élevée au Canada que dans la plupart des pays de l'OCDE. La dette, exprimée en pourcentage du revenu net disponible des ménages, n'a cessé de croître ces vingt dernières années. La dette peut prendre différentes formes d'un ménage à l'autre, allant d'un prêt hypothécaire qui aide à accumuler de la richesse à une dette contractée par carte de crédit ayant l'effet contraire. Les prêts hypothécaires représentent une part importante de la dette au Canada.

Inégalité des revenus

Il est nécessaire de réduire les inégalités au fur et à mesure que le Canada se développe pour en arriver à une prospérité qui profite à tous. L'inégalité des revenus pose un risque social, économique et politique pour les pays de l'OCDE, dont le Canada, et est associée à un accès réduit aux débouchés et à de piètres résultats sur le plan social et de la santé.

Le Canada se classait au **16^e rang sur 34 pays de l'OCDE** en 2018 pour ce qui est de l'inégalité des revenus.

L'inégalité des revenus, exprimée par le coefficient de Gini, était de 0,303 en 2018 (0 représentant l'égalité absolue et 1, l'inégalité absolue).

Les **10 pays** de l'OCDE les plus égalitaires.

Seuil : l'Autriche occupait le 10^e rang en 2018 avec un **coefficient de Gini de 0,28**.

À améliorer

L'inégalité des revenus au Canada demeure inférieure à l'objectif. Une légère diminution a été enregistrée avant la pandémie, mais celle-ci est venue accentuer l'écart entre les personnes à revenu élevé et à faible revenu au Canada.

Compétitivité mondiale

La compétitivité est un moteur de la prospérité économique du Canada et un facteur de l'attrait du pays en tant qu'acteur sur la scène internationale et destination d'immigration. Elle traduit la capacité du Canada d'attirer les investissements, d'innover et de stimuler sa croissance économique.

Le Canada occupait en 2019 le **14^e rang sur 141 pays** de l'indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial.

Les **10 premiers pays** de l'indice mondial de compétitivité.

À améliorer

Le Canada demeure une économie concurrentielle, mais son classement a diminué au cours des dernières années; il peut faire mieux.

Analyse

La vigueur de l'entrepreneuriat au stade initial peut soutenir la croissance économique pendant la reprise.

L'entrepreneuriat – soit l'aptitude à voir une occasion d'affaires et la capacité de l'exploiter – est un facteur essentiel de la croissance économique, du développement et de la prospérité à long terme⁹¹. L'entrepreneuriat au stade initial peut contribuer à créer des emplois et à nourrir un redressement durable et inclusif de l'économie au sortir de la pandémie. Selon le Global Entrepreneurship Monitor (GEM), le Canada, avec 15,6 %, se classait en 2020-2021 au 15e rang, parmi 43 pays, sur le plan du pourcentage d'adultes exerçant une activité d'entrepreneuriat au stade initial⁹². Le rapport du GEM met en lumière les tendances en matière d'entrepreneuriat dans le monde (voir l'Annexe A pour plus de détails).

Le Canada, qui affichait un taux de 18,2% à ce chapitre et se classait 9e sur 50 pays en 2019-2020, a donc enregistré un recul⁹³. La pandémie a dans l'ensemble érodé l'aspiration à la création d'entreprise dans de nombreux pays à revenu élevé⁹⁴. Les entrepreneurs canadiens restent cependant parmi ceux qui sont les plus susceptibles

de saisir les nouvelles occasions nées de la pandémie, ce qui les classe 10e sur 43 pays à cet égard. Il existe dès lors de fortes chances que l'entrepreneuriat au stade initial au Canada se relève bien de la pandémie et sache s'adapter à la nouvelle donne dans les années futures.

Le Canada offre généralement un environnement robuste pour lancer de nouvelles entreprises. Le pays s'est classé en 3e place en 2018 dans l'indice mondial de l'entrepreneuriat, qui évalue l'écosystème entrepreneurial dans un pays⁹⁵. Ce solide écosystème entrepreneurial présente des avantages importants, notamment un fort attrait pour les entrepreneurs étrangers susceptibles de s'établir au Canada. Le Canada a été désigné comme étant le pays le plus attrayant de tous les pays de l'OCDE pour les entrepreneurs⁹⁶. Cependant, le potentiel du solide écosystème entrepreneurial du Canada n'est pas totalement réalisé, et nombre de nouvelles entreprises canadiennes connaissent des difficultés pour se développer ou s'étendre au-delà du marché canadien – un autre indicateur clé dans ce domaine d'intervention.

Les femmes entrepreneuses ont indiqué qu'elles font souvent face à des barrières, notamment des problèmes d'accès à des capitaux et des difficultés liées à des stéréotypes préjudiciables, pouvant nuire à la croissance.⁹⁷ Le rapport 2020/21 de GEM montrait que le taux de l'entrepreneuriat au stade initial était plus élevé chez les hommes que chez les

femmes – 17,3 % contre 13,9 %⁹⁸. Les personnes canadiennes racisées font également face à des barrières discriminatoires et à un manque d'accès à des occasions d'envergure comparables⁹⁹. Cela est particulièrement vrai pour les femmes noires et autochtones.

Si de nombreux axes d'amélioration des résultats en matière d'innovation et d'entrepreneuriat au Canada ont été examinés au fil des ans, le rôle qu'y jouent les immigrants n'a pas reçu suffisamment d'attention¹⁰⁰. Les immigrants ont deux fois plus de chances de se lancer dans des activités entrepreneuriales que les personnes nées au Canada¹⁰¹. Qui plus est, les entreprises fondées ou cofondées par des immigrants représentent un tiers des sociétés technologiques les plus susceptibles de devenir des entreprises d'envergure mondiale (ce qu'on appelle des licornes)¹⁰². Les organismes d'aide à l'établissement des immigrants jouent un rôle essentiel dans l'aide aux nouveaux arrivants lorsqu'ils s'intègrent au Canada, en offrant des niveaux variés de soutien à celles et ceux qui souhaitent créer leur entreprise. Parallèlement à cela, les organismes qui offrent habituellement une aide générale aux entrepreneurs sont souvent mal outillés pour répondre aux besoins propres aux immigrants désireux de se lancer en affaires¹⁰³. Le gouvernement fédéral a financé certaines initiatives destinées à appuyer les immigrants entrepreneurs, mais il reste des lacunes¹⁰⁴.



Les dépenses de recherche et développement (R-D) des entreprises progressent toujours difficilement au Canada.

Les investissements des entreprises en recherche et développement traduisent l'appui du secteur privé à l'innovation, moteur essentiel de la croissance. Ils donnent une idée de la façon dont les entreprises investissent pour développer de nouvelles idées et de nouveaux produits, processus ou services et de leur soutien à l'innovation¹⁰⁵. Le niveau élevé des dépenses de R-D des entreprises canadiennes améliorera la capacité du pays d'attirer les meilleurs talents.

Avec des investissements en R-D par les entreprises équivalant à 0,81 % du PIB, le Canada se classait en 2019 au 24^e rang parmi 34 pays de l'OCDE.¹⁰⁶ Les dépenses de R-D des entreprises canadiennes ont diminué ces dernières années, alors qu'elles ont augmenté dans les pays comparables. Le niveau des dépenses au Canada était très inférieur à la moyenne de 1,76 % du PIB relevé par l'OCDE en 2019. Des données préliminaires montrent que la pandémie a eu une incidence minime sur les dépenses de R-D¹⁰⁷. Le Canada se classe légèrement mieux, mais toujours faiblement par rapport aux pays équivalents à ce chapitre – qui ne se limite pas aux investissements en R-D du seul secteur privé.¹⁰⁸

Les investissements en R-D des entreprises se sont déplacés du secteur manufacturier vers le secteur des services : les entreprises du secteur des services ont été les principaux investisseurs en R-D ces dernières années et ont dépassé le secteur manufacturier, qui dominait jusque-là.¹⁰⁹ Une tendance positive à souligner est l'augmentation

des dépenses de R-D liées aux logiciels, ce qui est révélateur des efforts des entreprises pour intégrer les technologies numériques afin d'améliorer leurs produits et services.¹¹⁰ Le Canada est le pays du G7 qui affiche la plus forte proportion d'entreprises investissant en R-D dans le domaine des TIC¹¹¹.

Quelques légères améliorations sont observées sur le plan de l'innovation.

L'innovation est un levier essentiel de la prospérité future du Canada, aussi l'impératif de stimuler l'innovation demeure-t-il une préoccupation phare du gouvernement et des chefs d'entreprises du secteur privé axés sur l'expansion de l'économie canadienne. L'innovation consiste à créer de nouvelles idées, à inventer des produits et services nouveaux ou améliorés, puis à les mettre en marché¹¹². Elle peut se manifester dans une entreprise individuelle, une collectivité ou l'ensemble du pays. À l'heure où la mondialisation rapproche les marchés, où la population vieillit, où les technologies évoluent et où une croissance écologiquement viable devient une nécessité de plus en plus vitale, l'innovation est plus importante que jamais pour assurer la prospérité économique future¹¹³.

L'indice mondial de l'innovation (Global Innovation Index) 2021 classe le Canada 16^e parmi 132 pays¹¹⁴. Cet indice donne un aperçu de la capacité et des résultats en matière d'innovation de chaque pays (voir l'Annexe A pour en savoir plus). Le Canada a légèrement amélioré son classement entre 2020 et 2021, en passant du 17^e au 16^e rang¹¹⁵. Le pays s'en sort particulièrement bien sur le plan du perfectionnement de son marché et de ses institutions, mais déçoit au chapitre des infrastructures de soutien à l'innovation. Le Canada se place, dans l'indice, parmi les pays

qui affichent des performances supérieures aux attentes en matière d'innovation pour leur niveau de développement économique, même s'il figure en queue de peloton dans ce groupe. Le Canada figure aussi en bonne place parmi les pays qui ont du mal à trouver le bon équilibre entre les niveaux d'investissement et les résultats en matière d'innovation, ce qui a des répercussions négatives sur sa performance générale¹¹⁶.

Une étude du Conference Board du Canada de 2021 sur l'innovation montre que le bilan du pays sur le plan de l'innovation, avec une note « C » sur ce plan, s'est amélioré ces dernières années, mais reste inférieur à celui de beaucoup de pays comparables¹¹⁷. L'Ontario et le Québec sont les seules provinces à surpasser le Canada dans son ensemble à cet égard. La plupart des provinces ont obtenu une note « D » ou « D- ». C'est essentiellement dans les domaines de la production de brevets et des investissements en capital de risque que le Canada laisse à désirer, alors qu'il se distingue nettement sur le plan de l'ambition entrepreneuriale.

Malgré tout, le Canada se comporte bien dans un certain nombre de domaines liés à l'innovation. Il figure ainsi parmi les pays qui ont le mieux géré et appréhendé le passage aux technologies numériques, ce qui est un aspect important de l'innovation¹¹⁸. Le lancement du Plan pour l'innovation et les compétences du Canada, qui intègre le Fonds stratégique pour l'innovation, est également cité comme un facteur clé de la performance du pays. L'approche ouverte du Canada en matière d'immigration est un élément qui a aussi contribué favorablement à cette performance, dans la mesure où l'apport des immigrants à l'innovation au Canada se révèle considérable. Par exemple, les PME (petites et moyennes entreprises)

appartenant à des immigrants affichent des taux d'innovation en matière de produits, de procédés et de commercialisation supérieurs à ceux des PME appartenant à des personnes nées au Canada¹¹⁹.

La croissance de la **productivité** de la main-d'œuvre reste faible au Canada.

La productivité est un facteur important de la croissance économique, de la capacité d'attirer des investissements et de la compétitivité internationale. Dans un contexte de vieillissement de la population, il est indispensable d'améliorer la productivité pour maintenir la croissance économique. Le Canada a besoin d'investissements axés sur une productivité accrue (technologie, capitaux, économies d'échelle, compétences) et de nature à stimuler la croissance des entreprises les plus compétitives sur le plan international. En 2020, le pays occupait le 16^e rang parmi les 38 pays de l'OCDE au chapitre de la productivité, avec un PIB par heure travaillée de 56,61 \$ US¹²⁰. Ce chiffre représente une hausse par rapport à 52,69 \$ l'année précédente. Le taux d'augmentation de la productivité du Canada entre 2019 et 2020 est supérieur à la moyenne de l'OCDE. Cette amélioration n'est toutefois pas suffisante et pourrait être largement attribuable à la pandémie.

Entre la fin de 2019 et la fin de 2020, le Canada a connu la deuxième hausse la plus importante de sa productivité depuis 1981. La croissance observée pendant cette période s'explique par une hausse de la proportion de la main-d'œuvre exerçant des activités essentielles, où la productivité est plus élevée que dans les activités non essentielles comme le tourisme ou l'hébergement. Si la productivité a baissé au début de la pandémie, elle a notablement augmenté lorsque les restrictions liées à celle-ci se sont assouplies, ce qui a permis

aux heures travaillées d'augmenter plus vite que la production¹²¹. Toutefois, la productivité de la main-d'œuvre a de nouveau diminué en 2021, lorsque la production des entreprises est revenue aux niveaux d'avant la pandémie¹²².

La pandémie a touché différemment la productivité selon les secteurs d'activité, du fait des multiples restrictions imposées sur les activités et la croissance. On mesure encore mal l'incidence sur la productivité des entreprises du passage massif au télétravail dans nombre de secteurs et ses implications pour l'avenir¹²³.

La **croissance des entreprises** tend à aller dans la bonne direction, mais reste trop lente.

Les entreprises à forte croissance sont bien placées pour innover, nouer des contacts à l'international et créer des emplois de qualité¹²⁴. Il est possible de stimuler leur croissance en misant sur une augmentation de la population comptant des talents internationaux et sur des aides permettant aux entrepreneurs locaux de prospérer. Selon la définition de Statistique Canada, une entreprise à forte croissance enregistre une augmentation de son revenu annualisé moyen supérieure à 20 % par an sur une période de trois ans et compte au moins 10 employés au début de la période en question¹²⁵. Bien qu'elles ne représentent qu'une faible proportion des entreprises canadiennes, ces entreprises contribuent beaucoup plus que les autres à la création d'emplois et à la croissance du PIB¹²⁶.

Le Canada comptait 12 970 entreprises à forte croissance (selon le revenu) en 2019, soit une hausse par rapport à 11 920 en 2018. Bien que le nombre d'entreprises à forte croissance augmente

au Canada et s'oriente dans la bonne direction, le taux de croissance reste trop faible pour atteindre l'objectif du gouvernement fédéral de doubler le nombre de sociétés à forte croissance d'ici 2025.¹²⁷

Les entreprises à forte croissance comptaient pour 6,2 % des entreprises comptant 10 employés ou plus en 2019.¹²⁸ On trouve des entreprises à forte croissance dans tous les secteurs d'activité et toutes les provinces; il s'agit principalement de PME, ce qui est cohérent avec la part des PME dans le marché canadien en général. Plus de 98 % de ces entreprises comptent moins de 100 employés.¹²⁹ Les entreprises à forte croissance représentaient en 2019 une part notable des entreprises canadiennes dans les secteurs des mines, des carrières et de l'extraction de gaz (16,5 %), de l'information et de la culture (12,0 %), ainsi que de la construction (11,5 %). C'est en Colombie-Britannique que l'on trouvait le plus d'entreprises à forte croissance en 2019 (7,0 %), devant l'Alberta (6,9 %) et le Québec (6,6 %).¹³⁰

Si la pandémie a été préjudiciable pour beaucoup d'entreprises, elle a aussi offert de nouvelles possibilités de croissance et d'innovation et a ouvert la porte à une croissance de l'entrepreneuriat.¹³¹ Il sera important de déterminer ce qui est propice à la croissance et ce qui, au contraire, crée des barrières à celle-ci. Un facteur de réussite important pour les entreprises à forte croissance est l'accès aux capitaux, un domaine dans lequel le Canada pourrait se laisser dépasser. Les entreprises canadiennes qui montent en puissance peuvent avoir de la difficulté à trouver des capitaux importants, même dans le contexte de forte croissance du marché du capital de risque de ces dernières années.¹³² On observe toutefois des signes prometteurs en 2021, où les investissements en capital de risque ont atteint

un niveau record au Canada.¹³³ Les entreprises à forte croissance font aussi face à d'autres défis : le recrutement de talents, l'accès aux marchés ou la difficulté d'obtenir de l'aide de l'État.¹³⁴

De l'attention et des mesures seront nécessaires pour réaliser des gains sur le plan de la diversité dans les équipes de direction.

La diversité contribue à la productivité et à l'innovation dans les entreprises, notamment lorsqu'elle existe dans leurs équipes de direction.¹³⁵ Dans une étude, les sociétés dans lesquelles la diversité était supérieure à la moyenne tiraient une part plus importante de leur revenu de l'innovation (45 %) que les sociétés où cette diversité était inférieure à la moyenne (26 %).¹³⁶ La diversité dans les équipes de direction est également essentielle pour établir une société plus équitable et permet de combler les principales lacunes sur le plan des chances pour les personnes qui font face à différentes barrières. La stratégie d'accroissement de la population du Canada entraînera une diversité accrue dans la population, et il est impératif que cette diversité se reflète à la tête des entreprises. La diversité à la direction des entreprises peut aussi avoir des retombées souhaitables sur d'autres inégalités importantes évoquées dans le présent Tableau de bord, à savoir le retard salarial des immigrants, le taux d'emploi des femmes, les disparités salariales et le PIB par habitant.

Selon le premier rapport annuel de Corporations Canada compilant l'information sur la diversité publiée par les entreprises, les femmes occupaient en 2020 quelque 17 % des sièges d'administrateurs

des sociétés cotées en bourse ayant publié des renseignements à ce sujet.¹³⁷ D'autres groupes étaient encore plus fortement sous-représentés, 4 % seulement des sièges d'administrateur étant occupés par des personnes racisées, 0,3 % par des personnes handicapées et 0,3 % par des Autochtones.¹³⁸ Ces chiffres sont très inférieurs aux cibles énoncées dans le « Défi 50-30 » par le gouvernement fédéral, qui souhaite voir les femmes occuper 50 % des sièges des conseils d'administration et des postes de haute direction canadiens, et les groupes sous-représentés – notamment les personnes racisées, les personnes handicapées, les personnes se déclarant LGBTQ2 et les Autochtones – occuper 30 % de ces sièges et postes.¹³⁹

La représentation des femmes dans les conseils d'administration et aux postes de haute direction s'est généralement améliorée, mais les progrès restent lents. Les grandes entreprises sont plus susceptibles de nommer des administratrices, ne serait-ce que parce qu'elles se sont fixé des cibles d'augmentation de la représentation féminine.¹⁴⁰ Les progrès sont encore plus lents pour les autres groupes sous-représentés, malgré les efforts pour accroître la transparence au sujet de la diversité de la main-d'œuvre dans les entreprises.¹⁴¹ Un recensement de la diversité et des postes de direction dans les sociétés cotées en bourse montre que, sur plus de 2 200 postes d'administrateur dans 316 sociétés ayant publié de l'information sur la diversité, seuls huit sièges étaient occupés par des Autochtones, et neuf par des personnes handicapées en 2020.¹⁴²



Tirer parti de la vigueur existante de l'économie autochtone amènera des transformations pour les communautés autochtones et tous les Canadiens.

La croissance et le développement des entreprises autochtones sont des aspects essentiels de la réconciliation avec les peuples autochtones, en même temps qu'un facteur clé de l'avenir économique du Canada, d'autant plus que la population autochtone continue de croître plus rapidement que l'ensemble de la population canadienne.

L'âge moyen y est inférieur de près de dix ans à celui du reste des Canadiens, et la population y augmente à un rythme quatre fois supérieur¹⁴³. Les communautés autochtones constituent une composante de plus en plus essentielle de la croissance de la population en âge de travailler. Les Autochtones comptent pour environ 5 % de la population canadienne¹⁴⁴. Quelque 40 % d'entre eux vivent en région rurale, et 20 % dans un petit centre urbain.¹⁴⁵ Dans nombre de ces communautés, la population autochtone est en augmentation, alors que l'ensemble de la population en âge de travailler est en déclin, ce qui signifie que les Autochtones sont bien placés pour devenir des acteurs essentiels de la prospérité future dans ces communautés.

Selon Services économiques TD, la valeur du marché appartenant à des Autochtones était de l'ordre de 32 milliards de dollars en 2016¹⁴⁶. L'Indigenomics Institute a fixé un objectif de 100 milliards de dollars annuels pour l'économie autochtone. Le potentiel des occasions et des actifs de l'économie autochtone n'est pas pleinement réalisé. Les investissements et

la croissance de l'économie autochtone suivent une tendance ascendante, et la définition de nouveaux axes d'investissement aidera à tirer profit de ce succès. Quelque 2 % des PME canadiennes sont exploitées par des entrepreneurs autochtones, ce qui représente environ 32 000 entreprises, à l'intérieur comme à l'extérieur des réserves, et approximativement 927 millions de dollars de bénéfices¹⁴⁷. Selon le Conseil canadien pour le commerce autochtone, les Autochtones créent des entreprises à un rythme neuf fois supérieur à la moyenne canadienne¹⁴⁸. Les sociétés de développement économique appartenant à des Autochtones qui investissent dans des entreprises, en sont les propriétaires ou les gèrent pour faire progresser les intérêts des communautés sont également des acteurs majeurs¹⁴⁹.

L'Indigenomics Institute a élaboré une liste stratégique de 12 facteurs susceptibles de favoriser la croissance de l'économie autochtone de 32 à 100 milliards de dollars. Parmi ces facteurs figurent la propriété des capitaux propres, les capitaux, l'entrepreneuriat, les approvisionnements, les énergies propres et les infrastructures¹⁵⁰. Ces facteurs sont tous des axes d'investissement émergents possibles pour travailler à la croissance économique des Autochtones. L'établissement d'une cible en 2021, pour le gouvernement fédéral, de 5 % d'approvisionnements auprès d'entreprises appartenant à des Autochtones est une étape importante¹⁵¹. Il existe un besoin croissant d'organiser la croissance économique des Autochtones, ce qui demandera du travail et de la détermination. Cela permettra au Canada de travailler collectivement à la réconciliation économique, en plaçant l'inclusion des Autochtones au cœur du projet et en cherchant à générer une prospérité partagée entre tous.

Le PIB par habitant du Canada est supérieur à la moyenne, mais nécessite néanmoins une certaine attention.

Le PIB par habitant est un indicateur important de la prospérité globale du Canada. Les Nations Unies font d'une croissance économique par habitant durable un de leurs objectifs de développement durable.¹⁵² Le PIB par habitant représente le revenu moyen par personne, mais ne rend pas compte des disparités de revenu. Avec un PIB par habitant de 46 051,35 \$ US, le Canada occupait en 2020 le 17e rang des 38 pays de l'OCDE à cet égard¹⁵³. Ce chiffre a baissé par rapport à l'année précédente, ce qui confirme une tendance observée dans la plupart des pays de l'OCDE, du fait des répercussions de la pandémie. Le Canada reste toutefois légèrement au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Le PIB par habitant du Canada augmentait généralement à un rythme soutenu avant la crise sanitaire.

Certains signes de redressement du PIB sont apparus en 2021, les hausses du PIB réel ayant été stimulées par les dépenses des ménages et les exportations, après la levée des restrictions liées à la pandémie¹⁵⁴. Le PIB par habitant restait malgré tout en recul dans l'ensemble au milieu de 2021, par rapport à la fin de 2019. Le revenu réel des ménages canadiens a enregistré une croissance particulièrement forte, supérieure à celle des autres pays du G7. Si le PIB par habitant du Canada a baissé entre la fin de 2019 et le milieu de 2021, le revenu des ménages par habitant a affiché une croissance cumulée de 9,4%¹⁵⁵.

Une amélioration des résultats sur le plan de la productivité et de l'innovation stimulerait le PIB

par habitant du Canada. La hausse des niveaux d'immigration se traduit par une très légère baisse du PIB par habitant. Cependant, les mesures visant à aider les immigrants à trouver plus rapidement un emploi conforme à leurs compétences, en réduisant l'écart salarial entre eux et le reste des Canadiens, permettront d'accélérer la croissance du PIB par habitant, ce qui aidera tant les nouveaux arrivants que les Canadiens à profiter pleinement de la hausse de l'immigration¹⁵⁶.

Des efforts pour combler les écarts sur le plan du développement économique et de la participation à l'économie partout au Canada pourraient également accroître davantage le PIB du Canada et favoriser la croissance économique future. Par exemple, le Conseil national de développement économique des Autochtones (CNDEA) a établi que l'économie canadienne pourrait croître de 27,7 milliards de dollars annuellement si on s'attaquait aux écarts entre les résultats économiques des Autochtones et des non-Autochtones¹⁵⁷.

La dette des ménages a augmenté de façon constante, créant des vulnérabilités pour les ménages et l'économie.

La dette des ménages a augmenté de façon constante, créant des vulnérabilités pour les ménages et l'économie. Le niveau élevé de cet endettement peut rendre les systèmes financiers vulnérables, car un taux de défaillances important pourrait nuire à l'ensemble de l'économie¹⁵⁸. À l'inverse, un faible niveau d'endettement peut contribuer à une croissance inclusive et durable. En 2019, le Canada se classait 25e sur 33 pays de l'OCDE à ce chapitre, avec un pourcentage de dette



des ménages par rapport à leur revenu net disponible de 186 %¹⁵⁹. Après avoir constamment augmenté au cours des trois dernières décennies, tant en chiffres absolus que par rapport à la taille de l'économie canadienne, les niveaux d'endettement des ménages canadiens sont nettement supérieurs à ceux que l'on observe dans la plupart des pays de l'OCDE¹⁶⁰.

La dette des ménages a légèrement baissé au Canada dans le contexte de la pandémie¹⁶¹. Leur épargne et leur revenu disponible ont en revanche augmenté, en partie grâce aux aides gouvernementales, mais aussi du fait de la raréfaction des occasions de dépenser pendant les confinements¹⁶². Les mesures d'aide gouvernementales ont permis de prévenir efficacement des difficultés financières généralisées parmi les ménages très endettés¹⁶³. Le niveau de dette des ménages canadiens reste cependant élevé comparativement aux autres pays de l'OCDE. L'endettement des ménages est principalement attribuable à la conjonction de l'envol du prix des maisons et des coûts d'emprunt attrayants, mais cela pourrait dans une certaine mesure menacer la stabilité financière et la consommation¹⁶⁴. Des niveaux de dette élevés peuvent aussi représenter un obstacle à la formation des jeunes ménages et peser sur leurs décisions quant à la taille de leur famille¹⁶⁵.

On peut s'endetter pour de bonnes ou pour de mauvaises raisons : L'achat d'une maison peut occasionner une dette élevée, mais il permet de se créer un patrimoine; en revanche, des dettes de carte de crédit ont une incidence défavorable sur l'accumulation de patrimoine à long terme. En 2021, l'encours total de la dette des ménages canadiens avoisinait 2 500 milliards de dollars. Environ les deux tiers de cette dette se composaient de dettes hypothécaires, tandis que le dernier tiers correspondait à d'autres formes de dettes (notamment des prêts automobiles, des prêts à la rénovation domiciliaire et

des soldes de cartes de crédit)¹⁶⁶. Certaines tendances récentes en matière de crédit à la consommation sont inquiétantes. Par exemple, on estime à 37 % la proportion de Canadiens indiquant qu'ils comptent utiliser une carte de crédit ayant déjà un solde existant¹⁶⁷. On a toutefois observé une tendance intéressante pendant la pandémie, à savoir que c'est parmi les personnes ayant les cotes de crédit les plus faibles que les réductions de dette les plus importantes ont été enregistrées, ce qui indique que certains Canadiens financièrement vulnérables ont réussi à améliorer leur niveau d'endettement¹⁶⁸.

Les inégalités de revenus menacent la croissance économique et la participation à la prospérité.

Les inégalités de revenus engendrent des risques sociaux, économiques et politiques pour les pays de l'OCDE, y compris le Canada. La réduction des inégalités est l'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies¹⁶⁹. Les inégalités de revenus ont des conséquences dommageables pour l'économie, car elles peuvent en ralentir la croissance¹⁷⁰. Elles nuisent en outre à une croissance inclusive, à l'égalité des chances et à l'espérance de vie. Une société plus égale est une condition essentielle de la reprise à court terme et de la prospérité à long terme. En 2018, le Canada se situait au 16e rang des 34 pays de l'OCDE pour ce qui est du niveau d'inégalité des revenus, avec un coefficient de Gini de 0,303 (0 représentant une égalité parfaite, et 1 une inégalité parfaite)¹⁷¹. Le niveau d'inégalité des revenus a baissé par rapport à l'année précédente au Canada, ce qui signifie que l'égalité y a progressé.

Le coefficient de Gini ne tient pas compte de tous les aspects des inégalités, mais d'autres mesures ont permis d'observer une tendance comparable. Par exemple, bien que la part du revenu total reçue par le décile supérieur





de la population soit supérieure (22,7 %) à celle des quatre déciles inférieurs (21,0 %), on remarque une certaine amélioration entre 2010 et 2019, avec une certaine progression de la part du revenu total des quatre déciles inférieurs et quelques reculs pour le décile supérieur¹⁷².

Certains éléments montrent aussi que les inégalités de revenus au Canada perpétuent les inégalités sociales entre les différents groupes, alors que des écarts subsistent au détriment des personnes racisées, des Autochtones, des immigrants et des femmes¹⁷³. La pandémie a encore creusé les inégalités économiques globales, accentué les autres problèmes socioéconomiques au sein de ces groupes et accru la vulnérabilité des ménages à faible revenu¹⁷⁴. Les prestations liées à la pandémie ont néanmoins permis de limiter les difficultés économiques pour les personnes à faible revenu¹⁷⁵. Le bilan complet des répercussions de la pandémie sur les inégalités de revenus reste encore à établir.

Le Canada reste *compétitif sur le plan international*, mais a perdu du terrain ces dernières années par rapport à d'autres pays.

La compétitivité d'un pays traduit sa capacité d'attirer des investissements, d'innover et de stimuler sa croissance économique. C'est à la fois un facteur de la prospérité économique du Canada et un indicateur de son attrait en tant que pays et que destination d'immigration. Bien que le Canada demeure compétitif et se classe bien par rapport à nombre de pays comparables, il pourrait mieux faire. L'Indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial révèle que la compétitivité

internationale du Canada s'est érodée ces dernières années. Cet indice évalue chaque année les perspectives économiques des pays (voir l'Annexe A pour en savoir plus). Le Canada a reculé du 12^e rang en 2018 au 14^e en 2019 dans le classement établi selon l'indice. Il figurait dans les 10 premiers pays en 2010¹⁷⁶.

Une étude annuelle sur la compétitivité, menée en 2021 par l'International Institute of Management Development (IMD), classe le Canada de façon comparable : celui-ci, après avoir occupé le 13^e rang en 2019 et le 8^e en 2020, a reculé à la 14^e place, sur 64 pays, en 2021. L'IMD a établi que les freins à la compétitivité du Canada en 2021 étaient principalement un manque de main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs à forte croissance, les défis auxquels font face les PME en croissance sur le plan de la création de propriété intellectuelle, de la commercialisation et des exportations, ainsi que les difficultés de mise en place de chaînes d'approvisionnement locales et internationales. Le Canada se classe particulièrement mal pour ce qui est des indicateurs liés au commerce international et à l'emploi¹⁷⁷.

Éducation, compétences et emploi

Aperçu:

- | Les solides **compétences des élèves canadiens de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques** illustrent la qualité des systèmes éducatifs au pays.
- | Le Canada reste un chef de file mondial sur le plan du **taux de scolarisation postsecondaire**, ce qui est fondamental pour l'innovation et la création d'emplois de qualité.
- | Le taux des **jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET)** est un souci croissant, du fait de la pandémie.
- | La **participation des adultes à des activités de formation** est comparativement élevée au Canada, mais il reste encore à améliorer l'accès à la formation.
- | Le **taux d'emploi** rebondit, mais les principales barrières à l'accès à l'emploi demeurent pour les groupes en quête d'équité les plus durement touchés par la pandémie.
- | L'incidence du **travail peu rémunéré** est élevée et persistante au Canada, ce qui reflète la prévalence des emplois de faible qualité.





Le lien avec la population

La qualité des systèmes d'éducation, des compétences et des emplois attirera des immigrants au Canada et offrira un socle solide pour appuyer une économie en croissance et encourager la participation de la société. Pour se développer de manière durable jusqu'à la fin du siècle, le Canada doit impérativement multiplier les possibilités d'éducation permanente, relever fortement les taux d'emploi et améliorer la qualité des emplois. Les systèmes d'éducation canadiens devront continuer d'attirer des gens du monde entier, afin de soutenir le dynamisme économique et permettre à des personnes de tous horizons de réussir. Il est essentiel pour le Canada d'offrir des possibilités d'éducation, de formation et d'emploi accessibles et de qualité pour se doter du capital humain indispensable pour stimuler l'innovation et créer de bons emplois à salaire élevé. L'économie et le marché du travail canadiens devront à leur tour exploiter pleinement l'étendue des talents et des compétences qu'auront engendrés ces systèmes d'éducation et de formation, en offrant des emplois de qualité.

Le contexte actuel

Les systèmes éducatifs canadiens sont parmi les plus efficaces au monde et constituent un socle solide pour l'économie du savoir canadienne, même si, comme tous les réseaux de l'éducation de la planète, ils n'ont pas été épargnés par la pandémie. Les fermetures d'école et l'apprentissage en ligne ont entraîné des pertes qui devraient, selon certaines prédictions, se répercuter à l'avenir¹⁷⁸. Les possibilités de formation et de renforcement des compétences en personne ont aussi subi les effets de la pandémie. Les jeunes de 21 à 24 ans ont été un des groupes les plus durement touchés par les restrictions en matière d'emploi et d'éducation durant la pandémie¹⁷⁹. Après la réouverture prudente des écoles par les gouvernements en 2021, il sera indispensable de surveiller étroitement les répercussions à long terme de ces restrictions sur la jeunesse, d'autant plus que la pandémie a entraîné de nouvelles fermetures en 2022. La main-d'œuvre canadienne est une des plus éduquées du monde, même si certaines faiblesses qui existaient bien avant la pandémie ont été amplifiées en 2021¹⁸⁰. Certains groupes clés sont plus susceptibles d'occuper des emplois de moindre qualité et à plus faible revenu que les autres. C'est notamment le cas des femmes et des Canadiens racisés, en particulier les Noirs et les Autochtones.

Indicateur



Pertinence

Compétences des élèves de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques

Outre l'intérêt qu'il présente pour attirer des immigrants au Canada, un système d'éducation performant forme un socle solide pour préparer les jeunes à acquérir les compétences dont ils auront besoin pour participer à la société et à l'économie. Le niveau des élèves du secondaire en lecture, en sciences et en mathématiques reflète la qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation canadiens. Un niveau élevé est plus susceptible d'inciter les élèves à poursuivre leurs études et à réussir sur le marché du travail.



Situation actuelle au Canada

Le Canada **se classait 4^e** parmi les 36 pays de l'OCDE en 2018 sur le plan des compétences en lecture, en sciences et en mathématiques chez les élèves de 15 ans.

Le pays a obtenu une note moyenne de **516,7** pour la lecture, les sciences et les mathématiques en 2018.



Cible

Les **10 premiers** pays de l'OCDE sur le plan des compétences des élèves de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques.

Seuil : La Nouvelle-Zélande se classait 10^e, avec un score moyen de **502,7** pour les trois compétences en 2018.



Tendances pour le Canada

En tête de file

Le Canada figure parmi les pays les plus performants de l'OCDE en ce qui concerne les compétences des élèves de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques, selon l'évaluation du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Toutefois, étant donné la disparité des notes dans le pays et certains reculs observés ces dernières années, il faudrait se garder de tenir pour acquis le bon classement du Canada.

Taux de scolarisation postsecondaireⁱⁱ

Il existe souvent un lien entre un niveau d'études postsecondaires et les emplois de qualité supérieure, durables et en forte croissance. Les pays affichant des taux de scolarisation postsecondaire élevés sont les mieux placés pour attirer des investissements et des immigrants hautement qualifiés, de même que pour stimuler l'innovation et la croissance économique.

Le Canada occupait le **2^e rang** sur 35 pays de l'OCDE au chapitre du taux de scolarisation postsecondaire en 2020.

Quelque **64,4 %** des Canadiens de 25 à 34 ans avaient un diplôme d'études postsecondaires en 2020.

Les **cinq premiers** pays de l'OCDE au chapitre du taux de scolarisation postsecondaire.

Seuil : La Lituanie occupait le 5^e rang des pays de l'OCDE, avec un taux de scolarisation postsecondaire de **56,2 %** en 2020.

En tête de file

Le Canada reste parmi les pays de l'OCDE affichant les taux de scolarisation postsecondaire les plus élevés. Son taux s'améliore régulièrement depuis une trentaine d'années. Le taux élevé de scolarisation postsecondaire ne doit pas occulter le fait qu'il subsiste des obstacles à l'accès aux études postsecondaires pour de nombreux Canadiens, notamment les étudiants issus de familles à faible revenu, ceux dont les parents n'ont pas fait d'études postsecondaire et les Autochtones.

ii. Dans cette analyse, nous utilisons le terme « postsecondaire » là où l'OCDE emploie le mot « supérieur ». Selon l'OCDE : « Les diplômés du postsecondaire sont ceux ayant atteint le plus haut niveau d'enseignement, par groupe d'âge (y compris les cursus conduisant à un titre de chercheur hautement qualifié ou à des professions de haut niveau telles que la médecine, et les cursus professionnels donnant accès au marché du travail). »

Indicateur



Pertinence

Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET)

Un Canada en croissance doit soutenir et exploiter pleinement les talents et l'énergie de sa jeunesse pour générer une prospérité partagée et atténuer les effets du vieillissement de la population. Les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) courent le risque d'être exclus d'une véritable participation à la société et à l'économie canadiennes et de connaître des difficultés d'ordre économique et social à long terme.



Situation actuelle au Canada

En 2020, le Canada arrivait **en 14^e place parmi 32 pays de l'OCDE** sur la question du taux de jeunes NEET.

Le **taux de jeunes NEET était de 14,0 %** dans la population des 20 à 24 ans au Canada.



Cible

Les **10 pays** de l'OCDE ayant les taux de jeunes NEET les plus bas.

Seuil : La République slovaque occupait le 10^e rang en 2020, avec un **taux de jeunes NEET de 13,8 %**.



Tendances pour le Canada

À améliorer

Même s'il avait baissé au cours des années précédentes, le taux de jeunes NEET au Canada a augmenté en 2020, en raison des répercussions de la pandémie. La hausse du taux de jeunes NEET a été plus importante au Canada que dans les autres pays de l'OCDE pendant la pandémie, ce qui explique pourquoi l'évaluation de cet indicateur est passée de « En bonne voie » dans le Tableau de bord de 2021 à « À améliorer » cette année. Les groupes les plus exposés au risque de n'être ni en emploi, ni aux études, ni en formation sont les jeunes mères, les immigrants et les Autochtones.

Participation des adultes à des activités de formation

Avec l'accélération des changements économiques et technologiques, il est de plus en plus important d'aider les Canadiens et les nouveaux arrivants à bénéficier d'une éducation permanente. La formation de la main-d'œuvre est cruciale pour doter le Canada des compétences essentielles requises pour répondre aux besoins du marché du travail et exploiter pleinement le potentiel du capital humain.

Le Canada **se classait 10^e** parmi 31 pays de l'OCDE en matière de participation des adultes à des activités de formation.

Le taux de participation des adultes à des activités de formation était de **46,7 %**.

Les **10 pays** de l'OCDE ayant les taux de participation des adultes à des activités de formation les plus élevés.

En bonne voie

Le Canada fait partie des 10 pays de l'OCDE les mieux classés selon la participation des adultes à des activités de formation. Le Canada reste toutefois en retard sur nombre d'autres pays en ce qui concerne le soutien à la formation des employés et la priorité qui lui est accordée.

Indicateur



Pertinence



Situation actuelle au Canada



Cible



Tendances pour le Canada

Taux d'emploi

Un bon taux d'emploi est indispensable pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer et aux revenus des ménages d'augmenter, pour atténuer les effets du vieillissement de la population et pour générer les recettes fiscales nécessaires pour financer le développement des services essentiels à une population croissante.

Le Canada **se classait 19^e** parmi 37 pays de l'OCDE en 2020 sur la question du taux d'emploi.

Le taux d'emploi au Canada s'établissait à **70,0 %** en 2019.

Les **10 pays** de l'OCDE ayant les taux d'emploi les plus élevés.

Seuil : Le Danemark occupait le 10^e rang en 2020, avec un taux d'emploi de **74,4 %**.

À améliorer

Le taux d'emploi du Canada a chuté de près de cinq points de pourcentage entre 2019 et 2020, en raison de la pandémie. Son classement parmi les pays de l'OCDE s'en est ressenti, le pays ayant reculé de la 14^e à la 19^e place. Le Canada a enregistré un léger mieux au deuxième trimestre de 2021, sans toutefois atteindre sa cible. L'État a soutenu financièrement nombre de personnes dans l'impossibilité de travailler pendant la pandémie. Cet effort a été déterminant pour atténuer les retombées de la COVID-19. Les obstacles à l'accès au marché du travail peuvent faire baisser les taux d'emploi dans nombre de groupes clés, notamment les Canadiens racisés et les Autochtones.

Incidence du travail peu rémunéré

La qualité des emplois est un indicateur important de la qualité de vie, un facteur fondamental pour créer une prospérité partagée et un moyen de renforcer l'attrait du Canada. Les critères de qualité d'un emploi sont nombreux, que l'on songe à la régularité des heures de travail, aux possibilités de passer d'un emploi temporaire à un emploi permanent ou à l'accès à des avantages sociaux. Une faible rémunération est caractéristique d'un emploi de piètre qualité.

Le Canada occupait le **15^e rang** parmi 16 pays de l'OCDE ayant communiqué des données sur l'incidence du travail peu rémunéré en 2019.

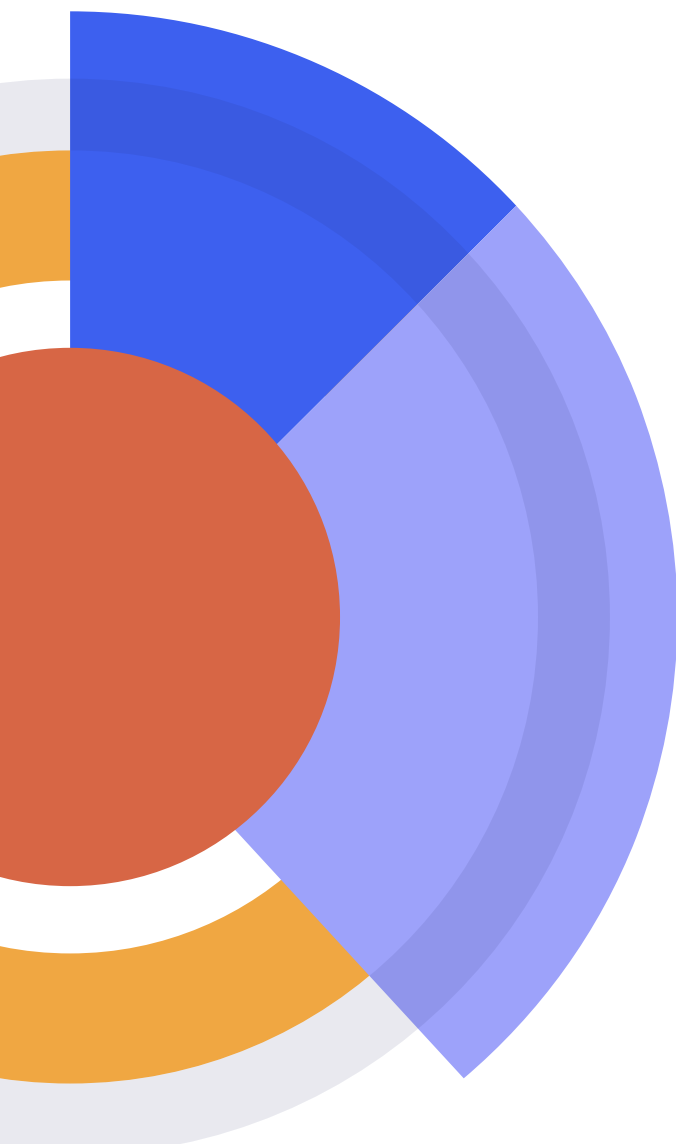
L'incidence du travail peu rémunéré au Canada s'établissait à **20,7 %** en 2019.

Moyenne de l'OCDE en ce qui concerne l'incidence du travail peu rémunéré.

Seuil : La moyenne de l'OCDE de l'incidence du travail peu rémunéré était de **13,9 %** en 2019.

En retard

Le Canada affiche un des taux de travail peu rémunéré les plus élevés parmi les pays de l'OCDE. Bien que l'incidence du travail peu rémunéré se soit légèrement améliorée (autrement dit, elle a baissé) ces dernières années, il reste beaucoup à faire dans ce domaine. Les travailleurs peu rémunérés sont souvent des personnes racisées.



Analyse

Les solides *compétences des élèves canadiens de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques* illustrent la qualité des systèmes éducatifs au pays.

Outre l'intérêt qu'il présente pour attirer des immigrants au Canada, un système d'éducation performant forme un socle solide pour préparer les jeunes à acquérir les compétences dont ils auront besoin pour participer à la société et à l'économie. Le niveau des élèves du secondaire en lecture, en sciences et en mathématiques reflète la qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation canadiens. Un niveau élevé est plus susceptible de favoriser la réussite des élèves dans la poursuite de leurs études et sur le marché du travail.¹⁸¹ Le Canada se classe bien dans les comparaisons internationales des notes obtenues en lecture, en sciences et en mathématiques par les élèves du secondaire. Même si ses notes moyennes, dans le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE, ont légèrement baissé ces dernières années – de 529,3 en 2006 à 516,7 en 2018 –, le Canada reste un des meilleurs dans ce secteur. Il obtient notamment la deuxième note la meilleure en lecture parmi les pays de l'OCDE.

Parmi les pays de l'OCDE, le Canada a montré qu'il était possible de conjuguer l'équité et l'excellence. Les élèves canadiens du secondaire ont obtenu d'excellentes notes en lecture, et aucune différence notable liée à la situation socioéconomique n'a été observée dans les résultats¹⁸². Par ailleurs, le Canada a aussi fait bonne figure sur le plan des résultats scolaires des enfants issus de l'immigration¹⁸³.

En revanche, les résultats ont pu être inférieurs en sciences selon la situation socioéconomique, ce qui reste un défi important¹⁸⁴. On observe aussi certaines disparités dans les notes selon les régions du Canada. Par exemple, l'écart entre les notes des élèves de l'Alberta et ceux du Nouveau-Brunswick est de plus de 40 points en lecture¹⁸⁵. Ces disparités et les baisses récentes des notes rappellent qu'il est important pour le Canada de ne pas tenir pour acquis cet excellent classement.

Globalement, les élèves canadiens s'en sortent bien en ce qui concerne la littératie numérique – mieux que la moyenne de l'OCDE – ce qui s'est avéré particulièrement utile dans le contexte de l'éducation à distance¹⁸⁶. Une étude menée par une commission scolaire fait malgré tout état de certains reculs marqués dans les résultats scolaires, notamment un doublement du taux d'échec, pendant la pandémie¹⁸⁷. Les inégalités qui existaient précédemment dans les résultats scolaires se sont accentuées¹⁸⁸. Certains ont qualifié d'« année scolaire perdue » les perturbations de la scolarité et appelé à une réforme du système d'éducation¹⁸⁹.

Il sera impératif, pour continuer de progresser, d'accorder une attention particulière aux apprenants des communautés qui font face à des barrières comme la discrimination ou un faible niveau de revenu. Ce constat est particulièrement vrai pour les apprenants autochtones. Les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation qui visent à combler les écarts en matière d'éducation entre les Canadiens autochtones et les Canadiens non autochtones définissent des axes de changement¹⁹⁰.

Le Canada reste un chef de file mondial sur le plan du taux de scolarisation postsecondaire, ce qui est fondamental pour l'innovation et la création d'emplois de qualité.

Les emplois de qualité, stables et en forte croissance exigent un niveau de scolarité postsecondaire¹⁹¹.

Les pays affichant des taux de scolarisation postsecondaire élevés sont les mieux placés pour attirer des investissements et des immigrants hautement qualifiés, de même que pour stimuler l'innovation et la croissance économique. Avec 64,4 % des Canadiens de 25 à 34 ans ayant un niveau de scolarité postsecondaire, le Canada se classait au 2^e rang parmi 37 pays de l'OCDE à ce chapitre en 2020¹⁹². Cela représente un gain de plus d'un point de pourcentage par rapport à l'année précédente. L'important réseau collégial canadien a été désigné comme un facteur clé de ce taux de scolarisation postsecondaire élevé¹⁹³. Cela mérite d'être signalé, car on observe une corrélation entre une variété d'options d'études postsecondaires, y compris non seulement l'université, mais aussi les collèges, les programmes de microcertification ou les programmes de perfectionnement des compétences professionnelles, et la mobilité sociale¹⁹⁴. Le taux de scolarisation postsecondaire était plus élevé chez les femmes (73,4 %) que chez les hommes (55,7 %) en 2020¹⁹⁵.

Les adultes nés à l'étranger sont plus susceptibles que les adultes nés au Canada d'avoir reçu une éducation postsecondaire (70 % contre 56 %) ¹⁹⁶. Il subsiste toutefois des barrières à l'accès aux études et à leur poursuite. L'accès aux études postsecondaires est plus rare dans les foyers à faible revenu que dans les foyers à revenu élevé¹⁹⁷.

On observe également une disparité importante entre les Autochtones et les non-Autochtones en ce qui concerne la poursuite d'études universitaires, 13,6 % des Autochtones de 25 à 64 ans ayant obtenu un certificat ou un diplôme, comparativement à 32,4 % chez les non-Autochtones¹⁹⁸. Dans les réserves des Premières Nations et les collectivités nordiques, 33,4 % des adultes ont suivi une forme ou une autre d'études postsecondaires¹⁹⁹.

Bien que le taux d'achèvement des études postsecondaires soit élevé au Canada, certaines difficultés systémiques demeurent, notamment les faibles taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires dans les groupes clés, ce qui crée des barrières à l'accès aux études postsecondaires et souligne la nécessité pour les établissements d'enseignement postsecondaire de renforcer leur rôle d'intermédiaire entre les étudiants canadiens et étrangers et le marché du travail. Nombre de ces établissements adoptent toutefois des pratiques innovantes pour être à l'écoute des populations qui connaissent des barrières et pour s'adapter aux nouveaux besoins du marché du travail, comme l'automatisation²⁰⁰. Le financement insuffisant de l'éducation postsecondaire dans les collectivités autochtones est aussi un problème largement reconnu²⁰¹. Ces barrières sont un frein à la formation d'une main-d'œuvre cruciale. Parallèlement à cela, nombre de collectivités autochtones innovent pour mettre en place leurs propres solutions pour répondre à leurs besoins d'éducation postsecondaire et de formation²⁰².

Le taux des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) est un souci croissant, du fait de la pandémie.

Un Canada en croissance doit soutenir et exploiter pleinement les talents et l'énergie de sa jeunesse pour générer une prospérité partagée et atténuer les effets du vieillissement de la population. Le taux de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) permet d'évaluer dans quelle mesure la jeunesse est prête à participer pleinement à la société et à l'économie canadiennes. La réduction, dans une mesure importante, du taux de jeunes NEET est un des Objectifs de développement durable des Nations Unies²⁰³. Le taux NEET a augmenté de 12,6 %, en 2019, à 14,0 %, en 2020, chez les 20 à 24 ans au Canada, en grande partie du fait de la pandémie, ce qui classe ce dernier au 14^e rang parmi 32 pays de l'OCDE en 2020²⁰⁴. Étant donné les effets de la pandémie sur le taux de jeunes NEET et les disparités persistantes entre les groupes clés, l'estimation de la tendance du Canada est passée de « En bonne voie » dans le Tableau de bord national de 2021 à « À améliorer » en 2022.

Bien que le Canada se maintienne au-dessus de la moyenne de l'OCDE, le taux de jeunes NEET y a augmenté plus nettement que dans la plupart des autres pays de l'OCDE pendant la pandémie²⁰⁵. Le Canada avait auparavant enregistré certains progrès ces dernières années. Les perturbations qui ont touché l'éducation, la formation et l'emploi des jeunes, que la pandémie a accentuées et qui se répercutent sur le taux de jeunes NEET, pourraient avoir des effets durables²⁰⁶.

Les taux NEET étaient globalement plus élevés chez les hommes que chez les femmes en 2020.²⁰⁷ Cela s'explique en partie par le nombre accru de jeunes femmes suivant des études postsecondaires, par rapport aux jeunes hommes. Les taux NEET étaient également en hausse dans les populations faisant face à des barrières en 2020. Par exemple, un examen des données NEET canadiennes a révélé non seulement que ce taux avait augmenté chez les femmes immigrantes, mais également que l'écart s'était creusé entre les immigrantes et les non-immigrantes pendant la pandémie.²⁰⁸ Les taux NEET sont aussi restés élevés chez les jeunes Autochtones et les Canadiens racisés de 15 à 29 ans. En septembre et en octobre 2020, cet indicateur était à 20 % chez les jeunes femmes autochtones et à 21 % chez les jeunes hommes autochtones, comparativement à 12 % pour les jeunes femmes non autochtones et 14 % pour les jeunes hommes non autochtones.²⁰⁹ Des tendances comparables ont été observées parmi les Canadiens racisés, bien qu'avec un écart moindre entre les hommes et les femmes.²¹⁰ Par ailleurs, une étude récente a montré que les jeunes adultes qui ont été les plus touchés par les effets de la pandémie sur l'éducation étaient les personnes handicapées, les Canadiens noirs et les Autochtones.²¹¹

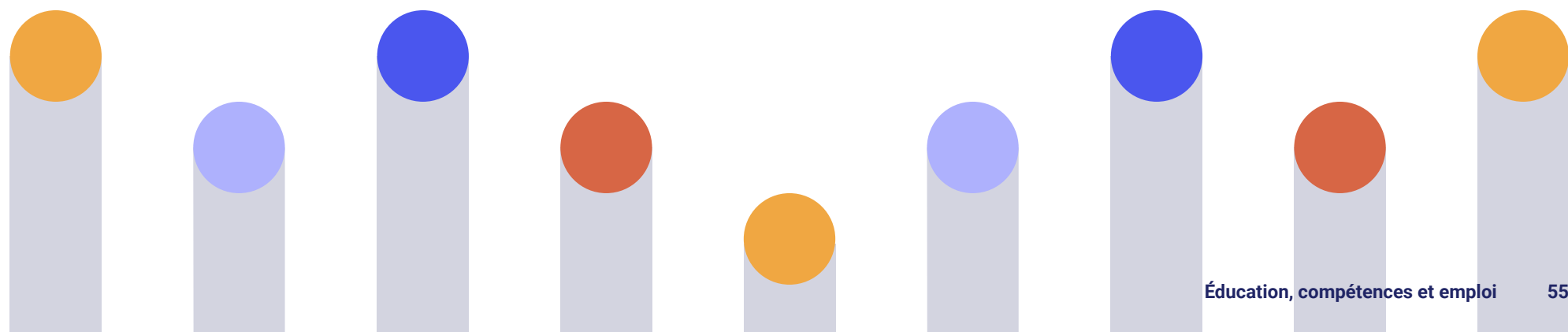
Aider les jeunes NEET à reprendre contact avec l'éducation, la formation ou le marché du travail est considéré comme une priorité mondiale, car on craint de voir les brèves périodes de déscolarisation ou de chômage devenir permanentes.²¹² Ces jeunes courent en outre un risque accru de vivre dans la pauvreté et de connaître des difficultés d'ordre économique et social durables. Les Canadiens qui ont été « NEET » dans leur jeunesse sont également plus susceptibles que les autres d'être en mauvaise santé physique et mentale.²¹³

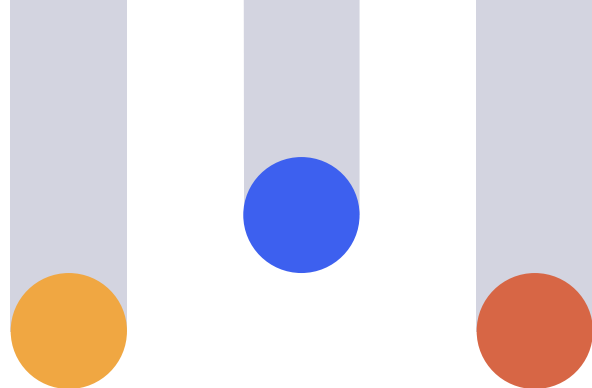
La participation des adultes à des activités de formation est comparativement élevée au Canada, mais il reste encore à améliorer l'accès à la formation.

Avec l'accélération des changements économiques et technologiques, il est de plus en plus important d'aider les Canadiens et les nouveaux arrivants à bénéficier d'une éducation permanente. La formation de la main-d'œuvre est cruciale pour doter le Canada des compétences essentielles requises pour répondre aux besoins du marché du travail et exploiter pleinement le potentiel du capital humain. Cela est encore plus vrai dans le contexte de la pandémie, qui a bouleversé la façon de travailler des individus. Le Canada a établi, ces dernières

années, qu'environ 47 % des Canadiens de 25 à 65 ans suivaient des formations professionnelles, formelles ou non. Ce chiffre est supérieur à la moyenne de l'OCDE (40 %) et classe le Canada parmi les 10 premiers pays de l'OCDE évalués dans l'étude Perspectives de l'OCDE de 2021.²¹⁴

Un sondage mené en 2020 par l'Institut Environics a observé un taux de participation comparable à des activités de formation professionnelle proposées par l'employeur (51 %).²¹⁵ Il révèle toutefois des taux de participation inférieurs chez les travailleurs qui pourraient en avoir le plus besoin, parmi lesquels 20 % seulement de travailleurs sans emploi. Selon le sondage de l'Institut Environics, seuls deux Canadiens sur cinq pensent qu'ils pourraient recevoir une subvention de l'État pour défrayer des coûts de formation visant à améliorer leurs compétences professionnelles.²¹⁶ En 2021, le Centre des Compétences futures du Canada a publié les résultats de son programme de recherche à grande échelle « Parcours Professionnels Adaptables », où il observe que la fragmentation des systèmes d'orientation professionnelle et l'incohérence de l'information sur l'éducation et la formation au Canada sont des problèmes majeurs, alors que les employeurs s'interrogent de plus en plus sur la manière de veiller à la résilience de leur personnel face à l'évolution du marché du travail.²¹⁷



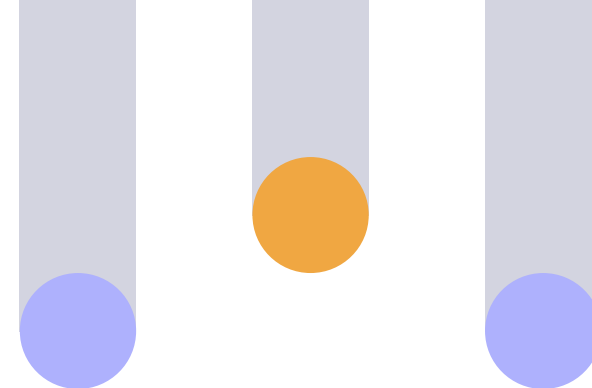
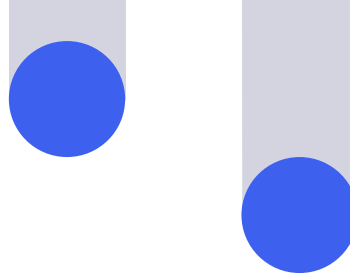


La formation des personnes en âge de travailler nécessite des investissements, du soutien et de la collaboration de la part de différentes parties prenantes. Le gouvernement fédéral reconnaît qu'il est essentiel d'avoir un programme de compétences pour faciliter les changements de carrière, aider les Canadiens à se recycler et servir de socle à un programme axé sur l'innovation à long terme pour le Canada²¹⁸. Les employeurs, les établissements d'enseignement postsecondaire et les fournisseurs de formation jouent tous un rôle essentiel pour préparer les Canadiens à s'adapter aux nouveaux besoins du marché du travail et à obtenir les meilleurs résultats possibles lorsqu'ils travaillent ensemble. Si certaines données montrent que les employeurs canadiens sont plus disposés qu'auparavant à investir dans la formation depuis quelques dernières années,²¹⁹ le Canada accuse toujours un retard sur nombre de pays étrangers en ce qui a trait à la participation des employeurs à la formation des employés. Dans le classement de la compétitivité 2021 de l'International Institute of Management Development, le Canada chute de la 20e place en 2020 à la 28e place en 2021 pour ce qui est du degré de priorité accordé par les dirigeants à la formation des employés²²⁰.

Le taux d'emploi rebondit, mais les principales barrières à l'accès à l'emploi demeurent pour les groupes en quête d'équité les plus durement touchés par la pandémie.

Le taux d'emploi est un indicateur de la vigueur du marché du travail et de la proportion de Canadiens qui travaillent. Une forte participation à l'emploi est indispensable pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer et aux revenus des ménages d'augmenter, pour atténuer les effets du vieillissement de la population et pour générer les recettes fiscales nécessaires pour financer le développement des services essentiels à une population croissante. Avec un taux d'emploi de 70,0 %, le Canada se classait 19e sur 37 pays de l'OCDE en 2020²²¹, après avoir perdu plus de quatre points de pourcentage par rapport à 74,2 % en 2019, du fait de la pandémie. Même si le taux d'emploi du Canada reste supérieur à la moyenne de l'OCDE, il a reculé beaucoup plus que celui des pays de l'OCDE dans leur ensemble au début de la pandémie.

Le taux d'emploi a commencé à rebondir au Canada en 2021 et avait retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie dès septembre. Le taux d'activité, qui englobe les personnes ayant un emploi et celles qui en recherchent un activement, est également revenu



en 2021 à ses niveaux d'avant la pandémie, après avoir gravement chuté au début de la crise²²². Le nombre de Canadiens sans emploi restait toutefois supérieur à celui d'avant la pandémie, de nouvelles vagues de COVID-19 ayant continué de malmener le marché du travail. Par ailleurs, le rebond des chiffres de l'emploi à leurs niveaux d'avant la pandémie ne prend pas en compte la croissance démographique perdue ou la croissance de l'emploi qui se serait produite sans la crise sanitaire²²³. On estime que trois millions de Canadiens aimeraient travailler un plus grand nombre d'heures, mais les données actuelles de Statistique Canada, qui rapporte un taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre de 15%, n'en tiennent pas compte.²²⁴

Les travailleurs qui ont perdu leur emploi ou un nombre important d'heures de travail pendant la pandémie, notamment au début, ont réussi à joindre les deux bouts grâce aux mesures d'urgence mises en place par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pour assurer la sécurité du revenu, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et, plus tard, la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE). Ces aides gouvernementales sans précédent ont joué un rôle essentiel pour garantir les moyens de subsistance et entretenir la confiance du public pendant une période vraiment critique.

Les barrières du marché du travail ont entraîné une baisse des taux d'emploi dans nombre de groupes clés, avant comme pendant la pandémie. En 2016, l'écart de taux d'emploi entre les Autochtones et les non-Autochtones de 15 ans ou plus s'établissait à 8,4 points de pourcentage, avec des taux d'emploi respectifs de 52,1 % et de 60,5 %. Une étude menée par Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations, même si elle porte sur une tranche d'âge différente, montre que le taux d'emploi des adultes de 18 ans ou plus, dans les réserves des Premières Nations et les collectivités nordiques, est de 48,7 %²²⁵. Les femmes tant autochtones que non autochtones ont vu leur taux d'emploi baisser pendant la pandémie, mais celui-ci a mis plus longtemps à se redresser chez les premières.²²⁶

On observe par ailleurs que l'écart de taux d'emploi entre les travailleurs racisés et non racisés s'est creusé pendant la pandémie pour atteindre 6,5 points de pourcentage, contre 6 points précédemment²²⁷. Les immigrants ont aussi particulièrement souffert des effets de la COVID-19. Au début de la pandémie l'écart de taux d'emploi entre les immigrants et les travailleurs nés au Canada était d'environ 1 %. En mai 2020, cet écart avait augmenté au point où les immigrants avaient 4 % plus de chances d'être sans emploi que les travailleurs nés au Canada²²⁸.

L'incidence du *travail peu rémunéré* est élevée et persistante au Canada, ce qui reflète la prévalence des emplois de faible qualité.

La qualité des emplois est un indicateur important de la qualité de vie en même temps qu'un facteur fondamental d'une prospérité partagée, ce qui peut aussi renforcer l'attrait du Canada. S'il existe

différentes manières de définir la notion d'« emploi de qualité », la régularité des heures de travail, les chances de passer d'un emploi temporaire à un emploi permanent et l'accès à des avantages sociaux sont des critères importants à cet égard²²⁹. Selon statistique Canada, il existe une corrélation entre un faible niveau de rémunération et les caractéristiques d'un emploi de piètre qualité²³⁰. Depuis quelques décennies, les disparités salariales ont entraîné une croissance des hauts revenus et une stagnation des revenus faibles et intermédiaires, ce qui a contribué à creuser les inégalités de revenus et à réduire les accès aux chances et la mobilité sociale²³¹.

L'OCDE définit un bas salaire comme étant un salaire inférieur aux deux tiers du salaire médian. Selon cette définition, 20,7 % des travailleurs canadiens recevaient un bas salaire en 2019, ce qui représente une incidence élevée d'emplois peu rémunérés par rapport aux autres pays de l'OCDE (le Canada se classait 15e sur les 16 pays de l'OCDE ayant communiqué leurs chiffres en 2019)²³². On observe depuis quelques années une certaine diminution du travail peu rémunéré au Canada, qui représentait 22,5 % des emplois en 2014. Ce nombre reste toutefois supérieur à celui de la moyenne de l'OCDE (13,9 % en 2019).

On considère généralement comme un emploi d'excellente qualité un poste à temps plein offrant une sécurité d'emploi, un salaire élevé et des avantages sociaux. Les emplois précaires ont connu un essor important au Canada et dans nombre de pays de l'OCDE ces dernières années. La proportion de travailleurs à la demande – une forme de travailleur à statut précaire – a augmenté de 5,5 % en 2005 à 8,2 % en 2016²³³. Si l'emploi temporaire a quelque peu reculé au Canada, sa

part reste supérieure à la moyenne de celle des pays de l'OCDE²³⁴. La proportion de travailleurs rémunérés participant à un régime de pension agréé a également baissé régulièrement depuis une vingtaine d'années²³⁵.

Les premiers temps de la pandémie et les mesures de santé publique associées ont durement touché les travailleurs à bas salaires, qui ont connu de nombreuses mises à pied²³⁶. Dans le même temps, les niveaux de salaire augmentaient chez les travailleurs à haut revenu²³⁷. Les personnes racisées sont plus susceptibles d'occuper des postes à bas salaire, un travailleur racisé canadien gagnant en moyenne 87,4 cents quand un travailleur non racisé canadien gagne un dollar²³⁸.

En octobre 2021, les salaires avaient globalement augmenté d'environ 5 % sur deux ans au Canada²³⁹. La menace pour la capacité opérationnelle de nombreux employeurs causée par la multiplication des offres d'emploi a conduit à s'interroger un peu partout sur la nécessité d'augmenter les salaires pour attirer et conserver les travailleurs les moins rémunérés. Cependant, les hausses de la demande de main-d'œuvre ne se sont jusqu'ici pas traduites, dans de nombreux secteurs d'activité canadiens, par une hausse des salaires, ceux-ci n'ayant, par exemple, que peu bougé dans le secteur de l'hébergement et des services alimentaires²⁴⁰.

Aide aux enfants et aux familles

Aperçu:

- | L'utilisation des **services de garde** demeure faible, mais l'accès pourrait être amélioré grâce à la mise en œuvre d'un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- | Le recours aux **congés parentaux** pourrait être amélioré et servirait mieux les familles s'il fonctionnait de façon harmonieuse avec les services de garde.
- | Le **taux d'emploi** des mères a souffert de la pandémie et est un facteur essentiel pour la reprise économique.
- | Le Canada a fait des progrès dans la lutte contre la **pauvreté infantile**, mais des risques importants pèsent sur les gains futurs.
- | Le Canada accusait du retard sur le plan du **bien-être des jeunes** lorsque la pandémie s'est déclarée, et la COVID-19 a accentué les difficultés.



Le lien avec la population

Apporter des améliorations ambitieuses aux politiques en faveur des enfants et des familles, comme les politiques relatives à l'éducation préscolaire et aux services de garde des jeunes enfants, peut aider les Canadiens à assumer leurs décisions quant à la taille de leur famille. Adéquatement planifié, un système robuste d'aide aux enfants et aux familles peut permettre aux femmes, en particulier, de travailler, d'être une bonne source de main-d'œuvre, de contribuer à la croissance du PIB, d'aider les familles à se relever de la pandémie et faire du Canada une destination de choix pour les immigrants potentiels. Les services de garde sont un service essentiel pour les mères nouvellement arrivées, car ils peuvent leur donner le loisir d'apprendre l'anglais ou le français, de suivre des formations ou de participer à des activités d'éducation, et de trouver ainsi des emplois de qualité pour aider leur famille à s'adapter parfaitement à la vie au Canada. Un système accessible et fiable d'aide aux enfants et aux familles est essentiel pour favoriser le bien être des enfants et de la jeunesse et joue un rôle important dans leur développement et leur réussite future.

Le contexte actuel

Les difficultés auxquels font face les enfants et leur famille se sont accentuées ces deux dernières années, depuis le début de la pandémie. Les perturbations au travail, à l'école et dans la vie sociale ont engendré un stress extrême, particulièrement amplifié chez les femmes, les personnes en âge de travailler de 25 à 54 ans, les membres de la communauté LGBTQ2+ et les personnes vivant avec des enfants²⁴¹. Si les familles ont pu compter sur des traits de caractères individuels comme la résilience parentale pour s'en sortir, elles ont aussi bénéficié de soutiens extérieurs, qu'ils aient pris la forme de politiques ou de changements dans les pratiques, qui ont aussi joué un rôle majeur²⁴².

Les politiques publiques canadiennes ont connu des évolutions importantes au cours de l'année passée, afin d'offrir un meilleur soutien aux familles. C'est notamment le cas avec l'engagement de transformer les services de garde par la création à la grandeur du Canada d'un système d'« apprentissage et de garde des jeunes enfants » (AGJE) et la signature d'accords entre le fédéral et les provinces pour sa mise en œuvre. Certaines mesures d'aide de soutien au revenu ont également été prises à l'intention des familles pendant la pandémie, comme le supplément à l'allocation canadienne pour enfants (ACE) du gouvernement fédéral ou différentes aides provinciales à la sécurité du revenu. En janvier 2020 est entrée en vigueur une loi rédigée conjointement par le gouvernement du Canada, les peuples autochtones, les provinces et les territoires, qui vise à permettre aux peuples autochtones d'exercer une autorité sur les services aux enfants et aux familles. Bien que beaucoup de travail reste à faire, sa mise en œuvre a

Indicateur



Pertinence



Situation actuelle au Canada



Cible



Tendances pour le Canada

Utilisation des services de garde

Des systèmes d'éducation préscolaire et de garde de qualité peuvent contribuer à améliorer le développement des compétences, le bien-être et l'apprentissage chez l'enfant. Ils peuvent aussi aider les parents, notamment les mères, à entrer ou à revenir sur le marché du travail. Ils peuvent aussi avoir une incidence sur le nombre d'enfants que les Canadiens choisissent d'avoir.

Le Canada comptait, en 2020, **52,2 % d'enfants de 0 à 5 ans** fréquentant un une forme ou une autre de service de garde extérieur à la famille immédiate (à l'exclusion de l'école maternelle).

Augmenter les niveaux d'utilisation des services d'éducation préscolaire et de garde.

À améliorer

L'utilisation des services d'éducation préscolaire et de garde a baissé entre 2019 et 2020, du fait des importantes perturbations causées par la pandémie. Le gouvernement fédéral a toutefois pris des mesures importantes en 2021, en partenariat avec les provinces et les territoires, pour renforcer le système des services de garde dans les années à venir, les rendre plus accessibles et plus abordables et en améliorer la qualité. En conséquence, nous avons relevé cet indicateur de « En retard » en 2021 à « À améliorer » cette année.

Utilisation des congés parentaux

Les congés parentaux favorisent un développement harmonieux de l'enfant et améliorent la qualité de vie de toute la famille. Un système de congé parental rémunéré efficace peut aider les nouveaux parents, et surtout les mères, à mettre leur carrière entre parenthèses tout en bénéficiant de la sécurité de l'emploi et d'une aide financière. Des options de congés accessibles et bien pensées peuvent aussi avoir une incidence sur le nombre d'enfants que les Canadiens choisissent d'avoir.

Quelque **87,9 % des femmes nouvellement mères ayant droit à l'assurance-emploi et vivant au Canada (à l'exception du Québec)** ont déclaré avoir reçu des prestations de maternité ou des prestations parentales en 2019.

Augmenter la tendance à l'utilisation des congés parentaux par les mères (hors Québec).

À améliorer

Bien que l'on ait observé une hausse de l'utilisation des congés parentaux au Canada (hors Québec) en 2019, la tendance à généralement été à la baisse ces dernières années. De plus, cette hausse s'est produite chez des mères qui avaient des emplois réguliers et cotisaient ainsi à l'assurance-emploi. Lorsque l'on prend en compte toutes les mères, plutôt que les 74,2 % qui ont un emploi assurable, le taux d'utilisation des congés parentaux baisse nettement. Le Québec offre un système de congés parentaux plus généreux, qui se traduit par un taux d'utilisation supérieur dans la province. On prévoit que l'écart entre l'utilisation des congés parentaux chez les ménages à faible revenu et ceux à revenu élevé se creusera encore davantage pendant la pandémie, y compris pour les familles racisées, immigrantes et autochtones.

Indicateur



Pertinence



Situation actuelle au Canada



Cible



Tendances pour le Canada

Taux d'emploi des mères

Le taux d'emploi des mères est un facteur clé du progrès social et économique au Canada; un taux élevé est essentiel pour relever les défis engendrés par le vieillissement de la population active, bâtir la prospérité à long terme et se remettre de la COVID-19.

Le Canada se classait **au 12^e rang des 36 pays de l'OCDE** au chapitre du taux d'emploi des mères en 2019.

Le **taux d'emploi des mères s'établissait à 76,8 %** au Canada.

Les **10 pays** de l'OCDE affichant les taux d'emploi des mères les plus élevés.

Seuil : L'Autriche occupait le 10^e rang du classement de l'OCDE en 2019, avec un **taux d'emploi des mères de 77,6%**.

À améliorer

Le Canada était sous sa cible de taux d'emploi des mères en 2019. La pandémie a entraîné un nombre important de pertes d'emploi et d'heures travaillées pour les femmes, ce qui a retardé les progrès vers plus d'équité dans le marché du travail et pourrait avoir une incidence sur l'emploi des mères dans les années à venir. Les taux d'emploi des mères peuvent varier selon l'âge des enfants (ils tendent à être plus bas lorsque les enfants sont en bas âge), ainsi que selon le niveau d'éducation et le lieu de naissance. Les efforts renouvelés du Canada pour mettre sur pied un système d'éducation préscolaire et de services de garde à la grandeur du pays pourraient faire progresser cet indicateur.

Pauvreté infantile

La pauvreté infantile peut avoir des conséquences néfastes sur les enfants à long terme et constituer un obstacle à leur développement. Le taux de pauvreté infantile au Canada reflète la qualité du niveau de vie des familles.

9,7 % des Canadiens de moins de 18 ans vivaient dans des familles à faible revenu en 2019.

Réduire progressivement la pauvreté infantile au Canada jusqu'à l'éradiquer, conformément à l'objectif du gouvernement canadien.

En bonne voie

Le Canada a continué d'enregistrer des progrès dans la réduction de la pauvreté infantile en 2019. Certains signes indiquent que les prestations d'aide d'urgence pourraient avoir contrebalancé une hausse potentielle de la pauvreté liée à la pandémie, mais le risque de voir les taux de pauvreté infantile augmenter dans les années à venir est toujours présent. Les enfants racisés et autochtones, de même que les enfants de familles monoparentales, sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les autres enfants canadiens. La pauvreté infantile est considérée comme une des 10 principales menaces pour l'enfance par les grands défenseurs de la cause.

Indicateur



Pertinence

Bien-être des jeunes

Le bien-être des enfants et des jeunes est une condition fondamentale de leur développement, de leur santé, de leur réussite et de leur qualité de vie futurs. C'est un aspect crucial de la capacité du Canada à préparer les jeunes à participer pleinement à la société et à l'économie et de l'attrait que peut avoir le pays pour les personnes qui souhaitent y élever une famille.



Situation actuelle au Canada

Le Canada se classait **26^e parmi 32 pays de l'OCDE** sur le plan du bien être des jeunes en 2018.

Quelque **8,9% des étudiants canadiens déclaraient éprouver constamment un sentiment de tristesse** en 2018.



Cible

Les **10 premiers pays** de l'OCDE sur la question du bien être des jeunes.

Seuil : La Slovénie se classait au 10^e rang des pays de l'OCDE en 2018, avec **5 % d'étudiants se déclarant constamment tristes**.



Tendances pour le Canada

En retard

Même avant la pandémie, le Canada comptait une proportion élevée, par rapport aux autres pays de l'OCDE, d'étudiants déclarant éprouver constamment de la tristesse. Les enfants de ménages à faibles revenus et d'autres populations vulnérables ont eu plus tendance que les autres à connaître des problèmes de santé mentale pendant la pandémie.



Analyse

L'utilisation des **services de garde** demeure faible, mais l'accès pourrait être amélioré grâce à la mise en œuvre d'un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.

De bons systèmes d'éducation préscolaire et de garde de grande contribuent à améliorer le développement des compétences, le bien-être et l'apprentissage de l'enfant et favorise une plus forte participation des parents au marché du travail, en particulier pour les mères. Cela représente un élément essentiel à la reprise économique dans le sillage de la COVID-19. En outre, selon le Fonds des Nations Unies pour la population, l'accès à des services de garde d'enfants de qualité et abordables est indispensable pour maintenir des taux de fécondité élevés²⁴⁴. Un système universel d'apprentissage et de garde des jeunes enfants peut avoir des répercussions économiques importantes. Selon les projections, celui-ci pourrait faire passer le PIB annuel de 63 milliards de dollars à 107 milliards de dollars²⁴⁵. L'accès à une éducation de qualité pour tous les jeunes enfants est l'un des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

En 2020, le taux d'utilisation des services de garde réglementés ou non réglementés (en dehors de la famille immédiate, à l'exclusion du gardiennage ou de la maternelle) pour les enfants de moins de cinq ans était de 52,2 %²⁴⁶. Il s'agit d'une baisse par

rapport à 2019 (59,9 %)iii. Les données montrent que l'utilisation des services de garde a été grandement touchée par la pandémie. Parmi les parents qui ont eu recours à des services de garde pendant la pandémie, 2 sur 5 ont signalé avoir eu des difficultés à trouver des services de garde²⁴⁷. Les taux d'utilisation ont varié d'une région à l'autre du pays en 2020. Les taux les plus élevés ont été observés au Québec (qui a lancé un programme universel de garde d'enfants dans les années 1990) et dans les provinces de l'Atlantique, alors que les taux les plus faibles ont été recensés en Alberta, en Ontario et au Nunavut²⁴⁸. Une étude des frais de garde d'enfants dans les villes canadiennes a révélé que les villes à l'extérieur du Québec ont signalé une diminution d'au moins 10 % d'enfants en service de garde à l'automne 2020 comparativement à février 2020, certaines villes ayant connu des baisses de 20 % ou plus²⁴⁹. Au Québec, la baisse des inscriptions a été plus faible dans les centres financés par l'État où les frais sont peu élevés²⁵⁰.

Bien que la prestation de services de garde ait été fortement touchée par la pandémie, le gouvernement fédéral a pris des mesures importantes en 2021 et a conclu des ententes avec les provinces et les territoires pour commencer à bâtir un ambitieux système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Ce plan pourrait grandement améliorer le système de garde d'enfants du Canada, même si sa mise en œuvre prendra de nombreuses années et ne peut être tenue pour acquise. Le plan pancanadien vise à accroître l'abordabilité des services de garde d'enfants, à accroître le nombre de places en mettant l'accent sur le secteur des

iii. Il y a des limites aux méthodes utilisées pour mesurer l'apprentissage et la garde des jeunes enfants au Canada. L'Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ne dresse pas un tableau complet de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants au Canada, car elle n'inclut pas la maternelle et ne donne pas les données complètes sur le nombre d'enfants pris en charge par des établissements réglementés. Le nouveau plan canadien offre la possibilité d'améliorer la collecte de données afin de dresser un tableau plus clair de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants au Canada.

services sans but lucratif et à améliorer la qualité des services en mettant l'accent sur la main-d'œuvre grâce à des investissements proposés totalisant 27,2 milliards de dollars sur cinq ans²⁵¹.

L'abordabilité et la qualité des services de garde sont essentielles à leur utilisation. En 2020, parmi les parents qui n'ont pas eu recours aux services de garde et qui ont déclaré avoir de la difficulté à trouver des services de garde, 59 % ont déclaré que la difficulté était liée à l'abordabilité des services de garde²⁵². Au Canada, les frais de garde d'enfants varient considérablement de région en région. En 2020, les frais mensuels médians pour les nourrissons en garderie variaient de 181 \$ dans plusieurs villes du Québec à 1 866 \$ à Toronto²⁵³. L'un des principaux objectifs du nouveau plan pancanadien est de réduire les frais de garde d'enfants dans les établissements réglementés de 50 % d'ici la fin de 2022 et de les ramener à 10 \$ par jour d'ici cinq ans²⁵⁴. Le revenu familial est un facteur important de l'utilisation des services de garde d'enfants : les familles à faible revenu sont 20 % moins susceptibles d'avoir recours à des services de garde d'enfants non parentaux.²⁵⁵

De plus, la qualité des services de garde d'enfants dans le Canada est liée à la qualité du travail des employés des garderies. La réglementation des services de garde est importante pour la qualité, mais aussi pour la santé et la sécurité de base²⁵⁶. Toutefois, les places en établissements réglementés sont trop limitées pour répondre à la demande des parents. En 2019, le Canada comptait des places en garderie réglementées pour un peu plus du quart des enfants (26,9 % des enfants de zéro à cinq ans)²⁵⁷. Le plan pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants vise à transformer le système pour

permettre à tous les parents d'avoir accès à des services de garde de qualité et abordables partout au pays²⁵⁸.

Le recours aux congés parentaux pourrait être amélioré et appuierait mieux les familles s'il fonctionnait de façon harmonieuse avec les services de garde.

Les congés parentaux payés sont conçus pour protéger la santé de la mère et de son enfant, permettre au parent de prendre soin de son enfant pendant les premiers mois de sa vie et soutenir les emplois qui favorisent l'égalité des sexes. Pour soutenir la croissance future de l'indice de fécondité, le Canada a besoin d'un système de congés parentaux qui soit en harmonie avec son système de garde d'enfants, de manière à offrir aux parents la certitude que leurs besoins en matière de congé et de soins seront satisfaits²⁵⁹. Seulement 74 % des nouvelles mères en dehors du Québec ont un emploi « assurable » traditionnel qui les rend potentiellement admissibles à un congé²⁶⁰. Parmi celles-ci, 87,9 % ont reçu des prestations en 2019²⁶¹. Il s'agit d'une augmentation de 2,5 points de pourcentage par rapport à 2018. Une évaluation des données de 2017 a révélé que seulement 65 % de toutes les nouvelles mères, y compris celles qui n'occupent pas un emploi assurable, ont reçu des prestations parentales à l'extérieur du Québec²⁶².

Le Québec a sa propre approche en matière de congés parentaux. Le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), qui à plusieurs égards est plus généreux que ce qui est offert dans le reste du Canada, présente un taux d'utilisation plus élevé que

dans le reste du pays. En 2019, 97,2 % des mères ayant un emploi assurable ont reçu des prestations du RQAP²⁶³. L'évaluation des données de 2017 a révélé que 89 % de toutes les mères au Québec avaient reçu des prestations parentales²⁶⁴. Le régime de congés parentaux du Québec prévoit des critères d'admissibilité plus accessibles en fonction du revenu et de l'inscription obligatoire des travailleurs autonomes²⁶⁵. Il verse également des prestations considérablement plus élevées que le reste du Canada²⁶⁶. De plus, le système du Québec permet une grande utilisation des congés de paternité, ce qui peut contribuer à l'égalité des sexes au travail et à la maison et faciliter l'établissement des relations père-enfant. Il existe un écart important entre le Québec et le reste du Canada en ce qui a trait à l'utilisation des congés parentaux par les conjoints des nouvelles mères (en majorité des hommes) : 85,6 % au Québec comparativement à 20,5 % dans le reste du Canada en 2019²⁶⁷.

En dehors du Québec, les régimes de congés parentaux actuels au Canada présentent des problèmes d'admissibilité et des taux de prestations relativement faibles. Pour avoir accès à un congé parental, il faut habituellement avoir travaillé 600 heures au cours de l'année précédente. Cependant, le gouvernement fédéral a temporairement abaissé les critères d'admissibilité à 420 heures en raison de la pandémie²⁶⁸. De plus, les taux de prestations ne dépassent pas 55 % du revenu gagné, et le plafond est inférieur à celui du Québec²⁶⁹, bien que des recherches internationales indiquent qu'un taux d'au moins 70 % serait plus efficace pour encourager les parents, en particulier les pères, à prendre congé²⁷⁰. Ces facteurs empêchent les familles à faible revenu d'avoir accès au congé parental, en particulier celles qui vivent une situation d'emploi précaire ou qui

travaillent à leur compte²⁷¹. On prévoit que l'écart entre l'utilisation des congés parentaux chez les ménages à faible revenu et ceux à revenu élevé se creusera encore davantage pendant la pandémie, y compris pour les familles racisées, immigrantes et autochtones²⁷².

Il est essentiel d'offrir un meilleur accès au congé parental à toutes les mères, peu importe leur revenu, leur race, leur appartenance à un peuple autochtone, leur statut d'immigrante ou leur lieu de résidence au Canada, afin de créer un régime intégré de congés parentaux pour les services de garde pouvant profiter aux familles canadiennes et à l'avenir du Canada.

Le taux d'emploi des mères a souffert de la pandémie et est essentiel à la reprise économique.

Le taux d'emploi des mères est un facteur clé du progrès social et économique au Canada; un taux élevé est essentiel pour relever les défis engendrés par le vieillissement de la population active, bâtir la prospérité à long terme et se remettre de la COVID-19. La contribution économique et sociale des femmes a été un élément essentiel du succès du Canada et sera essentielle à la reprise économique du pays²⁷³. L'augmentation de la participation des femmes au marché du travail au cours des dernières décennies a contribué à l'augmentation de la productivité et à la réduction des inégalités salariales, en plus de permettre aux enfants et aux familles de s'épanouir²⁷⁴. Au cours des 40 dernières années, l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail a représenté environ le tiers de la croissance du PIB réel par habitant au Canada²⁷⁵. Cependant, même avant la pandémie, il y avait des obstacles à l'emploi en raison d'un manque

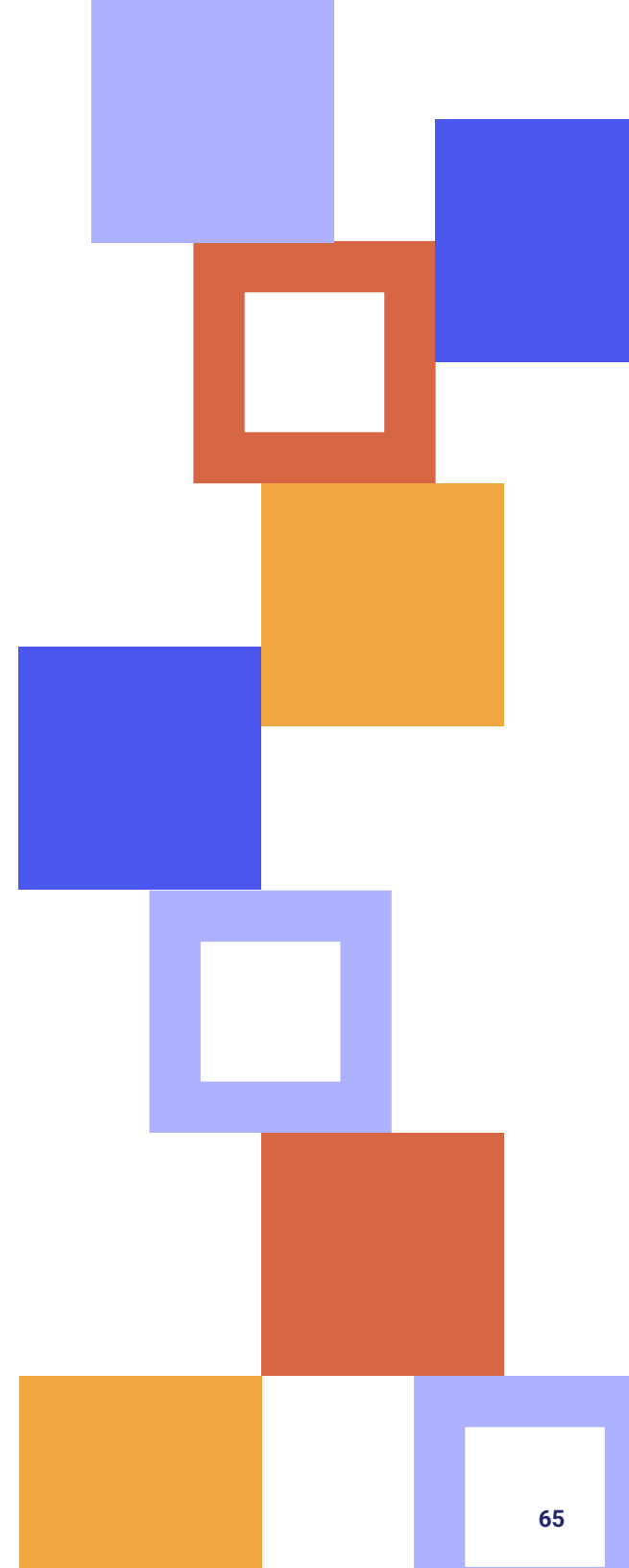
de soutien pour les mères, ainsi que des préjugés. En 2019, le Canada s'est classé 12e sur 36 pays de l'OCDE pour ce qui est du taux d'emploi des mères ayant des enfants de 0 à 17 ans, avec un taux de 76,8 %²⁷⁶.

Les taux d'emploi des mères varient selon :

- | L'âge de l'enfant : Au Canada, en 2019, le taux d'emploi des mères dont l'enfant le plus jeune était âgé de 0 à 5 ans (71,1 %) était inférieur à celui des mères dont l'enfant le plus jeune était âgé de 6 ans et plus (81,4 %)²⁷⁷;
- | Niveau de scolarité : Au Canada, en 2019, le taux d'emploi des mères d'enfants âgés de 0 à 17 ans et qui avaient un faible niveau de scolarité était de 42,4 %²⁷⁸;
- | Lieu de naissance : Dans les pays de l'OCDE, les mères immigrées sont moins susceptibles d'avoir un emploi²⁷⁹.

Avant la pandémie, les femmes qui devenaient mères subissaient déjà des pertes de revenus importantes comparativement aux hommes ayant des enfants et aux femmes sans enfants²⁸⁰. Cela signifie que les obstacles associés au fait d'avoir des enfants limitent les contributions économiques et sociales que les femmes peuvent faire.

Pendant la pandémie, les mères ont dû relever des défis en matière d'emploi parce qu'elles s'occupaient simultanément de leurs enfants tout en travaillant de plus en plus à la maison. La tâche de s'occuper des enfants retombait souvent de façon disproportionnée sur les femmes. Parmi les parents qui ont eu recours à des services de garde d'enfants et qui ont signalé des difficultés, 36 % ont déclaré avoir dû modifier leur horaire de travail et 31 % ont déclaré avoir réduit leurs heures de travail²⁸¹. Cela a mis en évidence la



nécessité d'améliorer le système de garde d'enfants au Canada et a donné l'élan nécessaire pour créer un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.

Bien qu'il y ait eu une certaine reprise en 2021 — selon certains rapports, les taux d'emploi de septembre 2021 étaient semblables à ceux de septembre 2019 pour les mères dont l'enfant le plus jeune était âgé de moins de 13 ans²⁸² — les mères retournant au travail après la levée des mesures de santé publique associées à la pandémie pourraient être confrontées à un écart de rémunération prolongé et à des reculs importants sur les progrès en matière d'égalité des dernières décennies²⁸³. De plus, les femmes racisées étaient plus susceptibles d'être au chômage pendant les efforts de reprise associés à la pandémie que les femmes non racisées²⁸⁴.

Le Canada a fait des progrès dans la lutte contre la **pauvreté infantile**, mais les progrès futurs font face à des risques importants.

À long terme, la pauvreté infantile peut avoir un effet négatif sur les enfants, et le taux de pauvreté infantile au Canada reflète la qualité de la société que le Canada est en train de bâtir. Les enfants vivant dans la pauvreté sont plus à risque de se maintenir dans cette situation à l'âge adulte. C'est en partie la raison pour laquelle la communauté mondiale a établi un Objectif de développement durable des Nations Unies pour réduire la pauvreté dans le monde²⁸⁵. La pauvreté limite les possibilités d'un trop grand nombre d'enfants au Canada. En 2019, 9,7 % des Canadiens de moins de 18 ans vivaient

sous le seuil de pauvreté officiel du Canada, aussi appelé la « mesure du panier de consommation »²⁸⁶. Cela représente une légère diminution du taux de pauvreté par rapport aux 10,8 % observés l'année précédente²⁸⁷. Certains préfèrent calculer le taux de pauvreté au moyen de la mesure de faible revenu, qui montre cependant des progrès plus modestes^{iv}.

La pauvreté a été désignée comme l'une des 10 principales menaces pour l'enfance en 2021 par Les enfants d'abord Canada, avec des taux particulièrement élevés pour les enfants des Premières Nations vivant dans les réserves et les enfants racisés²⁸⁸. Les enfants vivant dans un ménage où la mère est monoparentale étaient beaucoup plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que les enfants des familles biparentales, soit 29,8 % comparativement à 7,2 % selon les données de 2019 (calcul à partir de la mesure du panier de consommation)²⁸⁹. De plus, selon les données du recensement de 2016, les immigrants de 0 à 17 ans étaient beaucoup plus susceptibles de vivre dans une situation de revenu faible (32,2 %) que les non-immigrants (15,4 %) selon la mesure de faible revenu après impôt (MFR-ApI)²⁹⁰. Il y a aussi des différences importantes dans les taux de pauvreté chez les enfants selon l'endroit où ils vivent au Canada, ces taux étant particulièrement élevés au Manitoba, en Saskatchewan et au Nunavut²⁹¹.

L'Allocation canadienne pour enfants (ACE), instaurée en 2016 et augmentée pendant la pandémie, a contribué à réduire la pauvreté infantile²⁹². Cependant, un rapport de 2021 sur la pauvreté infantile publié par Campaign 2000 a révélé que la pauvreté s'est aggravée pour beaucoup d'enfants au Canada en 2019 par rapport aux années précédentes,

les personnes vivant dans la pauvreté s'éloignant de plus en plus du seuil de pauvreté²⁹³. Cela signifie que de nombreuses familles étaient déjà confrontées à des défis importants avant le début de la pandémie. Bien que toutes les données ne soient pas encore disponibles et que l'incidence de la pandémie sur le taux de pauvreté infantile reste encore à déterminer, certaines données indiquent que les prestations associées à la pandémie ont atténué l'impact négatif des pertes de revenu d'emploi pour de nombreux ménages²⁹⁴.

Le gouvernement fédéral s'est fixé comme objectif de réduire la pauvreté au Canada de 50 % d'ici 2030 (par rapport au taux 2015) dans le cadre d'un effort global visant à mettre fin à la pauvreté, conformément aux Objectifs de développement durable des Nations Unies²⁹⁵. Il est important de veiller à ce que la pauvreté infantile demeure une priorité pour faciliter la reprise économique du Canada et le projet global de bâtir un Canada prospère qui croît en population et continuera de croître dans l'avenir.

Le Canada est entré dans la pandémie en retard sur le plan du **bien-être des jeunes**, et la COVID-19 a exacerbé ces défis.

Le bien-être des jeunes est essentiel à leur développement, à leur santé, à leur réussite et à leur qualité de vie futurs. Leur bien-être est essentiel afin que le Canada soit capable de préparer les jeunes à participer pleinement à notre société et à notre économie, et afin de rendre le Canada attrayant pour ceux qui souhaitent y élever une famille.

iv. Le taux de pauvreté infantile au Canada est plus élevé lorsqu'on utilise d'autres mesures que la mesure du panier de consommation. Par exemple, il était de 11,4 % en 2019 selon la mesure de faible revenu après impôt (MFR-ApI).

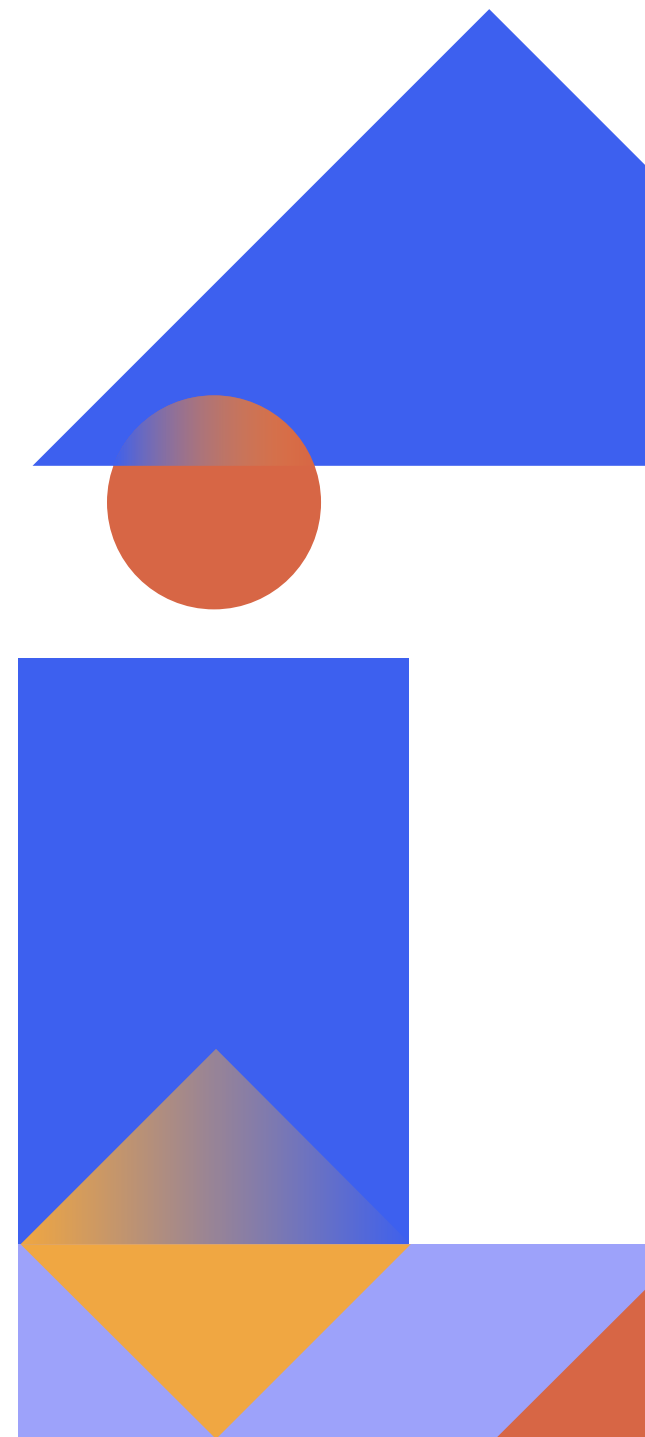
Le bien-être des jeunes peut être évalué de multiples façons, notamment par l'évaluation de leur santé mentale. En 2018, 9 % des élèves canadiens de 15 ans ont déclaré être toujours tristes, classant le Canada 26e sur 32 pays de l'OCDE²⁹⁶. La moyenne de l'OCDE était de 6 %, tandis que les pays les mieux notés affichaient des niveaux beaucoup plus faibles, à 3 %. En même temps, la proportion d'étudiants au Canada qui ont déclaré être parfois ou toujours heureux était plus élevée que la moyenne de l'OCDE (93 % comparativement à 91 %). Toutefois, les élèves désavantagés sur le plan socioéconomique étaient moins susceptibles de faire état de sentiments positifs²⁹⁷.

L'UNICEF a également constaté des difficultés pour le Canada dans son bilan sur le bien-être des enfants^v, le Canada étant passé du 10e au 30e rang entre 2010 et 2020²⁹⁸. Pour plus de la moitié des indicateurs de l'UNICEF en la matière, le Canada se situait sous la moyenne en 2020²⁹⁹. Une enquête de 2019 sur les enfants et les jeunes a révélé que 17 % des jeunes de 15 à 17 ans ont déclaré des niveaux de santé mentale faibles ou moyens, et que les filles ont déclaré des niveaux plus élevés de problèmes de santé mentale que les garçons³⁰⁰. Les faibles niveaux de santé mentale étaient associés à un rendement scolaire inférieur et peuvent avoir des répercussions durables sur les compétences sociales et le développement. Dans le tout premier Rapport sur l'état de la jeunesse du Canada, publié en 2021, les jeunes Autochtones, Inuits et Noirs ont déclaré des niveaux de satisfaction moins élevés à l'égard de la vie. De plus, une proportion nettement plus faible de jeunes Autochtones, des Premières

Nations, des Métis et des Inuits ont déclaré avoir un bon état de santé global³⁰¹. C'est ainsi que certains jeunes sont entrés dans la pandémie.

La pandémie a eu un effet particulièrement néfaste sur le bien-être des jeunes et a exacerbé les défis pour ceux qui étaient déjà aux prises avec des problèmes de santé mentale. En mai 2020, 27 % des jeunes de 15 à 24 ans ont déclaré des niveaux modérés à graves d'anxiété, une proportion plus élevée que celle des groupes plus âgés³⁰². Les enfants des ménages à faible revenu et d'autres populations vulnérables étaient plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé mentale pendant la pandémie³⁰³. La mauvaise santé mentale, le racisme systémique et la discrimination figuraient parmi les principales menaces à l'enfance identifiées par Les enfants d'abord Canada en 2020³⁰⁴. Il est important de tenir compte de la santé mentale des jeunes dans d'autres politiques clés sur l'économie et le marché du travail afin que les jeunes soient bien soutenus dans leur transition vers des études supérieures, des emplois ou des formations plus poussées, compte tenu des obstacles auxquels ils ont été confrontés au cours des dernières années. Cela est particulièrement vrai pour les jeunes confrontés à plusieurs obstacles.

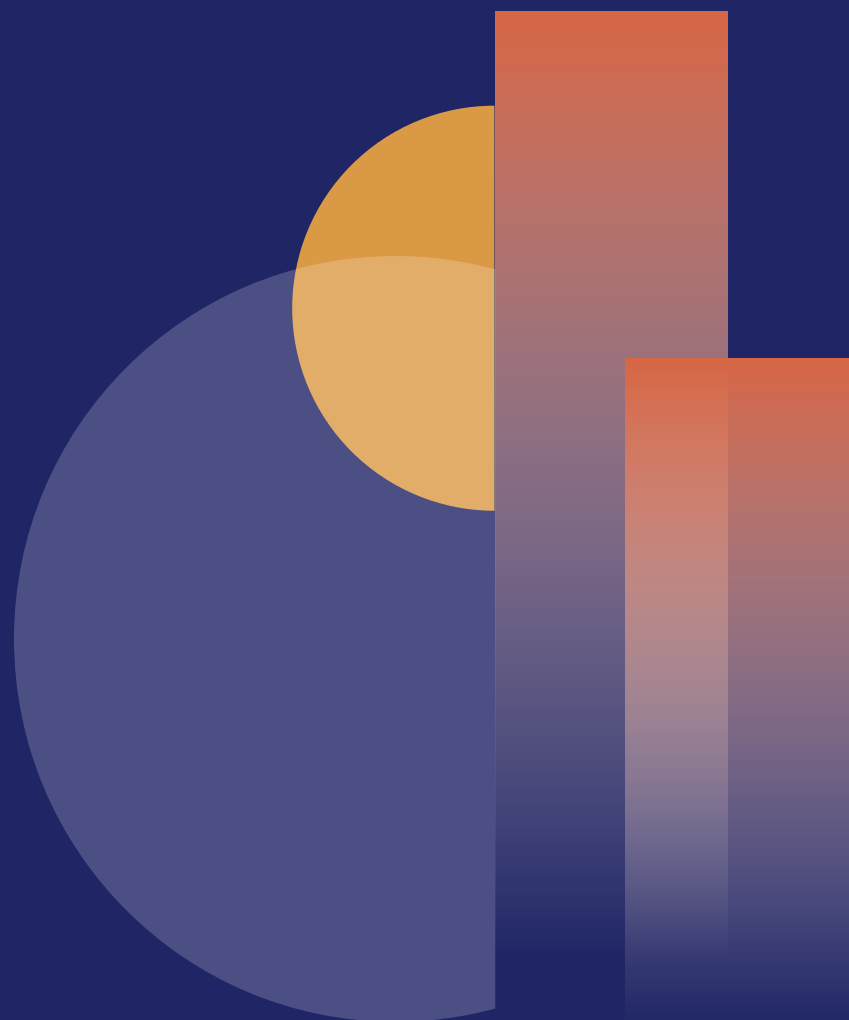
v. Les mesures du bien-être des enfants prises par l'UNICEF varient généralement dans chaque bilan, ce qui a une incidence sur la comparabilité directe. Cependant, l'UNICEF a noté que de nombreux indicateurs restent cohérents et que des tendances globales peuvent être observées.

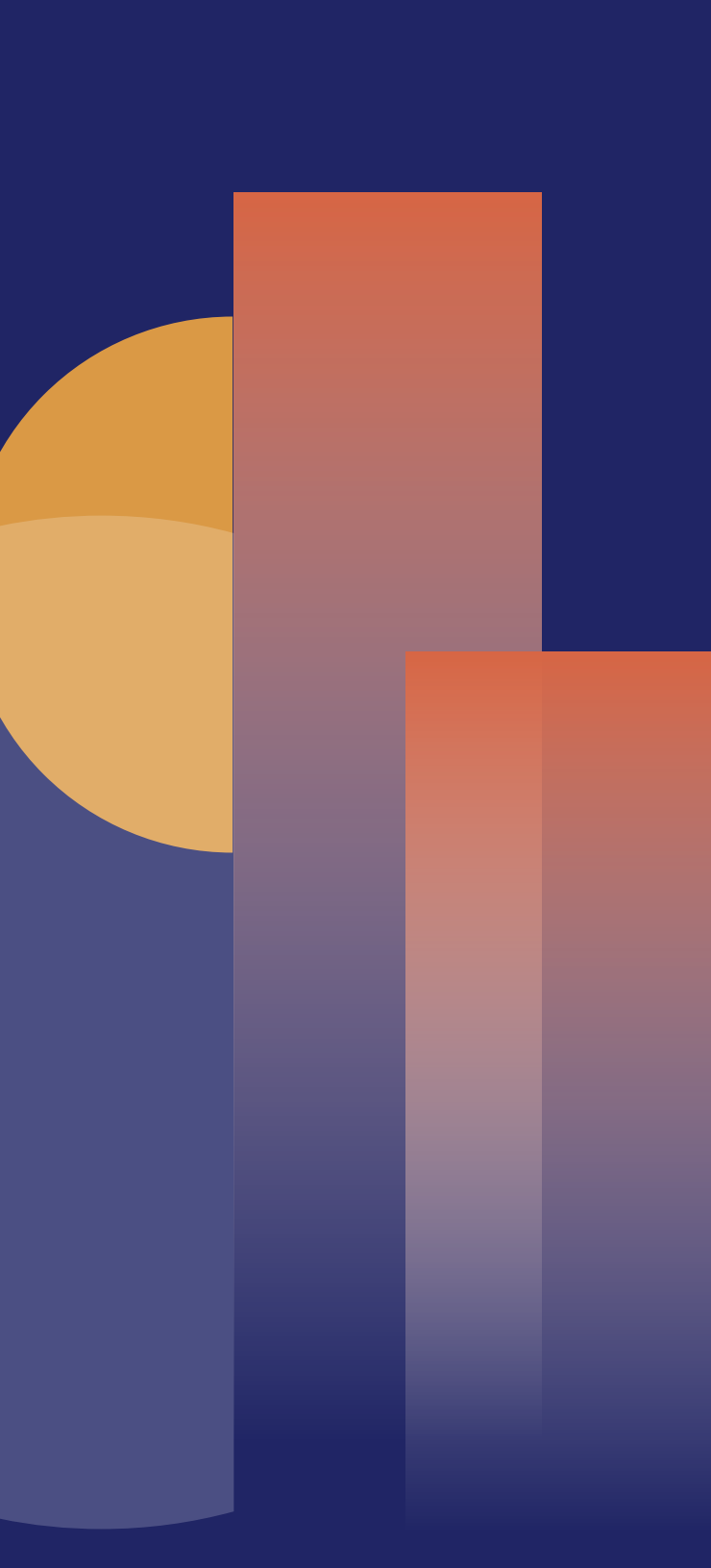


Infrastructure et environnement

Aperçu:

- | L'**investissement dans les infrastructures** requiert une attention considérable après des décennies de sous-investissement.
- | Le **logement** devient de plus en plus inabordable pour un grand nombre de Canadiens.
- | L'**adoption de la large bande** est forte, bien que les principales lacunes pour les populations rurales, à faible revenu et autochtones demeurent.
- | La **densité des villes** au Canada est insuffisante, alors qu'il s'agit d'un facteur nécessaire pour réduire les émissions, réduire les temps de déplacement et offrir un meilleur accès aux services.
- | La piètre performance du Canada en matière de **changements climatiques** pourrait s'améliorer considérablement si les engagements pris sont accompagnés de mesures fermes.
- | Le Canada peut contrer les risques associés aux changements climatiques en renforçant sa **résilience**.





Le lien avec la population

Le lien avec la population : La croissance de la population ne peut se faire bien que si elle est accompagnée d'investissements dans l'infrastructure de base et l'adaptation aux changements climatiques. Cela comprend des investissements dans des domaines essentiels comme le logement abordable dans les collectivités de toutes tailles, les infrastructures numériques et l'infrastructure urbaine comme le transport en commun, qui devront à la fois suivre et anticiper le rythme de la croissance démographique. L'accès à l'infrastructure de base aide tous les ménages et toutes les entreprises à combler leurs besoins. Les personnes à faible revenu, les personnes racisées, les Autochtones et les membres des collectivités rurales et éloignées subissent souvent les conséquences d'un mauvais accès à une infrastructure de qualité³⁰⁵. Le fait d'énoncer clairement la croissance démographique comme objectif pourrait ouvrir la voie à de nouvelles approches pour la construction et la planification d'infrastructures plus durables pouvant accueillir plus de personnes et être résilientes aux événements liés au climat. Nous avons besoin d'un changement de paradigme dans la façon dont nous abordons notre environnement bâti afin d'accroître la résilience, la densité, l'accessibilité et la connectivité entre les collectivités.

Contexte actuel

Le Canada fait face à des défis de longue date en matière d'investissement dans les infrastructures essentielles, ce qui est en partie attribuable au fait que les municipalités possèdent une quantité importante d'infrastructures, mais qu'elles disposent de peu de leviers financiers pour les entretenir et les soutenir de façon indépendante³⁰⁶. Toutefois, on a observé récemment des signes positifs de changement, notamment de nouveaux flux d'investissements fédéraux dans le transport en commun. De même, en ce qui concerne la durabilité de l'environnement, le Canada fait face à de grands défis, mais il voit aussi des développements qui pourraient changer la trajectoire du pays si elle est mise en œuvre avec succès³⁰⁷.

En 2021, le Canada a annoncé de nouveaux investissements dans l'adaptation et la résilience aux changements climatiques, y compris la résilience aux feux de forêt, la cartographie des inondations, l'adaptation en matière de santé et les normes pour soutenir la résilience des infrastructures³⁰⁸. Après la Conférence de Glasgow sur les changements climatiques (COP26), le Canada s'est engagé à imposer un plafond sur les émissions de l'industrie pétrolière et gazière³⁰⁹. Les inondations, les feux de forêt et les vagues de chaleur survenus au Canada en 2021 illustrent les répercussions des changements climatiques et la nécessité de mettre en œuvre ces stratégies et d'autres stratégies de manière proactive.

Indicateur



Pertinence

Investissements dans les infrastructures

Pour construire un Canada plus grand et plus audacieux, il faut investir dans les infrastructures comme le logement abordable, les infrastructures visant à améliorer l'adaptation aux changements climatiques, la large bande, les routes, les ponts et le transport en commun. Sans investissements planifiés et stratégiques dans les infrastructures, la croissance démographique mettra à rude épreuve notre économie, notre qualité de vie et notre bien-être.



Situation actuelle au Canada

En 2020, les investissements dans les infrastructures équivalaient à **3,7 % du PIB**.



Cible

Augmenter le **taux d'investissement dans les infrastructures à 5 %** du PIB afin de combler les lacunes.



Tendances pour le Canada

À améliorer

Une grande partie des infrastructures publiques du Canada vieillissent et doivent être réparées. Les besoins en infrastructure varient également d'un bout à l'autre du pays; les régions rurales et éloignées et les collectivités autochtones en particulier font face à des défis distincts comparativement aux régions urbaines. Le taux d'investissement dans les infrastructures stagne autour de 4 % du PIB et a diminué au cours des dernières années. Les experts estiment qu'il faut porter à plus de 5 % du PIB le taux d'investissement pour compenser le manque d'investissements du passé. Les municipalités possèdent un nombre important d'infrastructures, mais elles disposent de peu de leviers financiers pour les entretenir et les soutenir. Les récents investissements et la planification du gouvernement fédéral pourraient aider à rectifier le tir.

Coût du logement

L'accès à des logements abordables, convenables et adéquats est nécessaire pour soutenir la santé et le bien-être d'une population canadienne croissante. La mauvaise qualité des logements et l'insécurité croissante en matière de logement sont associées à des résultats négatifs en matière de santé et présentent un risque pour la cohésion sociale à long terme.

La fréquence des besoins impérieux en matière de logement en milieu urbain au Canada était de **12,9 %** en 2019.

Atteindre l'objectif de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) de **fournir à tous un logement abordable** d'ici 2030.

En retard

Les besoins impérieux en matière de logement ont augmenté dans les régions urbaines en 2019. Les locataires, les personnes seules ou divorcées, les aînés, les femmes et les Autochtones étaient plus susceptibles d'avoir des besoins impérieux en matière de logement. Entre 2005 et 2020, le Canada a enregistré la plus forte hausse du coût du logement parmi les pays de l'OCDE. Les personnes à revenu faible ou modéré, les nouveaux arrivants et les étudiants ont de la difficulté à trouver un logement abordable et convenable. La pandémie a continué d'exacerber les problèmes de logement, faisant passer cet indicateur de « À améliorer » en 2021 à « En retard » cette année. Toutefois, ces défis ont aussi incité le gouvernement à prendre des mesures novatrices qui pourraient nous aider à aller de l'avant.

Indicateur



Pertinence

Adoption de la large bande

L'accès généralisé aux services Internet à large bande est essentiel pour que le Canada puisse croître d'une manière qui favorise la prospérité collective. Cela permettra aux Canadiens et aux nouveaux arrivants d'avoir accès à l'éducation et aux services essentiels et de participer pleinement à l'économie et à la société du Canada, et ce, partout au pays.



Situation actuelle au Canada

Le Canada s'est **classé au 8^e rang** sur 38 pays de l'OCDE pour ce qui est des abonnements aux services Internet à large bande fixes par 100 personnes en 2020.

Il y avait **41,56 abonnements par 100 personnes** au Canada en 2020.



Cible

Les 10 premiers pays de l'OCDE pour les abonnements aux services Internet à large bande fixes.

Seuil : Le Royaume-Uni se classait au 10^e rang de l'OCDE avec **40,92 abonnements aux services Internet à large bande fixes par 100 personnes** en 2020.



Tendances pour le Canada

En bonne voie

Les abonnements aux services Internet à large bande fixes par 100 habitants sont en constante augmentation au Canada depuis dix ans. Toutefois, des défis demeurent en ce qui a trait au coût, à l'accès et à la qualité des services, en particulier pour les collectivités rurales, éloignées et autochtones, ainsi que pour les ménages à faible revenu partout au Canada, y compris ceux des régions urbaines.

Densité urbaine

Une densité bien planifiée peut résoudre les problèmes liés à l'abordabilité du logement, à l'accès aux services, aux résultats en matière de santé et à la durabilité de l'environnement et sera essentielle à mesure que la population du Canada augmentera. Les centres urbains du Canada figurent parmi les moins denses des pays de l'OCDE, et on observe de larges écarts entre eux.

La densité moyenne de la population dans les centres urbains des zones métropolitaines comptant au moins 250 000 habitants (16 villes) était de **1 233 habitants par kilomètre carré** au Canada en 2020.

La moyenne de l'OCDE pour la densité de population des régions métropolitaines.

Seuil : La densité moyenne de la population dans les centres urbains des zones métropolitaines des pays de l'OCDE était de **1 394 habitants par kilomètre carré** en 2020.

À améliorer

La densité de la population dans les centres urbains des zones métropolitaines du Canada a augmenté plus rapidement que dans les autres pays de l'OCDE, mais demeure sous la moyenne. Bien que la densité des villes canadiennes ait augmenté au cours des deux dernières décennies, de nombreuses nouvelles constructions sont nécessaires pour accueillir de nouveaux résidents et de le faire d'une manière qui mette l'accent sur la qualité de vie, l'abordabilité, les espaces verts, le transport en commun, la mobilité piétonnière et l'accès aux emplois et aux services collectifs.

Indicateur



Pertinence



Situation actuelle au Canada



Cible



Tendances pour le Canada

Performance en matière de change- ments clima- tiques

Les changements climatiques posent un risque existentiel pour la prospérité du Canada et du monde, ainsi que pour la santé et le bien-être des gens. Améliorer la performance du Canada dans la lutte contre les changements climatiques est crucial pour les générations actuelles et futures.

Le Canada s'est **classé au 61^e rang** sur 64 au chapitre du Climate Change Performance Index (CCPI) en 2022.

Les 15 meilleurs pays en ce qui a trait au CCPI et obtenir une note « élevée ».

En retard

Canada ranks among the lowest-performing countries on the Climate Change Performance Index, which assesses performance on GHG emissions, renewable energy, energy use, and climate policy. However, recent policy decisions on climate change show promise for improving Canada's progress toward the international goal of achieving net-zero emissions if they are followed with robust action.

Résilience

Des systèmes résilients qui peuvent résister aux chocs climatiques sont essentiels au succès d'un Canada en croissance et nécessaires pour aider le pays à se préparer aux risques associés aux défis mondiaux.

Le Canada se **classe au 14^e rang** sur 45 pays à revenu élevé au chapitre de l'indice de 2019 de la Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN).

Les 10 pays les plus résilients selon l'indice ND-GAIN.

À améliorer

Le Canada a affiché une légère tendance à la baisse au cours de la dernière décennie en ce qui concerne l'indice ND-GAIN, qui évalue la vulnérabilité des pays aux changements climatiques et à d'autres défis mondiaux ainsi que leur disposition à s'adapter. Selon l'indice ND-GAIN, le Canada présente une faible vulnérabilité et est considéré comme prêt à intervenir rapidement aux changements climatiques, mais il pourrait en faire davantage pour s'améliorer.



Analyse

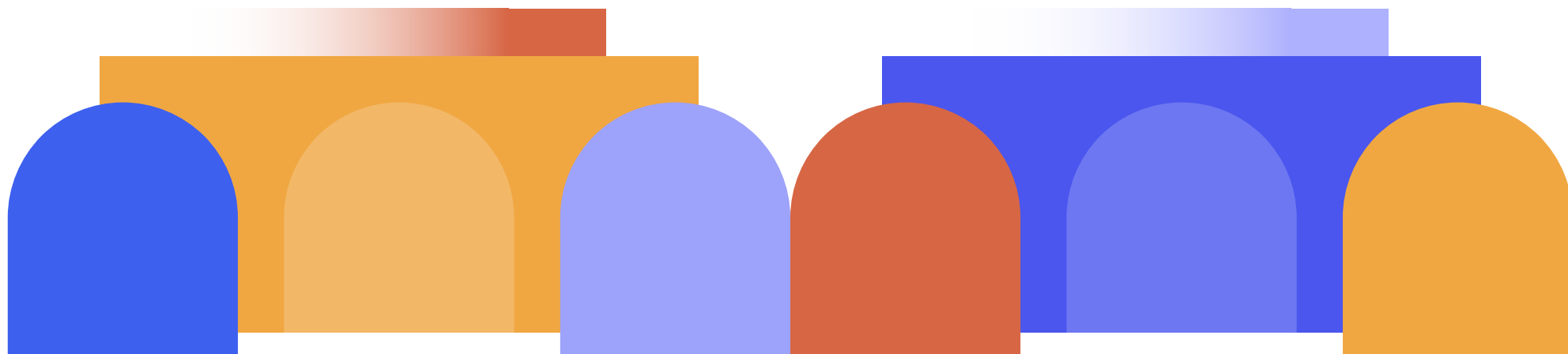
L'investissement dans les infrastructures requiert une attention considérable après des décennies de sous-investissement.

La croissance durable de la population nécessitera des investissements renouvelés dans les infrastructures de nombreux secteurs, y compris les routes, les ponts, les hôpitaux, le logement abordable, l'infrastructure numérique, l'infrastructure urbaine comme le transport en commun, les eaux usées et les installations sportives et récréatives. Sans investissements stratégiques bien planifiés, la croissance démographique mettra à rude épreuve la qualité de vie et le bien-être des gens.

Les infrastructures aident les ménages et les entreprises à atteindre leurs objectifs en permettant la circulation des marchandises et en offrant aux gens la possibilité de vivre dans des espaces adéquats, de se rendre au travail, de se déplacer d'un endroit à l'autre, de se connecter à Internet, et bien plus encore. Pour ces raisons, l'investissement dans les infrastructures est étroitement lié à la croissance économique, à la compétitivité, à la productivité ainsi qu'au bien-être environnemental et social. Le taux d'investissement dans les infrastructures au Canada doit se rapprocher de 5 % du PIB, mais ces dernières années, les investissements à ce chapitre sont passés de 4,0 % du PIB il y a quelques années à 3,7 % du PIB en 2020³¹⁰. Des niveaux d'investissement plus élevés sont nécessaires pour compenser le sous-investissement des dernières décennies. On estime que le déficit canadien en matière d'investissements dans les infrastructures se situe entre 110 et 270 milliards de dollars³¹¹.

Une grande partie des infrastructures publiques du Canada est vieillissante et a besoin de réparations. En 2019, les infrastructures canadiennes étaient considérées comme étant généralement à risque; près de 40 % des routes et des ponts au Canada étaient dans un état passable, médiocre ou très mauvais, et 80 % des infrastructures avaient été construites il y a plus de 20 ans.³¹² Les besoins en infrastructure peuvent également varier d'un bout à l'autre du pays, les régions rurales et éloignées faisant face à des défis distincts par rapport aux régions urbaines. Par exemple, dans les régions nordiques du Canada, la qualité du logement, la fiabilité de l'électricité et la qualité des routes et des aéroports sont des défis plus importants que dans le reste du pays³¹³. L'accès aux infrastructures essentielles, comme le transport, l'eau potable, le traitement des eaux usées et l'énergie propre, est particulièrement déficient pour de nombreuses collectivités autochtones. Le Conseil canadien pour les partenariats public-privé estime qu'il faudra investir jusqu'à 30 milliards de dollars pour combler les déficits d'infrastructure dans les collectivités des Premières Nations³¹⁴.

La façon dont les infrastructures sont financées a également entraîné des défis. Différents ordres de gouvernement sont responsables des différents types d'infrastructures, et une grande partie des infrastructures publiques de base appartiennent aux municipalités. Cela peut poser un défi, car les municipalités ont des pouvoirs limités pour générer des revenus à investir dans leurs infrastructures et ne reçoivent pas les recettes fiscales de ces infrastructures³¹⁵. Par conséquent, les municipalités comptent sur les fonds provinciaux et fédéraux pour obtenir de l'aide dans les secteurs où les priorités sont partagées³¹⁶. Tous les ordres de gouvernement ont un rôle à jouer dans l'amélioration des infrastructures du Canada.



Bien que ces défis sous-jacents demeurent, des mesures prometteuses ont récemment été prises en matière d'investissement dans les infrastructures :

- | Le gouvernement fédéral a prévu des fonds supplémentaires pour la construction, la réparation et le soutien des logements abordables et envisage de nouvelles mesures pour aider les villes à accroître l'offre de logements, comme le fonds pour accélérer les logements³¹⁷.
- | Grâce aux résultats des investissements provinciaux et fédéraux dans les services Internet à large bande, plus de 890 000 ménages canadiens sont en voie d'être branchés à l'Internet haute vitesse dans les régions rurales et éloignées³¹⁸.
- | L'enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada fournit désormais des données importantes aux fins de planification.

Miser sur ces investissements et ces mesures est un moyen important pour aider le Canada à faire croître son économie, à améliorer la qualité de vie des Canadiens et de planifier une population plus nombreuse pour l'avenir.

Le logement devient de plus en plus inabordable pour un grand nombre de Canadiens.

L'accès à des logements abordables convenables et adéquats est nécessaire pour soutenir la santé et le bien-être des Canadiens d'aujourd'hui et pour répondre aux besoins d'une population croissante. La mauvaise qualité des logements et l'insécurité croissante en matière de logement sont corrélées avec des résultats négatifs en matière de santé et présentent un risque à long terme pour la cohésion sociale³¹⁹.

Les taux de besoins impérieux en matière de logement dans les régions urbaines se sont aggravés au cours des dernières années. Les besoins impérieux en matière de logement sont une mesure qui détermine si un ménage peut se payer un logement de dimension et de qualité convenables dans sa collectivité³²⁰. Au Canada, de nombreuses personnes vivent dans des logements qui ne sont pas abordables, adéquats ou convenables. En 2019, les besoins impérieux en matière de logement dans les régions urbaines du Canada étaient de 12,9 %, une légère augmentation par rapport à l'année

précédente³²¹. Ce taux est plus élevé que le taux de besoins impérieux de logement pour l'ensemble du Canada, tant urbain que rural, qui était de 11,6 % en 2018³²². Les besoins impérieux en matière de logement sont moins courants chez les ménages ruraux, qui affichaient un taux de 7,6 % en 2018³²³. La SCHL a déterminé que les locataires, les personnes seules ou divorcées, les aînés, les femmes et les Autochtones étaient plus susceptibles d'avoir des besoins impérieux en matière de logement³²⁴. Les besoins impérieux en matière de logement sont 1,4 fois plus fréquents chez les ménages autochtones que les ménages non autochtones³²⁵. De plus, dans les réserves des Premières Nations et les collectivités nordiques, la pénurie de logements est souvent le principal défi en matière de logement. En effet, 46,8 % des gens de ces collectivités vivent dans des ménages surpeuplés³²⁶.

Selon l'OCDE, le coût du logement et l'endettement qui en découle sont élevés au Canada, particulièrement à Toronto et à Vancouver. Le manque de logements abordables s'accroît et pose un risque global pour l'économie³²⁷. Entre 2005 et 2020, le Canada a enregistré la plus forte hausse

du coût du logement parmi les pays de l'OCDE.³²⁸ La crise du logement touche surtout les personnes à revenu faible ou modéré, les nouveaux arrivants et les étudiants³²⁹.

La pandémie a exacerbé les problèmes de logement, car une plus grande proportion de Canadiens a déclaré avoir de la difficulté à respecter leurs obligations financières, comme le loyer ou les versements hypothécaires. Les répercussions de la pandémie étaient plus importantes pour les personnes racisées et celles nées à l'extérieur du Canada; 51 % des personnes racisées et 47 % des personnes nées à l'étranger ont signalé que la pandémie a eu une incidence majeure ou modérée sur leur capacité de respecter leurs obligations financières, comparativement à 29 % des personnes nées au Canada et à 29 % des personnes non racisées³³⁰. En 2021, il y a eu une dégradation de l'abordabilité du logement partout au Canada, dans tous les marchés et toutes les catégories de logement, une tendance qui devrait se maintenir³³¹.

Le gouvernement fédéral a déterminé que le logement était une priorité centrale et a pris des mesures pour soutenir un plus grand nombre de logements abordables, notamment en mettant en œuvre la Stratégie nationale sur le logement et en investissant 2,5 milliards de dollars pour appuyer la création de nouveaux logements abordables³³². L'Initiative pour la création rapide de logements, lancée par le gouvernement fédéral pendant la pandémie, témoigne d'un engagement à utiliser de nouvelles approches, dont des logements modulaires, pour aider à atteindre l'objectif de mettre fin à l'itinérance chronique³³³. Il existe aussi d'importants programmes dans les provinces, les territoires et les municipalités³³⁴. Toutefois, ces

programmes sont insuffisants pour répondre à la demande actuelle.

Le Canada fait face à une grave pénurie de logements dans l'ensemble et compte le plus faible nombre de logements par 1 000 habitants de tous les pays du G7³³⁵. Cette pénurie, associée à d'autres facteurs comme les faibles taux d'intérêt, contribue à l'augmentation des prix et à la crise croissante de l'abordabilité. Cette crise touche les ménages et contribue à l'exode des grandes villes, même pour certains professionnels à revenu élevé, qui font état de problèmes d'abordabilité³³⁶. Cependant, les mécanismes visant à accroître l'offre de logements peuvent présenter des défis sur le plan politique, car ils confrontent souvent les intérêts des résidents actuels qui investissent dans le caractère de leur quartier et ceux des nouveaux résidents potentiels qui ont besoin d'un logement. Pour régler ces enjeux, il faudra une collaboration pangouvernementale et une attention particulière à la construction d'une offre de logements à la fois pour les ménages à revenu moyen et à faible revenu³³⁷. Le fonds pour accélérer les logements, en cours d'élaboration par le gouvernement fédéral, pourrait jouer un rôle important à cet égard.

L'adoption de la large bande est forte, bien que les principales lacunes pour les populations rurales, à faible revenu et autochtones demeurent.

L'accès généralisé aux services Internet à large bande est essentiel pour que le Canada puisse croître d'une manière qui favorise la prospérité collective et permette à tous les Canadiens et aux nouveaux arrivants de participer pleinement à

l'économie et à la société, et ce, partout au pays³³⁸. La pandémie a renforcé l'importance d'un accès élargi à un service Internet haute vitesse fiable et accessible dans toutes les régions du pays. Il s'agit également d'un facteur essentiel pour attirer les nouveaux arrivants et les Canadiens dans les collectivités qui ont besoin de main-d'œuvre, en particulier à mesure que les options de travail à distance prennent de l'expansion.

En 2020, le Canada s'est classé au 8e rang sur 38 pays de l'OCDE pour le nombre d'abonnements aux services Internet à large bande fixes, comptant 41,56 abonnements par 100 habitants à des services offrant des vitesses de téléchargement d'au moins 256 kbit/s (ce qui comprend la DSL, le modem câble, la fibre optique à domicile et d'autres technologies fixes)³³⁹. Toutefois, le Canada fait pire en ce qui concerne les abonnements aux services mobiles à large bande, se classant 37e sur 38 pays de l'OCDE pour ce qui est des abonnements aux services mobiles qui annoncent des vitesses de téléchargement de 256 kbit/s ou plus, soit 72 par tranche de 100 habitants en 2020³⁴⁰. Bien que le Canada ait connu un certain succès en ce qui a trait à l'utilisation des services Internet à large bande, il reste de l'amélioration à faire en matière de connectivité à large bande si le Canada souhaite rester sur la bonne voie.

Il y a un écart important dans la disponibilité de la large bande entre les différents endroits et les différentes populations. Par exemple, il y a un écart entre les régions urbaines et les régions rurales ou éloignées du Canada; 45,6 % des ménages ruraux et 34,8 % des collectivités des Premières Nations vivant dans des réserves avaient accès à un service Internet à large bande de 50/10 Mbit/s en 2019,

comparativement à 99,6 % des ménages dans les grands centres³⁴¹. Au Canada, les ménages à faible revenu sont plus susceptibles d'avoir des problèmes d'accès à Internet que les ménages à revenu élevé, que ce soit dans les régions urbaines ou rurales³⁴². La pandémie a creusé le fossé numérique au détriment des personnes à faible revenu ou vivant en région éloignée. Le Canada est l'un des pays où les prix des services Internet haute vitesse à large bande sont les plus élevés³⁴³, ce qui peut contribuer à creuser davantage les fossés au Canada.

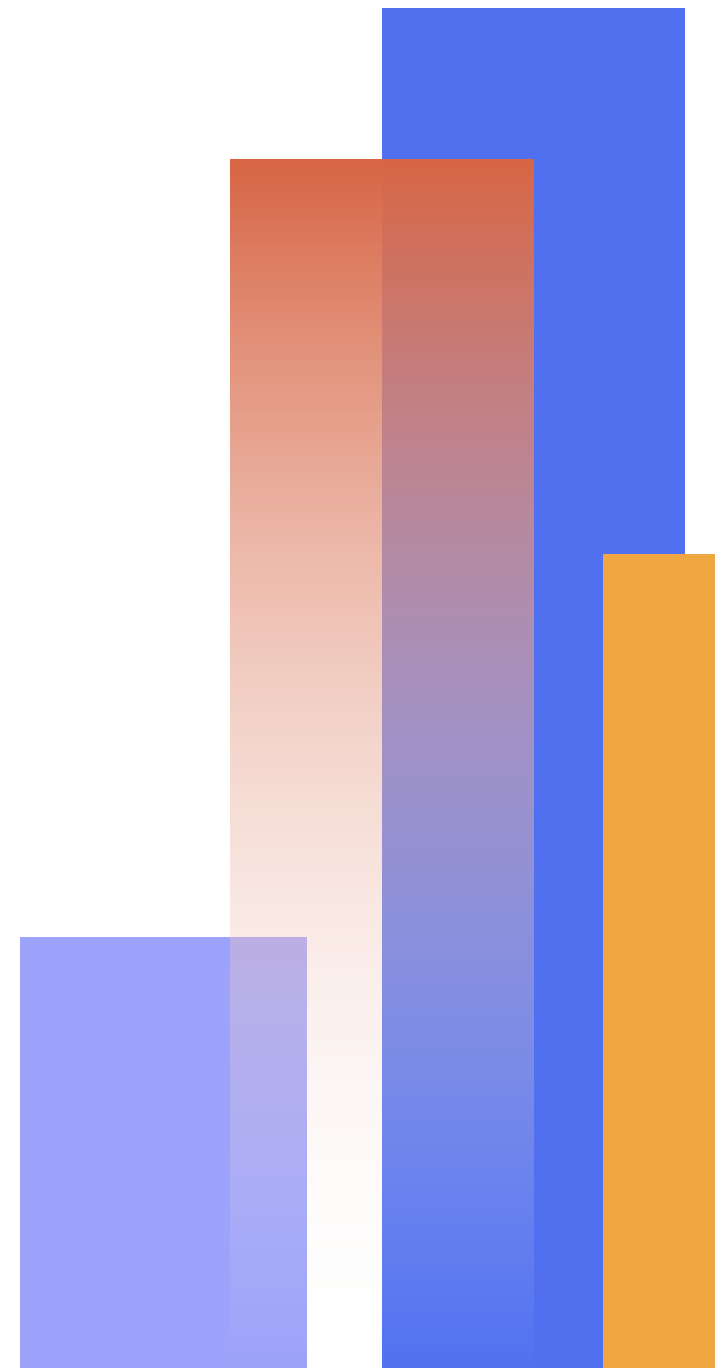
Le gouvernement fédéral s'est fixé comme objectif d'offrir à tous les ménages canadiens l'accès à Internet à large bande à des vitesses de 50/10 Mbit/s d'ici 2030. Il a reconnu que de telles vitesses sont nécessaires pour assurer la qualité des services de santé et d'éducation et a également indiqué que des investissements visant à permettre des vitesses plus rapides seront aussi envisagés³⁴⁴. En 2019, le service à large bande 50/10 Mbit/s était accessible à 87,4 % des ménages canadiens. Toutefois, la vitesse de 50/10 Mbit/s pourrait ne plus être suffisant pour de nombreuses activités en ligne³⁴⁵. Le Conseil des académies canadiennes a demandé que l'on concentre les efforts sur la réduction de l'écart entre la vitesse, la qualité et le coût des services Internet à large bande dans les régions rurales et éloignées du Canada et dans les centres urbains (où les vitesses sont souvent plus rapides).

Les investissements dans les infrastructures Internet à bande large à long terme doivent tenir compte non seulement des besoins actuels, mais aussi des capacités évolutives des solutions pour suivre le rythme de l'évolution technologique. Une vitesse accrue pourrait stimuler l'économie canadienne,

soutenir la productivité, améliorer les liens sociaux, améliorer l'accès à l'éducation, améliorer l'accès aux soins de santé virtuels et favoriser la régionalisation de l'immigration. De plus, il est essentiel de noter que l'accès à Internet n'est qu'une composante de l'équité numérique qui, selon une analyse du Centre pour l'avenir du Canada de Deloitte, est « un état qui, lorsqu'il est atteint, permet à toutes les personnes et organisations de bénéficier pleinement de la technologie numérique indispensable au succès dans l'économie numérique », et une condition nécessaire pour combler les écarts en matière d'économie, de santé et d'éducation³⁴⁶.

La densité des villes au Canada est insuffisante, alors qu'il s'agit d'un facteur nécessaire pour réduire les émissions, réduire les temps de déplacement et offrir un meilleur accès aux services.

En effet, si elle est bien planifiée, l'augmentation de la densité de la population favorisera une économie durable en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et le temps de navettage, tout en contribuant à la vitalité des centres urbains, sans oublier des logements plus abordables, des services accessibles et des possibilités d'emploi³⁴⁷. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a souligné qu'une densité accrue peut aider à relever des défis comme l'abordabilité du logement, l'accès aux services, les résultats en matière de santé et les problèmes environnementaux³⁴⁸. La croissance de la population doit s'accompagner d'une densité bien planifiée, essentielle à une croissance qui protège le climat et améliore la qualité de vie. Sans elle, les villes peuvent se retrouver avec des



problèmes d'embouteillages et d'étalement urbain, des impacts environnementaux néfastes et une augmentation des coûts des logements³⁴⁹. Une densité bien planifiée tient compte d'une grande variété de facteurs, en plus du nombre de personnes par kilomètre carré, notamment les espaces verts, la mobilité piétonnière, le transport en commun et l'accès aux services collectifs³⁵⁰.

Bien que les villes canadiennes deviennent généralement plus denses au fil du temps, il y a beaucoup de place à l'amélioration. Les régions urbaines du Canada sont en moyenne parmi les moins denses des pays de l'OCDE³⁵¹. Les niveaux de densité sont également très variés. En 2020, la densité moyenne des régions urbaines de plus de 250 000 habitants était moins élevée au Canada (1 233 habitants par kilomètre carré) que dans l'ensemble des pays de l'OCDE (1 394 habitants par kilomètre carré). La densité dans les centres urbains des zones métropolitaines allait de 75 habitants par kilomètre carré à Halifax jusqu'à 2 149 à Montréal³⁵². Toutes les villes canadiennes ont observé une augmentation de la densité en 2020 par rapport à l'année précédente, une tendance généralisée au cours des dernières années.

Néanmoins, il existe aussi de grandes possibilités d'améliorer la planification de la densité. Moins du quart (23,2 %) de ceux qui vivent dans les villes canadiennes habitent dans les quartiers les plus habitables qui répondant aux critères d'une « ville de 15 minutes », où la plupart des besoins peuvent être satisfaits en moins de 15 minutes de déplacement à pied ou à vélo³⁵³. Le mouvement vers la « densité

intelligente », qui met l'accent sur ces facteurs parallèlement à la proximité des transports en commun, peut assurer une qualité de vie urbaine élevée pour les familles, mais exige à la fois une disponibilité accrue de logements abordables axés sur les familles et un changement culturel pour les Canadiens aspirant à vivre dans une maison unifamiliale³⁵⁴. La société civile déploie des efforts importants pour mettre au point des solutions de densification intelligente et inclusive, comme la création de « collectivités complètes »³⁵⁵.

La pandémie a sensibilisé les gens aux problèmes de santé publique dans plusieurs régions urbaines denses du Canada, en particulier dans les quartiers où vivent principalement des ménages à faible revenu ou racisés³⁵⁶. Toutefois, les données indiquent que ce sont plutôt les logements surpeuplés, et non la densité urbaine, qui augmentent le risque dans ces collectivités en période de pandémie en raison de l'offre insuffisante de logements abordables³⁵⁷. Pour aider à atténuer ces défis à l'avenir, l'augmentation de l'offre de logements abordables doit être un élément central dans les stratégies visant à bâtir des quartiers plus denses.

La piètre performance du Canada en matière de *changements climatiques* pourrait s'améliorer considérablement si les engagements pris sont accompagnés de mesures fermes.

La lutte contre les changements climatiques est essentielle à notre avenir collectif et est étroitement liée à la capacité de soutenir une économie prospère et une population en santé à mesure que le Canada croît³⁵⁸. Les coûts directs des changements climatiques pour l'économie et la société canadiennes sont de plus en plus évidents. Par exemple, les phénomènes météorologiques violents en 2020 ont entraîné des dommages assurés évalués à 2,4 milliards de dollars³⁵⁹. Les difficultés se sont intensifiées en 2021, avec des inondations, des feux de forêt et des vagues de chaleur qui ont touché l'Ouest du Canada, soulignant ainsi l'ampleur des répercussions du climat sur les foyers, les moyens de subsistance et le bien-être des gens.

Le Canada est aux prises avec des facteurs géographiques, économiques et structurels qui accentuent le défi de la réduction des émissions, notamment son économie à grande échelle, son climat et son économie axée sur les ressources. Le rendement du Canada en matière de changements climatiques doit être grandement amélioré pour atteindre l'objectif de carboneutralité. Selon le Climate Change Performance Index (CCPI) de 2022^{vi}, le Canada se classe au 61^e rang sur 64³⁶⁰. Le CCPI analyse et classe le rendement des pays en matière

vi. Le Climate Change Performance Index (CCPI) indique qu'aucun pays n'atteint la note globale « très élevée » en ce qui a trait au rendement en matière de changements climatiques et, par conséquent, laisse les trois premiers rangs vides. Ainsi, le Canada occupe techniquement le 61^e rang sur 64 dans l'indice, en raison des trois premiers rangs vides.

de protection du climat (voir l'annexe A pour en savoir plus). Le rendement du Canada a été jugé très faible dans son ensemble, très faible sur le plan des émissions de GES (dans l'ensemble et par habitant), très faible sur le plan de l'énergie renouvelable et de la consommation d'énergie, et faible sur le plan de sa politique climatique. Le CCPI laisse délibérément les trois premiers rangs de son classement vides pour symboliser le fait qu'« aucun pays n'en fait assez ».

Le Canada s'est engagé à atteindre une économie carboneutre d'ici 2050 par l'adoption de la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité, qui a reçu la sanction royale en 2021. Quelque 120 autres pays ont aussi pris cet engagement. Les cibles de réduction des GES du Canada d'ici 2030 ont été récemment revues à la hausse, visant désormais une réduction jusqu'à un niveau de 40 % à 45 % inférieur à celui de 2005³⁶¹. Après la COP26, il est clair qu'il est essentiel de réaliser des progrès pour atteindre l'objectif de carboneutralité et de s'adapter à un climat en transformation afin d'éviter des effets dévastateurs pour l'avenir.

Cependant, les émissions de gaz à effet de serre du Canada ont généralement augmenté au cours de la dernière décennie. En 2019, les émissions de gaz à effet de serre du Canada s'élevaient à 730 mégatonnes d'équivalent en dioxyde de carbone (Mt d'éq. CO₂), une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Le chiffre de 2019 ne représente qu'une réduction de 1 % des émissions depuis 2005³⁶². Les émissions varient également d'une ville à l'autre, les émissions par habitant étant particulièrement élevées dans les villes où l'industrie pétrolière et gazière est forte³⁶³. Il faudra beaucoup de travail pour que le Canada atteigne sa cible de 2030³⁶⁴. Dans un rapport paru en octobre 2021, Clean Prosperity a relevé que, bien que cela sera difficile, le Canada a une chance raisonnable d'atteindre ses cibles s'il agit rapidement et intelligemment pour mettre en œuvre des politiques gouvernementales, en concentrant particulièrement ses efforts sur les normes en matière d'électricité propre, les émissions de l'industrie pétrolière et gazière et les émissions des transports routiers et hors route³⁶⁵.





Le Canada peut contrer les risques associés aux changements climatiques en renforçant sa *résilience*.

À mesure que le Canada grandit, sa résilience aux chocs externes revêtira une importance capitale pour maintenir la sécurité des espaces de vie, des systèmes alimentaires, des réseaux de transport et d'autres systèmes essentiels. La résilience globale du Canada mérite notre attention.

L'indice ND-GAIN (Notre Dame Global Adaptation Initiative) comporte un ensemble holistique d'indicateurs qui évaluent les vulnérabilités aux changements climatiques et à d'autres défis mondiaux, ainsi que la capacité à mettre en œuvre rapidement des stratégies d'adaptation (voir l'annexe A pour en savoir plus). Cela comprend notamment des facteurs géographiques naturels, la préparation des infrastructures à être adaptées et la capacité du gouvernement, de l'économie et de la société à relever de grands défis. Selon l'indice ND-GAIN de 2019, le Canada se classait 14e sur 45 pays dans groupe de pays à revenu élevé³⁶⁶. Le Canada s'est moins bien classé en ce qui a trait à son niveau de préparation (19e) qu'à son niveau de vulnérabilité (12e) en 2019.

Les principales vulnérabilités mises en évidence par l'indice ND-GAIN comprennent un changement prévu élevé du risque d'inondation et un changement prévu élevé du ruissellement annuel, deux facteurs qui sont mises en évidence par les inondations extrêmes en Colombie-Britannique à l'automne 2021. Un autre examen a révélé que les dommages causés aux infrastructures comme les bâtiments, les routes, les

chemins de fer et les réseaux électriques peuvent menacer l'accès aux services essentiels³⁶⁷, comme l'ont démontré les conditions météorologiques extrêmes dans l'Ouest du Canada.

Le gouvernement fédéral a pris des mesures pour soutenir l'adaptation des infrastructures, notamment en appuyant des projets d'infrastructures résilientes aux changements climatiques, des initiatives de renforcement des capacités et l'élaboration de directives, de normes et de codes³⁶⁸. En 2021, le gouvernement fédéral a annoncé de nouveaux investissements de près de 4 milliards de dollars pour appuyer l'adaptation et la résilience aux changements climatiques³⁶⁹. Néanmoins, il faut faire davantage pour relever le défi, entre autres en investissant des sommes considérables pour veiller à ce que les infrastructures du Canada puissent résister aux changements climatiques. Selon certaines estimations, il faudra 250 milliards de dollars pour effectuer des réparations et des mises à niveau afin de relever ces défis liés au climat³⁷⁰. Dans les collectivités autochtones, où les infrastructures essentielles font souvent défaut, les répercussions des changements climatiques seront probablement encore plus prononcées, surtout dans le Nord.

Perspectives d'avenir

D'importants avantages peuvent découler de la croissance stratégique et continue de la population du Canada au cours des prochaines décennies. La valeur unique du Tableau de bord des objectifs de croissance et de prospérité du Canada de l'Initiative du Siècle repose sur le fait qu'il met l'accent sur les progrès réalisés par le Canada pour croître de façon responsable, c'est-à-dire atteindre une croissance démographique qui favorise une prospérité collective durable vers l'objectif de 100 millions de Canadiens d'ici 2100.

À bien des égards, la dernière année a été un test de résistance de la résilience du Canada face à une tempête. Compte tenu des grands défis auxquels nous sommes confrontés, il est remarquable que le Canada ne se soit pas replié sur lui-même, mais qu'il ait plutôt gardé un œil ouvert sur le monde en augmentant l'immigration. Il s'agit d'un facteur crucial pour l'avenir du Canada et c'est une base sur laquelle on peut bâtir pour atteindre l'objectif ambitieux de 100 millions de Canadiens d'ici 2100.

La voie vers la croissance démographique est une vision vaste et optimiste, qui repose sur l'objectif de faire du Canada un pays plus fort et plus prospère. Nous avons la capacité de croître de manière à bâtir un avenir collectif et durable, à combler les écarts de résultats critiques et à permettre aux gens de contribuer et de réaliser leur plein potentiel. Le Canada s'engage sur la voie de la croissance démographique avec l'immigration

comme force motrice. Reste maintenant de savoir à quelle vitesse le pays évoluera et comment il gèrera la croissance.

Le Tableau de bord met en évidence les éléments de base essentiels et les mesures à prendre. Le nombre d'indicateurs dans le Tableau de bord témoigne de la complexité des enjeux : nous ne pouvons pas bien progresser vers l'objectif de 100 millions de Canadiens sans nous assurer que tous les indicateurs suivent la bonne direction. Bien que le Canada soit à l'avant-garde ou sur la bonne voie en ce qui concerne plusieurs indicateurs de l'immigration, de l'éducation, des compétences et de l'emploi, des défis plus importants se posent dans les domaines de l'économie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat, du soutien aux enfants et aux familles, des infrastructures et de l'environnement.

La croissance du Canada peut être un catalyseur pour favoriser une économie novatrice, bâtir un marché du travail sain et inclusif, mettre en œuvre des mesures de soutien ambitieuses pour les enfants et les familles, investir dans des infrastructures robustes et résilientes aux changements climatiques, et bien plus encore. Il faut que tous les secteurs, y compris les gouvernements, le secteur des affaires, le secteur sans but lucratif, le marché du travail, le milieu universitaire et de la recherche ainsi que tous les Canadiens prennent des mesures pour faire progresser un Canada vers un pays plus fort et plus prospère. Avec une réflexion et une planification à long terme, et une volonté d'agir et d'investir de façon proactive, le Canada peut préparer le terrain pour réaliser son plein potentiel pour le reste du siècle, améliorer la qualité de vie des Canadiens et accroître son rôle sur la scène mondiale.

Annexe A : Source

Domaine d'intervention	Indicateur	Description des sources
Atteindre une population de 100 millions d'habitants	Croissance démographique	Statistique Canada – Indique la variation annuelle de la population en tenant compte des naissances, des décès et de l'immigration au cours d'une année. À l'aide des données de Statistique Canada, le Conference Board du Canada a établi à la demande de l'Initiative du Siècle une modélisation proposant des points de repère afin de déterminer le taux de croissance nécessaire pour atteindre 100 millions d'habitants en 2100, à partir d'hypothèses portant notamment sur l'indice de fécondité.
	Admissions d'immigrants	Statistique Canada – Indique le nombre d'immigrants admis chaque année au Canada. À l'aide des données de Statistique Canada, le Conference Board du Canada a établi à la demande de l'Initiative du Siècle une modélisation estimant le taux d'immigration nécessaire pour atteindre 100 millions d'habitants en 2100, en tenant compte des cibles d'immigration annoncées par le gouvernement fédéral pour les prochaines années et à partir d'hypothèses portant sur l'indice de fécondité.
	Indice de fécondité	Statistique Canada – Indique le nombre d'enfants que chaque femme pourrait mettre au monde si elle vivait jusqu'à la fin de sa période de fécondité et si elle donnait naissance au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité par âge de l'année considérée. Le Conference Board du Canada a utilisé la cible de taux de fécondité pour établir son modèle de population.
	Espérance de vie	OCDE – Mesure l'espérance de vie à la naissance en fonction de la durée moyenne de vie d'un nouveau-né si le taux de mortalité actuel reste inchangé.
Immigration	Réputation mondiale	Nation Brand Index d'Anholt-Ipsos (NBI) (indice de 2021) – Examine l'image d'une cinquantaine de pays à travers des entretiens en ligne avec plus de 20 000 adultes âgés de 18 ans et plus dans 20 pays de référence. Les pays sont évalués dans plusieurs catégories liées à la réputation, notamment les exportations, l'immigration et l'investissement, la culture et la gouvernance.
	Appui de la population à l'égard de l'immigration	Environics Institute Focus Canada Survey (rapport de 2021) – Mesure l'opinion des Canadiens sur l'immigration, en fonction d'une question visant à savoir si les répondants pensent que les niveaux d'immigration sont trop élevés.
	Rétention des immigrants par province	Statistique Canada – Mesure le taux de rétention en poste des immigrants cinq ans après leur arrivée au Canada, en comparant le taux global de maintien en poste au Canada avec les cinq provinces qui ont obtenu les taux de maintien en poste les plus faibles.
	Politique d'intégration des migrants	Migrant Integration Policy Index – Mesure les politiques d'intégration des migrants dans 52 pays sur cinq continents.
	Écart de revenu	Statistique Canada – Mesure l'écart du revenu total médian entre les immigrants cinq ans après leur arrivée (données de 2018) et l'ensemble de la population canadienne (données de 2018).
	Établissement permanent des étudiants étrangers	IRCC – Représente le nombre de résidents permanents admis annuellement qui détenaient auparavant un permis d'études (données fournies par IRCC).

Domaine d'intervention	Indicateur	Description des sources
Économie, innovation et entrepreneuriat	Entrepreneuriat au stade initial	Global Entrepreneurship Monitor (rapport de 2020-2021) – Mesure les activités entrepreneuriales au stade initial, soit le pourcentage d'adultes âgés de 18 à 64 ans qui participant activement au démarrage ou à l'exploitation d'une nouvelle entreprise. Il s'agit d'un indicateur parmi plusieurs qui figurent dans le rapport annuel de Global Entrepreneurship Monitor.
	Dépenses des entreprises en R-D	OCDE – À partir des données de l'OCDE, mesure les dépenses des entreprises en recherche et développement en pourcentage du PIB.
	Innovation	Global Innovation Index (rapport de 2021) – Mesure l'innovation mondiale au moyen d'un indice et classe les pays en fonction de leur capacité et de leur succès en matière d'innovation. Cet indice examine l'innovation sous l'angle des investissements dans les sciences et l'innovation, du progrès technologique et de l'impact socioéconomique.
	Productivité	OCDE – Basé sur les données de l'OCDE, cet indicateur mesure la productivité du travail par le PIB par heure travaillée.
	Croissance des entreprises	Statistique Canada – Représente le nombre d'entreprises en forte croissance au Canada, en fonction de leurs revenus. Statistique Canada considère qu'une entreprise est en forte croissance lorsque sa croissance moyenne annualisée dépasse 20 % par an pendant trois ans (données fournies par Statistique Canada).
	Diversité au sein des postes de direction	Corporations Canada (rapport de 2020) – D'après le rapport annuel de Corporations Canada sur la diversité au sein des conseils d'administration et de la haute direction des sociétés ayant fait appel au public de régime fédéral, mesure la représentation des femmes, des minorités visibles, des Autochtones et des personnes handicapées au sein des conseils d'administration et de la haute direction des sociétés ayant fait appel au public régies par la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> .
	Force de l'économie autochtone	Indigenomics – D'après les prévisions des Services économiques TD de 2011 et de 2015 dans le livre Indigenomics, sur le revenu combiné des ménages, des entreprises et des secteurs gouvernementaux autochtones.
	PIB par habitant	OCDE – Indicateur du niveau de vie, mesuré par le revenu moyen par personne.
	Dette des ménages	OCDE – Représente le passif des ménages nécessitant le paiement d'intérêts ou de capital aux créanciers et est mesuré en pourcentage du revenu disponible net des ménages.
	Inégalité des revenus	OCDE – Mesure la répartition des revenus au sein d'une population par le coefficient de Gini, qui varie entre 0 dans le cas de l'égalité parfaite et 1 dans le cas de l'inégalité parfaite.
	Compétitivité mondiale	Global Competitiveness Report du Forum économique mondial (rapport de 2019) – Évaluation de 141 pays sur 12 piliers en 2019 : institutions, infrastructures, adoption des TIC, stabilité macroéconomique, santé, compétences, marché des produits, marché du travail, système financier, taille du marché, dynamisme des entreprises et capacité d'innovation.

Domaine d'intervention	Indicateur	Description des sources
Éducation, compétences et emploi	Compétences des élèves de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques	OCDE – Mesure les résultats moyens aux tests en sciences, en mathématiques et en alphabétisation des jeunes de 15 ans sur la base du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).
	Taux de scolarisation postsecondaire	OCDE – Représente le pourcentage de la population de 25 à 34 ans ayant fait des études supérieures.
	Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET)	OCDE – Correspond au pourcentage de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation, par rapport à l'ensemble des jeunes du même groupe d'âge (de 20 à 24 ans).
	Participation des adultes à des activités de formation	OCDE – Mesure le pourcentage de personnes âgées de 25 à 65 ans qui déclarent avoir participé à au moins une forme d'éducation formelle ou non formelle des adultes au cours des 12 mois précédents, sur la base de l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC) (données disponibles en 2019 publiées dans le rapport de 2021 sur les compétences).
	Taux d'emploi	OCDE – Mesure le pourcentage de personnes en âge de travailler qui ont un emploi.
	Incidence du travail peu rémunéré	OCDE – Mesure la proportion des travailleurs qui gagnent moins des deux tiers du revenu médian. Les données tiennent compte des employés à temps plein.
Aide aux enfants et aux familles	Utilisation des services de garde	Statistique Canada (enquête de 2020) – Mesure la fréquentation des services d'éducation préscolaire ou de garde chez les enfants de 0 à 5 ans, selon l'Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
	Utilisation des congés parentaux	Rapport de contrôle et d'évaluation de l'assurance-emploi (rapport de 2019-2020) – Mesure la proportion de nouvelles mères qui ont un emploi assurable et qui ont reçu des prestations de maternité ou des prestations parentales dans le cadre de l'assurance-emploi.
	Taux d'emploi des mères	OCDE (données de 2019) – Mesure le taux d'emploi (%) des femmes de 15 à 64 ans ayant au moins un enfant de 0 à 17 ans. (Les données du Canada concernent les mères d'enfants de 0 à 17 ans, la plupart des autres pays de l'OCDE ont déclaré des données sur les mères d'enfants de 0 à 14 ans.)
	Pauvreté infantile	Statistique Canada – Mesure le taux de pauvreté, selon l'indicateur officiel du seuil de pauvreté (mesure du panier de consommation) chez les moins de 18 ans.
	Bien-être des jeunes	OCDE (données de 2018) – Mesure le pourcentage d'élèves de 15 ans qui déclarent se sentir toujours tristes selon le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).

Domaine d'intervention	Indicateur	Description des sources
Infrastructure et environnement	Investissements dans les infrastructures	Statistique Canada – D'après les données de Statistique Canada, mesure les investissements dans les infrastructures (données de 2020) par rapport au PIB (données de 2020).
	Coût du logement	Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) – Mesure le coût du logement dans les centres urbains du Canada, selon la fréquence des besoins impérieux en la matière. La fréquence des besoins impérieux en matière de logement est un indicateur de la disponibilité de logements convenables, sains et abordables selon le revenu et la composition du ménage.
	Adoption de la large bande	OCDE – Mesure les abonnements à Internet fixe par tranche de 100 habitants.
	Densité de la population dans les régions métropolitaines	OCDE – Mesure la densité de population des centres urbains en nombre d'habitants par kilomètre carré en fonction de la base de données métropolitaines de l'OCDE. 16 villes canadiennes figurent dans la base de données de l'OCDE et comptent plus de 250 000 habitants.
	Performance en matière de changements climatiques	Climate Change Performance Index (CCPI) (rapport de 2022) – Mesure le rendement de 57 pays et de l'UE en matière de protection du climat. Cet indice est publié chaque année par des organisations axées sur l'environnement et l'équité : Germanwatch, le NewClimate Institute et le Climate Action Network.
	Résilience	Notre Dame Global Adaptive Country Index (ND-GAIN) – Détermine la vulnérabilité des pays aux changements climatiques et à d'autres défis mondiaux en combinaison avec leur capacité à améliorer leur résilience. Cet indice s'appuie sur 20 années de données et 45 indicateurs pour classer 181 pays chaque année.

Annexe B : Méthodologie détaillée

La plupart du temps, l'Initiative du Siècle a choisi des indicateurs qui peuvent facilement faire l'objet de comparaisons avec d'autres pays et d'un suivi dans le temps. L'objectif global était que le Canada se classe parmi les 10 premiers pays de l'OCDE ou de tout autre groupe international similaire, ou qu'il se classe dans les 5 premiers rangs en ce qui a trait aux indicateurs particulièrement importants. Dans certains cas, il a été déterminé que la moyenne de l'OCDE était la cible la plus appropriée. Le Tableau de bord ne suit pas cette logique de comparaison internationale pour les indicateurs assortis de méthodes d'évaluation des progrès et de cibles à l'échelle nationale, ou pour lesquels il manquait de données comparatives. Dans tous les cas, les données de la dernière année accessible au public ont été utilisées, principalement à partir de 2018 ou plus tard (Remarque : Les données ont été recueillies à l'automne 2021 et à l'hiver 2022. Il est possible qu'elles aient été actualisées ou modifiées depuis.)

Pour les trois indicateurs de la section « Population de 100 millions d'habitants » (croissance démographique, admissions d'immigrants et indice de fécondité), les cibles s'appuient sur la modélisation démographique réalisée par le Conference Board du Canada à l'hiver 2022, à la demande de l'Initiative du Siècle. Cette modélisation tient compte du déclin de l'immigration durant la pandémie de COVID-19, mais aussi de la hausse de l'immigration attendue étant donné que le gouvernement fédéral a relevé sa cible d'immigration pour les trois prochaines années. Ces projections à long terme, bien qu'elles soient utiles à l'établissement des objectifs, nécessiteront une révision continue des hypothèses en fonction des circonstances et des facteurs imprévisibles.

Le Tableau de bord national de 2022 tire généralement parti des données accessibles au public pour les 38 indicateurs et pour l'analyse entourant chaque indicateur. Les principales priorités pour les sources de données des indicateurs étaient de choisir des données qui sont publiées annuellement, de façon uniforme et qui peuvent être comparées à l'échelle internationale. Cependant, dans bien des cas, il est difficile de trouver des données régulièrement mises à jour, provenant de sources canadiennes et internationales, pour évaluer les sujets qui ont été jugés importants pour la prospérité future du Canada. Par exemple, certains sujets clés reposent sur les données du recensement, qui sont mises à jour seulement tous les cinq ans. Dans d'autres cas, des sources de données internationales comme l'OCDE publient des rapports sur un sujet à intervalles de quelques années et, par conséquent, les données les plus à jour ne sont pas toujours disponibles. Il y a aussi des sujets importants où la fiabilité des données doit être améliorée. Par exemple, de meilleures données sont nécessaires pour comprendre la force croissante de l'économie autochtone. Dans le Tableau de bord, les lacunes dans les données sur les indicateurs sont comblées au moyen d'une description plus détaillée des sujets dans les sections portant sur l'analyse des indicateurs.

Répercussions de la COVID-19 :

La COVID-19 a eu une incidence considérable sur la plupart des indicateurs du Tableau de bord national de 2022. Les répercussions de la COVID-19 sont évidentes dans de nombreuses données pour les indicateurs du Tableau de bord de cette année, mais pas toutes. Dans les cas où les données

les plus récentes étaient antérieures à 2020, les répercussions de la pandémie liées à l'indicateur en question ont été traitées dans la section portant sur l'analyse de l'indicateur. Lorsque les données internationales ne montraient pas encore les répercussions de la COVID-19, mais que les données nationales le faisaient, nous avons complété l'indicateur principal par une analyse supplémentaire des données nationales et avons tenu compte de ces données dans notre évaluation. Par exemple, dans le cas du taux d'emploi, des données indiquaient que le marché du travail avait rebondi en 2021 après les répercussions de COVID-19 en 2020.

Questions d'équité

La plupart des indicateurs du Tableau de bord présentent les grandes lignes de la situation ou de la tendance des enjeux qui touchent l'ensemble de la population. Selon l'origine ethnique, le genre, le statut d'Autochtone, le revenu, le handicap ou la catégorie ou le statut d'immigrant, la différence du vécu est souvent énorme et met en lumière les problèmes criants et les écarts à combler. Les répercussions sur l'équité ont été prises en compte dans l'analyse des indicateurs pertinents présentés dans chaque domaine d'intervention. Plusieurs indicateurs, notamment la vigueur du marché autochtone, le taux d'emploi des mères et la diversité du leadership, sont axés sur certains aspects précis de l'équité.

Notes

- 1 Statistique Canada, (2021a). Estimations de la population du Canada, quatrième trimestre de 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210318/dq210318c-fra.htm>.
- 2 Statistique Canada, (2021b). Statistiques sur le genre, la diversité et l'inclusion. [En ligne], https://www.statcan.gc.ca/fr/themes-debut/genre_diversite_et_inclusion.
- 3 Statistique Canada, (2019a). Projections démographiques pour le Canada (2018 à 2068), les provinces et les territoires (2018 à 2043). [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-520-x/91-520-x2019001-fra.htm>.
- 4 Statistique Canada, (2021a).
- 5 Lalande, L., (2021). « Canada's Interests Demand a More Ambitious Immigration Strategy ». The Institute for Peace and Diplomacy. [En ligne], <https://peacediplomacy.org/2021/09/14/canadas-interests-demand-a-more-ambitious-immigration-strategy/>.
- 6 Statistique Canada, (2021c). Enquête sociale canadienne : COVID-19 et bien-être. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210924/dq210924a-fra.htm?HPA=1>.
- 7 Statistique Canada, (2021d). Estimations de la population du Canada : âge et sexe, 1er juillet 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210929/dq210929d-fra.htm>.
- 8 OCDE, (2021a). Population (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/pop/population.htm>.
- 9 Statistique Canada, (2021e). Estimations de la population du Canada, troisième trimestre de 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211216/dq211216c-fra.htm>.
- 10 Statistique Canada, (2017a). Série « Perspective géographique », Recensement de 2016. Produit no 98-404-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. [En ligne], <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-can-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CAN&GC=01&TOPIC=9>; Statistique Canada, (2017b). Les peuples autochtones du Canada : faits saillants du Recensement de 2016. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.htm>.
- 11 Statistique Canada, (2021f). Projections des populations et des ménages autochtones au Canada, 2016 à 2041. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211006/dq211006a-fra.htm?CMP=mstatcan>.
- 12 Indigenomics Institute, (2021). « Strengthening Indigenous Economies ». [En ligne], <https://indigenomicsinstitute.com/>.
- 13 Commission de vérité et réconciliation du Canada, (2015). Honouring the Truth, Reconciling for the Future. [En ligne], https://publications.gc.ca/collections/collection_2016/trc/IR4-7-2015-fra.pdf.
- 14 Conference Board du Canada, 2021a. « Building on COVID-Period Immigration Levels: The Economic Case ». [En ligne], https://www.conferenceboard.ca/temp/e4be6806-b85a-4205-aca0-eb8ec875a46b/11234_Impact-Paper_Building-COVID-Period-Immigration-Levels.pdf.
- 15 Statistique Canada, (2021g). Tableau 17-10-0008-01 Estimations des composantes de l'accroissement démographique, annuelles. [En ligne], https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1710000801&request_locale=fr.
- 16 Gouvernement du Canada, (2021). Nouvelle voie vers la résidence permanente pour plus de 90 000 travailleurs temporaires essentiels et diplômés étrangers. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2021/04/nouvelle-voie-vers-la-residence-permanente-pour-90000travailleurs-temporaires-essentiels-et-diplomes-etrangers.html>.
- 17 Gouvernement du Canada, (2021). Le Canada accueille le plus grand nombre d'immigrants en une seule année de son histoire. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2021/12/le-canada-accueille-le-plus-grand-nombre-dimmigrants-en-une-seule-annee-de-son-histoire.html>.
- 18 Statistique Canada, (2016). 150 ans d'immigration au Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-630-x/11-630-x2016006-fra.htm>.
- 19 Gouvernement du Canada, (2022). Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2022-2024. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2022-2024.html>.
- 20 El-Assal, K., (2022). « Canada increases target to 432,000 immigrants in 2022 under Immigration Levels Plan 2022-2024 ». CIC News. [En ligne], <https://www.cicnews.com/2022/02/canada-immigration-levels-plan-2022-2024-0221165.html#gs.p7nwqg>.
- 21 El-Assal, K., (2021a). « IRCC looking to tackle Express Entry backlogs before resuming FSWP and CEC invitations ». CIC News. [En ligne], <https://www.cicnews.com/2021/11/ircc-looking-to-tackle-express-entry-backlogs-before-resuming-fswp-and-cec-invitations-1119698.html#gs.i34k1u>.
- 22 Osman, L., (2022). « Immigration processing times to return to standard in 2022: minister ». CTV News. [En ligne], <https://www.ctvnews.ca/politics/immigration-processing-times-to-return-to-standard-in-2022-minister-1.5761461>.
- 23 Keung, N., (2021). « Soaring backlogs, disgruntled applicants – Canada's immigration system has been upended by COVID-19. This is the man in charge of fixing it ». Toronto Star. [En ligne], <https://www.thestar.com/news/canada/2021/11/18/soaring-backlogs-disgruntled-applicants-canadas-immigration-system-has-been-upended-by-covid-19-this-is-the-man-in-charge-of-fixing-it.html>.
- 24 OCDE, (2021b). « SF2.1 Fertility rates ». La base de données de l'OCDE sur la famille. [En ligne], https://www.oecd.org/els/family/SF_2_1_Fertility_rates.pdf.
- 25 Statistique Canada, (2021h). Naissances, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210928/dq210928d-fra.htm>.
- 26 Statistique Canada, (2021i). Tableau 13-10-0418-01 Taux brut de natalité, taux de fécondité par groupe d'âge et indice synthétique de fécondité (naissances vivantes). [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1310041801>.
- 27 Kearney, M. et Levine, P., (2021). « Will births in the US rebound? Probably not ». Brookings Institution. [En ligne], <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2021/05/24/will-births-in-the-us-rebound-probably-not/>.
- 28 Fonds des Nations Unies pour la population, (2019). « Policy responses to low fertility: How effective are they? ». [En ligne], <https://www.unfpa.org/publications/policy-responses-low-fertility-how-effective-are-they>.
- 29 Stanford, J., (2020). « The Role of Early Learning and Child care in Rebuilding Canada's Economy after COVID-19 ». Centre for Future of Work. [En ligne], <https://centre-forfuturework.ca/wp-content/uploads/2020/11/ELCC-Report-Formatted-FINAL-FINAL.pdf>.
- 30 Statistique Canada, 2021f.
- 31 OCDE, (2021c). Espérance de vie à la naissance (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/healthstat/esperance-de-vie-a-la-naissance.htm>.

- 32 Organisation mondiale de la Santé, (2020). « Healthy life expectancy (HALE) at birth (years) ». [En ligne], <https://www.who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/gho-ghe-hale-healthy-life-expectancy-at-birth>.
- 33 Dion, P., (2021). Réductions de l'espérance de vie associées directement à la COVID-19 en 2020. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91f0015m/91f0015m2021002-fra.htm>.
- 34 Gouvernement du Canada, (2021). Méfaits associés aux opioïdes et aux stimulants au Canada. [En ligne], <https://sante-infobase.canada.ca/mefaits-associes-aux-substances/opioides-stimulants/>.
- 35 Chetty, R., Stepner, M., Abraham, S., Lin, S., Scuderi, B., Turner, N., Bergeron, A. et Cutler, D., (2016). « The Association Between Income and Life Expectancy in the United States, 2001-2014 ». [En ligne], <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4866586/>; DeLuca, P. F. et Kanaroglou, P.S., (2015). « Code Red: Explaining Average Age of Death in the City of Hamilton ». [En ligne], <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5690439/>.
- 36 Noakes, S., (2018). « Rich man, poor man: The high-income guy can expect to live 8 years longer ». CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/business/longevity-gap-life-expectancy-canada-cd-howe-1.4795121>; Buist, S., (2020). « Researchers link poverty and shorter life expectancy ». The Hamilton Spectator. [En ligne], <https://www.thespec.com/news/hamilton-region/2015/11/27/researchers-link-poverty-and-shorter-life-expectancy.html#:~:text=Code%20Red%20showed%20there%20was,%22The%20gap%20was%20massive;DeLuca%20et%20Kanaroglou,2015>.
- 37 CBC News, (2018). « Lifespan of Indigenous people 15 years shorter than that of other Canadians, federal documents say ». [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/health/indigenous-people-live-15-years-less-philpott-briefing-1.4500307>.
- 38 Gouvernement du Canada, (2021). Nouvelle voie vers la résidence permanente pour plus de 90 000 travailleurs temporaires essentiels et diplômés étrangers. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2021/04/nouvelle-voie-vers-la-residence-permanente-pour-90000travailleurs-temporaires-essentiels-et-diplomes-etrangers.html>.
- 39 El-Assal, K., (2021b). « Canada welcomed historic 45,000 new immigrants in September ». CIC News. [En ligne], <https://www.cicnews.com/2021/11/canada-welcomed-historic-45000-new-immigrants-in-september-1119536.html#gs.fadd47>.
- 40 El-Assal, 2021b.
- 41 Gouvernement du Canada, (2022). Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2022-2024. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2022-2024.html>.
- 42 OCDE, (2019a). Débats sur les politiques migratoires. « How do OECD countries compare in their attractiveness for talented migrants? ». [En ligne], <https://www.oecd.org/els/mig/migration-policy-debates-19.pdf>; Ipsos, (2021). Anholt Ipsos Nation Brands Index. [En ligne], <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/publication/documents/2021-05/Anholt-Ipsos.pdf>; Valet, V., (2019). « World's Most Reputable Countries 2019 ». Forbes. [En ligne], <https://www.forbes.com/sites/vickyvalet/2019/10/15/the-worlds-most-reputable-countries-2019/?sh=56b16b684cb8>.
- 43 Ipsos, (2021). « Germany maintains top "nation brand" ranking, Canada and Japan overtake the UK to round out the top three ». Anholt-Ipsos Nation Brands Index. [En ligne], <https://www.ipsos.com/en/nation-brands-index-2021>.
- 44 Ipsos, (2020). « Germany Retains Top "Nation Brand" Ranking, the UK and Canada Round Out the Top Three ». [En ligne], <https://www.ipsos.com/en-ca/news-polls/Germany-Retains-Top-Nation-Brand-Ranking-the-United-Kingdom-emerges-ahead-of-Canada-to-Round-Out-the-Top-Three-US-and-China-Experience-Significant-Decline>.
- 45 Argyle Public Relationships, (2018). « Canada Drops From The Top in Country Reputation Survey ». Cision. [En ligne], <https://www.newswire.ca/news-releases/canada-drops-from-the-top-in-country-reputation-survey-686154851.html>.
- 46 Initiative du Siècle, (2021a). « Driving innovation and entrepreneurship in Canada: The benefits of immigration ». [En ligne], https://uploads-ssl.webflow.com/5f931bfff6aee7ca287dbada2/61b77e0e0f07f59ea83dba78_Key-Insight-Report%232-FINAL.pdf.
- 47 Environics Institute et Initiative du Siècle, (2021). « Focus Canada – Canadian public opinion about immigration and refugees ». [En ligne], https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/focus-canada-fall-2021/focus-canada-fall-2021--canadian-public-opinion-about-immigration-refugees--final-report.pdf?sfvrsn=977f51d4_2.
- 48 Gallup, (2020). « Canada No. 1 for Migrants, U.S. in Sixth Place ». [En ligne], <https://news.gallup.com/poll/320669/canada-migrants-sixth-place.aspx>.
- 49 Gallup, (2020). « World Grows Less Accepting of Migrants ». [En ligne], <https://news.gallup.com/poll/320678/world-grows-less-accepting-migrants.aspx>.
- 50 Environics Institute et Initiative du Siècle, 2021.
- 51 Statistique Canada, (2021j). Tableau 43-10-0024-21 Mobilités des immigrants déclarants selon les régions économiques et l'année d'imposition. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=4310002401>.
- 52 Toughill, K., (2021). « How immigration really works ». The Walrus. [En ligne], <https://thewalrus.ca/how-immigration-really-works/>.
- 53 Société royale du Canada, (2021). Soutenir la résilience et la relance du Canada face à la COVID-19 grâce à des politiques et programmes d'immigration solides. [En ligne], https://rsc-src.ca/sites/default/files/Immigration%20PB_FR.pdf.
- 54 Esses, V. et Carter, C., (2019). Au-delà des grandes villes : Comment les petites collectivités au Canada peuvent attirer et retenir les nouveaux arrivants. Forum des politiques publiques, Voies vers la prospérité. [En ligne], <http://p2pcanada.ca/files/2019/09/Au-Dela-Des-Grandes-Villes.pdf>.
- 55 Gorman, M., (2021). « N.S. prepares \$2.5M campaign aimed at attracting new residents ». CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/immigration-emigration-population-housing-1.6196304>.
- 56 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, (2022). Le gouvernement du Canada investit 35 millions de dollars pour élargir les services d'établissement pour les nouveaux arrivants dans les petites villes et les communautés rurales. Gouvernement du Canada. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2022/01/le-gouvernement-du-canada-investit-35millions-de-dollars-pour-elargir-les-services-detablissement-pour-les-nouveaux-arrivants-dans-les-petites-vill.html>.
- 57 Toughill, 2021.
- 58 Société royale du Canada, 2021.
- 59 Macleod, C., (2021). « The Changing Concepts around Immigrant Integration ». Migrant Policy Institute. [En ligne], <https://www.migrationpolicy.org/article/changing-concepts-immigrant-integration>.
- 60 Solano, G. et Huddleston, T., (2020). « Migrant Integration Policy Index 2020. Measuring policies to integrate migrants across five continents ». Migrant Integration Policy Index. [En ligne], <https://www.migpolgroup.com/wp-content/uploads/2021/02/Solano-Giacomo-Huddleston-Thomas-2020-Migrant-Integration-Policy-Index-2020.pdf>.
- 61 Solano et Huddleston, 2020.

- 62 Medow, J. et Sheldrick, O., (2020). « Integrating Newcomers into Ontario's Economy: A Strategy for Professionally Skilled Immigrant Success ». Ontario 360. [En ligne], <https://on360.ca/policy-papers/integrating-newcomers-into-ontarios-economy-a-strategy-for-professionally-skilled-immigrant-success/>.
- 63 Conference Board du Canada, 2021a. ; Wayland, S., (2012). « Winning strategies for immigrant entrepreneurship in five communities ». Workforce Planning Hamilton. [En ligne], http://www2.hamilton.ca/NR/rdonlyres/98D76227-C319-4C2C-9021-4847FEADCF8/0/Jun20EDRMS_n324659_v1_6_1__Workforce_Planning_Hamilton_Final_Project_Report.pdf.
- 64 Statistique Canada, (2020a). Les immigrants sont près de trois fois plus susceptibles de connaître une surqualification persistante que les non-immigrants. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200902/dq200902a-fra.htm?CMP=mstatcan>.
- 65 Gouvernement du Canada, (2020). HUMA – Services d'établissement. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/transparence/comites/huma-8-mai-2020/services-etablissement.html>.
- 66 Barker, M, (2021). « Social Integration in Social Isolation: Newcomers' Integration during the COVID-19 Pandemic. New Horizons in Adult Education and Human Resource Development ». NCBI. [En ligne], <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8207059/>.
- 67 Centraide du Grand Toronto, (2019). « Rebalancing the opportunity equation ». Toronto: United Way Greater Toronto. [En ligne], https://www.unitedwaygt.org/wp-content/uploads/2021/10/2019_OE_fullreport_FINAL-1.pdf.
- 68 Organisation internationale du Travail, (2020). « The migrant pay gap: Understanding wage differences between migrants and nationals ». [En ligne], https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_protect/-protrav/-migrant/documents/publication/wcms_763803.pdf.
- 69 Conference Board du Canada, 2021a.
- 70 Statistique Canada, (2021k). Tableau 43-10-0026-01. Revenu des déclarants immigrants selon la catégorie d'admission et l'année d'imposition, pour le Canada et les provinces, dollars constants de 2019. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=4310002601>.
- 71 Statistique Canada, (2021l). Tableau 11-10-0239-01 Revenu des particuliers selon le groupe d'âge, le sexe et la source de revenus, Canada, provinces et certaines régions métropolitaines de recensement. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1110023901>.
- 72 Statistique Canada, 2021k.
- 73 Block, S., Galabuzi, G. et Tranjan, R., (2019). « Canada's Colour Coded Income Inequality ». Centre canadien de politiques alternatives. [En ligne], <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2019/12/Canada%27s%20Colour%20Coded%20Income%20Inequality.pdf>.
- 74 Ng, E. S. et Gagnon, S., (2020). Écarts en matière d'emploi et sous-emploi chez les groupes racialisés et les immigrants au Canada : résultats actuels et constatations futures. Centre des Compétences futures. [En ligne], <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2020/01/Immigrants-FPP-JAN2020-FR-Feb10.pdf>.
- 75 Anderson, K. et Huang, Z., (2019). « Can immigrants ever earn as much as native workers? ». IZA World of Labor. [En ligne], <https://wol.iza.org/articles/can-immigrants-ever-earn-as-much-as-native-workers/>.
- 76 Statistique Canada, (2016a). Recensement de la population de 2016, produit numéro 98-400-X2016200 au catalogue de Statistique Canada.
- 77 Statistique Canada, (2021m). Base de données longitudinales sur l'immigration : tableaux sur les immigrants enfants et régions métropolitaines de recensement, 2018. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210322/dq210322c-fra.htm>.
- 78 Société royale du Canada, 2021.
- 79 IRCC, (2021). DPD, données sur les résidents permanents au 30 juin 2021.
- 80 Hou, F., (2020). Sélection des immigrants en deux étapes : analyse de son expansion au Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2020010-fra.htm>.
- 81 Gouvernement du Canada, (2020). Énoncé économique de l'automne : Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19. [En ligne], <https://www.budget.gc.ca/fes-eea/2020/report-rapport/toc-tdm-fr.html>.
- 82 Omidvar, R., (2020). « Canada must make it easier for essential workers to immigrate ». First Policy Response. [En ligne], <https://policyresponse.ca/canada-must-make-it-easier-for-essential-workers-to-immigrate/>.
- 83 IRCC, (2021). Deuxième anniversaire de la Stratégie en matière de compétences mondiales. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2019/06/deuxieme-anniversaire-de-la-strategie-en-matiere-de-competences-mondiales.html>.
- 84 Gouvernement du Canada, (2021). Nouvelle voie vers la résidence permanente pour plus de 90 000 travailleurs temporaires essentiels et diplômés étrangers. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2021/04/nouvelle-voie-vers-la-residence-permanente-pour-90000-travailleurs-temporaires-essentiels-et-diplomes-etrangers.html>.
- 85 Thevenot, S., (2021). « TR to PR pathway closing November 5 ». CIC News. [En ligne], <https://www.cicnews.com/2021/11/tr-to-pr-pathway-closing-november-5-119558.html>.
- 86 Yalnizyan, A., (2021a). « Our temporary residents provide a resource we can't ignore ». Toronto Star. [En ligne], <https://www.thestar.com/opinion/contributors/2021/03/06/our-temporary-residents-provide-a-resource-we-cant-ignore.html>.
- 87 Yalnizyan, A., (2021b). « Permanently temporary: The problem with Canada's immigration policy ». Atkinson Foundation. [En ligne], <https://atkinsonfoundation.ca/atkinson-fellows/posts/permanently-temporary-the-problem-with-canadas-immigration-policy/>.
- 88 Yalnizyan, 2021a.
- 89 Conference Board du Canada, (2021b). « Valued Workers, Valuable Work. The Current and Future Role of (Im)migrant Talent ». [En ligne], <https://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=11354>.
- 90 Gouvernement du Canada, (2021). Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/plan-intervention-economique.html>; Gouvernement du Québec, (2021). Aide financière pour les entreprises. [En ligne], <https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/a-z/coronavirus-2019/aide-financiere-covid19>; Gouvernement de la Colombie-Britannique, (2021). « Economic supports for businesses, non-profits and community groups ». [En ligne], <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/covid-19/economic-recovery/business-supports>.
- 91 Bernacki, E., (2019). « What about a policy for innovation and entrepreneurship? », Policy Options. [En ligne], <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/november-2018/policy-innovation-entrepreneurship/>.
- 92 Global Entrepreneurship Monitor, (2021). « 2020/2021 Global Report ». [En ligne], <https://www.gemconsortium.org/report/gem-20202021-global-report>.
- 93 Global Entrepreneurship Monitor, (2020). « 2019/2020 Global Report ». [En ligne], <https://www.gemconsortium.org/report/gem-2019-2020-global-report>.
- 94 Saba, T., Blanchette, S., & Kronfli. Global Entrepreneurship Monitor, 2021, C., (2021). « Supporting Entrepreneurship and SMEs: A Post-Pandemic Skills and Training Agenda ». Centre des Compétences futures. [En ligne], <https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/soutenir-l'entrepreneuriat-et-les-pme-un-programme-postpandemie-pour-les-competences-et-la-formation/>.

- 95 Global Entrepreneurship and Development Institute, (2020). « Global Entrepreneurship Index ». [En ligne], <https://thegedi.org/global-entrepreneurship-and-development-index/>.
- 96 OCDE, 2019a.
- 97 De Laat, A. et Hellstern, M., (2020). « Growing their own way: High-grown women entrepreneurs in Canada ». Brookfield Institute. [En ligne], <https://brookfieldinstitute.ca/wp-content/uploads/GrowingTheirOwnWay-Report-1.pdf>.
- 98 Global Entrepreneurship Monitor, 2020.
- 99 Century Initiative, 2021a.
- 100 Century Initiative, 2021a.
- 101 BDC, (2019). Un monde d'entrepreneurs : Le nouveau visage de l'entrepreneuriat au Canada. [En ligne], <https://www.bdc.ca/fr/a-propos/analyses-recherche/nouveau-visage-entrepreneuriat-au-canada>.
- 102 Century Initiative, 2021a.
- 103 Diversity Institute, (2017). « Immigrant Entrepreneurship: Barriers and facilitators to growth ». [En ligne], https://www.ryerson.ca/diversity/reports/Immigrant_Entrepreneurship.pdf.
- 104 Century Initiative, 2021a.
- 105 Lamb, C. et Munro, D., (2021). « A rise in software-related R&D spending is a promising trend ». Policy Options. [En ligne], <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/march-2021/a-rise-in-software-related-rd-spending-is-a-promising-trend/>.
- 106 OCDE, (2020a). Principaux indicateurs de la science et de la technologie (DIRD en pourcentage du PIB). [En ligne], https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MSTI_PUB.
- 107 Statistique Canada, (2021n). Recherche et développement industriels, 2019 (données réelles), 2021 (données provisoires) et 2021 (perspectives). [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210824/dq210824b-fra.htm>.
- 108 OCDE, (2021d). Dépenses intérieures brutes de R-D (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/rd/depenses-interieures-brutes-de-r-d.htm>.
- 109 Statistique Canada, (2020b). Recherche et développement industriels, 2018 (données réelles), 2019 (données provisoires) et 2020 (perspectives). [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201209/dq201209b-fra.htm>.
- 110 Lamb et Munro, 2021.
- 111 Statistique Canada, (2021n). Recherche et développement industriels, 2019 (données réelles), 2021 (données provisoires) et 2021 (perspectives). [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210824/dq210824b-fra.htm>.
- 112 Statistique Canada, (2021o). Enquête sur l'innovation et la stratégie d'entreprise. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210426/dq210426a-fra.htm>.
- 113 Nicholson, P., (2018). « Facing the Facts: Reconsidering Business Innovation Policy in Canada ». Institut de recherche en politiques publiques. [En ligne], <https://irpp.org/research-studies/facing-facts-reconsidering-business-innovation-policy-canada/>.
- 114 Global Innovation Index, (2021). « Global Innovation Index 2021: Tracking Innovation through the COVID-19 Crisis ». [En ligne], <https://www.globalinnovationindex.org/gii-2021-report#>.
- 115 Global Innovation Index, (2020). « Global Innovation Index 2020: Who Will Finance Innovation? ». [En ligne], https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo_pub_gii_2020.pdf.
- 116 Global Innovation Index, 2021.
- 117 Conference Board du Canada, (2021c). « Innovation Report Card 2021 ». [En ligne], <https://www.conferenceboard.ca/focus-areas/innovation-technology/innovation-report-card>.
- 118 European Center for Digital Competitiveness, (2021). « Digital Riser Report 2021 ». [En ligne], https://digital-competitiveness.eu/wp-content/uploads/Digital_Riser_Report-2021.pdf.
- 119 Statistique Canada, (2020c). Étude : L'innovation dans les entreprises appartenant à des immigrants au Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200609/dq200609e-fra.htm>.
- 120 OCDE, (2021e). PIB par heure travaillée (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/lprdy/pib-par-heure-travailee.htm>.
- 121 Wang, W., (2021). Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la croissance de la productivité au Canada. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2021005/article/00004-fra.htm>.
- 122 Statistique Canada, (2021p). Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'œuvre, premier trimestre de 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210604/dq210604b-fra.htm>.
- 123 Wang, 2021.
- 124 Chambre de commerce du Canada, (2021). Stimuler l'innovation au Canada. [En ligne], <https://chamber.ca/wp-content/uploads/2021/08/StimulerlinnovationauCA.pdf>.
- 125 Statistique Canada, (2021q). Indicateurs d'entrepreneuriat des entreprises canadiennes. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211110/dq211110c-fra.htm>.
- 126 BDC, (2015). Entreprises à impact élevé : accélérer la compétitivité du Canada. [En ligne], <https://www.bdc.ca/globalassets/digizuite/10427-entreprises-impact-eleve-accelerer-competitivite-canada.pdf>.
- 127 Innovation, Sciences et Développement économique Canada, (2019). Aider les entreprises canadiennes à démarrer, à prendre de l'expansion et à se développer. [En ligne], <https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/fra/00092.html>.
- 128 Statistique Canada, (2021q). Indicateurs d'entrepreneuriat des entreprises canadiennes. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211110/dq211110c-fra.htm>.
- 129 Levy, S., (2021). « Getting to Scale: Accelerating Canada's high-growth companies ». Brookfield Institute. [En ligne], <https://brookfieldinstitute.ca/getting-to-scale/>.
- 130 Statistique Canada, 2021q.
- 131 Lafrance-Cooke, A., (2021). Démarrer une entreprise en période de pandémie : les expériences des entreprises créées pendant la COVID-19. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2021007/article/00004-fra.htm>.
- 132 Levy, 2021.
- 133 Simpson, M., (2021). « Canadian VC funding hits all-time high as seed investment continues to lag ». BetaKit. [En ligne], <https://betakit.com/canadian-vc-funding-hits-all-time-high-as-seed-investment-continues-to-lag/>.
- 134 Levy, 2021.
- 135 Levine, S.R. et Thought Leaders, (2020). « Diversity Confirmed to Boost Innovation and Financial Results ». Forbes. [En ligne], <https://www.forbes.com/sites/forbesinsights/2020/01/15/diversity-confirmed-to-boost-innovation-and-financial-results/?sh=1a3d2642c4a6>.
- 136 Levine et Thought Leaders, 2020.
- 137 Corporations Canada, (2021). Diversité au sein des conseils d'administration et de la haute direction ayant fait appel au public de régime fédéral, Rapport annuel de Corporations Canada 2020. [En ligne], [https://www.ic.gc.ca/eic/site/cd-dgc.nsf/vwapj/cs08998-f.pdf/\\$file/cs08998-f.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/cd-dgc.nsf/vwapj/cs08998-f.pdf/$file/cs08998-f.pdf).

- 138 Corporations Canada, 2021.
- 139 Gouvernement du Canada, (2022). Le Défi 50-30 : Votre avantage en matière de diversité! [En ligne], <https://www.ic.gc.ca/eic/site/icgc.nsf/fra/07706.html>.
- 140 Osler, (2021). Pratiques de divulgation en matière de diversité 2021 – diversité et leadership au sein des sociétés ouvertes canadiennes. [En ligne], <https://www.osler.com/fr/ressources/gouvernance/2021/pratiques-de-divulgation-en-matiere-de-diversite-2021-diversite-et-leadership-au-sein-des-societes>;; Statistique Canada, (2021 r). Représentation des femmes au sein des conseils d'administration, 2018. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210323/dq210323d-fra.htm>.
- 141 Panjwani, R., (2021). « How women can get themselves on boards ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/business/article-how-women-can-get-themselves-on-boards/>.
- 142 Osler, 2021.
- 143 Statistique Canada, (2017a). Série « Perspective géographique », Recensement de 2016. Produit no 98-404-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. [En ligne], <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-can-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CAN&GC=01&TOPIC=9>; Statistique Canada, (2017b). Les peuples autochtones du Canada : faits saillants du Recensement de 2016. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171025/dq171025a-fra.htm>.
- 144 Statistique Canada, 2017b.
- 145 Statistique Canada, 2017a.
- 146 Services économiques TD, (2015). « The long and winding road towards Aboriginal economic prosperity ». [En ligne], <https://www.ccab.com/wp-content/uploads/2016/11/TD-AboriginalEconomicProsperity.pdf>; Hilton, C.A., (2021). « Indigenomics: Taking a Seat at the Economix Table ». Gabriola Island, Canada: New Society Publishers.
- 147 Services économiques TD, 2015.
- 148 Conseil canadien pour l'entreprise autochtone, (2020). « Promise and Prosperity: The 2020 Ontario Aboriginal Business Survey ». [En ligne], https://www.ccab.com/wp-content/uploads/2020/10/CCAB_PP_2020_Final.pdf.
- 149 Conseil canadien pour le commerce autochtone, (n. d). « Aboriginal Economic Development Corporations ». [En ligne], <https://www.ccab.com/research/publications/aedcs/>.
- 150 Hilton, 2021.
- 151 Services publics et Approvisionnement Canada, (2021). Le gouvernement du Canada annonce des mesures d'envergure fédérale dans le but d'offrir plus de possibilités aux entreprises autochtones. Gouvernement du Canada. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/services-publics-approvisionnement/nouvelles/2021/08/le-gouvernement-du-canada-annonce-des-mesures-denvergure-federale-dans-le-but-doffrir-plus-de-possibilites-aux-entreprises-autochtones.html>.
- 152 Nations Unies, (n. d). Objectifs de développement durable des Nations Unies : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. [En ligne], <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal8>.
- 153 OCDE, (2021f). Produit intérieur brut (PIB) (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/gdp/produit-interieur-brut-pib.htm>.
- 154 Statistique Canada, (2021s). Produit intérieur brut, revenus et dépenses, troisième trimestre de 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211130/dq211130a-fra.htm>.
- 155 OCDE, (2021g). Le revenu des ménages dans la zone OCDE a fortement baissé au deuxième trimestre 2021, malgré une forte croissance du PIB. [En ligne], <https://www.oecd.org/fr/sdd/cn/Growth-and-economic-well-being-oecd-11-2021-Fr.pdf>.
- 156 Conference Board du Canada, 2021a.
- 157 Conseil national de développement économique des Autochtones, (2016). Réconciliation : stimuler l'économie canadienne de 27,7 milliards \$. [En ligne], http://www.naedb-cndea.com/french/reports/naedb_report_reconciliation_27_7_billion_fr.pdf.
- 158 Bank of Canada, (2021). Revue du système financier – 2021. [En ligne], <https://www.banqueducanada.ca/2021/05/revue-du-systeme-financier-2021/>.
- 159 OCDE, (2021h). Dette des ménages (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/hha/dette-des-menages.htm>.
- 160 Poloz, S.S., (2018). L'économie canadienne et la dette des ménages : quelle est l'ampleur du problème? Banque du Canada, [En ligne], <https://www.banqueducanada.ca/2018/05/economie-canadienne-dette-menages-ampleur-probleme/>.
- 161 SCHL, (2020). Deuxième vague : incertitude quant à la dette des ménages. [En ligne], <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/blog/2020-housing-observer/covid19-second-wave-brings-uncertainty-household-debt>.
- 162 Statistique Canada, (2021t). Étude : Tendances relatives aux prêts non hypothécaires des ménages : l'évolution de la dette des ménages canadiens avant et pendant la COVID-19. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210823/dq210823c-fra.htm>;; OCDE, (2021i). Études économiques de l'OCDE : Canada. [En ligne], <https://www.oecd.org/fr/economie/etudes/CANADA-2021-OCDE-etude-economique-synthese.pdf>.
- 163 OCDE, 2021i.
- 164 OCDE, 2021i.
- 165 Alini, E., (2018). « One in 5 Canadian millennials are delaying having kids due to money worries: BDO », Global News, [En ligne], <https://globalnews.ca/news/4528546/millennials-debt-kids-bdo-survey/>.
- 166 Statistique Canada, 2021t.
- 167 MNP Ltée., (2021). Indice des dettes à la consommation de MNP. [En ligne], <https://mnpdettes.ca/fr/ressources/lindice-des-dettes-de-mnp/>.
- 168 Statistique Canada, 2021t.
- 169 Nations Unies, (n.d.). Objectifs de développement durable des Nations Unies : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. [En ligne], <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal10>.
- 170 OCDE, (2014a). Les inégalités pèsent sur la croissance économique, selon l'OCDE. [En ligne], <https://www.oecd.org/fr/presse/les-inegalites-pesent-sur-la-croissance-economique.htm>.
- 171 OCDE, (2021j). Inégalité des revenus (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/inequality/inegalite-de-revenu.htm>.
- 172 Statistique Canada, (2021u). Enquête canadienne sur le revenu, 2019. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210323/dq210323a-fra.htm>.
- 173 Block, Galabuzi et Tranjan, 2019; Paul, T. N., (2020). « On Unequal Terms: The Indigenous Wage Gap in Canada ». Western University [En ligne], https://ir.lib.uwo.ca/sociology_masrp/46/; United Way Greater Toronto, 2019.
- 174 OCDE, 2021i.
- 175 Statistique Canada, 2021u.
- 176 Schwab, K., (2019). « Global Competitiveness Report 2019 ». World Economic Forum. [En ligne], http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf.
- 177 IMD, (2021). « World Competitiveness Ranking 2021 – Canada ». [En ligne], <https://worldcompetitiveness.imd.org/countryprofile/CA/wcy/>.

- 178 Engzell, P., Frey, A., et Verhagen, M.D., (2021). « Learning loss due to school closures during the COVID-19 Pandemic ». Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America. [En ligne], <https://www.pnas.org/content/118/17/e2022376118>; Reed, A., (2021). « Pandemic learning loss is real and kids need help to catch up, education experts say ». CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/learning-loss-covid19-1.6214714>.
- 179 Institut Environics, (2021). Rattrapage académique : L'impact de la pandémie chez les jeunes adultes au Canada. [En ligne], https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/default-document-library/report_making-up-time_the-impact-of-the-pandemic-on-young-adults_fr.
- 180 LMiC, (2019). Trouver leur chemin : ce que veulent les jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET). Rapport de perspectives de l'IMT, n° 17. [En ligne], <https://lmic-cimt.ca/publications-all/lmi-insights-report-no-17-finding-their-path-what-youth-not-in-employment-education-or-training-neet-want/>; Tal, B., (2021). « Canadian labour market dichotomy – deeper than perceived ». Economics in Focus. CIBC. [En ligne], <https://economics.cibccm.com/cds?id=7737970b-204e-477f-8f4b-e0f643f60a3c&flag=E>.
- 181 OCDE, (2020b). « Equity in Education: Breaking down barriers to social mobility – Canada ». [En ligne], <https://www.oecd.org/pisa/Equity-in-Education-country-note-Canada.pdf>.
- 182 OCDE, (2019b). Résultat du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves. [En ligne], https://www.oecd-ilibrary.org/education/resultats-du-pisa-2018-volume-i_ec30bc50-fr.
- 183 Parkin, A., (2019). « The real roots of Canada's education test successes ». Institut Environics, [En ligne], <https://www.environicsinstitute.org/insights/insight-details/the-real-roots-of-canada-s-education-test-successes>.
- 184 OCDE, 2020b.
- 185 OCDE, 2019b.
- 186 Statistique Canada, (2020d). Les compétences en littératie numérique des jeunes Canadiens se comparent favorablement à la moyenne affichée par l'OCDE. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201214/dq201214a-fra.htm>.
- 187 Alphonso, C. et Perreux, L., (2020). « Students' grades are dropping with shift to remote education a pandemic takes toll ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-students-grades-are-dropping-with-shift-to-remote-education-as/>.
- 188 Whitley, J., Beauchamp, M. et Brown, C., (2021). « The impact of COVID-19 on the learning and achievement of vulnerable Canadian children and youth ». FACETS. [En ligne], <https://www.facetsjournal.com/doi/10.1139/facets-2021-0096>.
- 189 Bennett, B., (2021). « Pandemic education crisis: Canada is failing to tackle 'lost year' in K-12 education ». La Conversation. [En ligne], <https://theconversation.com/pandemic-education-crisis-canada-is-failing-to-tackle-lost-year-in-k-12-education-165348>.
- 190 Commission de vérité et réconciliation du Canada et Nations Unies, (2015). Commission de vérité et réconciliation du Canada : Appels à l'action. https://ehprnh2mwo3.exactdn.com/wp-content/uploads/2021/04/4-Appels_a_l>Action_French.pdf.
- 191 Park, Y., Galassi, G. et Kyui, N., (2020). Apprendre, c'est payant : Les bénéfices des études postsecondaires. Banque du Canada, [En ligne], <https://www.banqueducanada.ca/2020/10/apprendre-cest-payant/>.
- 192 OCDE, (2021 k). Diplômés de l'enseignement supérieur (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/eduatt/diplomes-de-l-enseignement-superieur.htm>.
- 193 Statistique Canada, (2017c). La scolarité au Canada : faits saillants du Recensement de 2016. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/171129/dq171129a-fra.htm>.
- 194 Young, S.J., Deller, F.M. et McCallum, K. E., (2021). Innovation dans l'enseignement postsecondaire. Forum des politiques publiques. [En ligne], <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2021/05/L%E2%80%99innovation-dans-l%E2%80%99enseignement-postsecondaire-PPF-Juin2021-FR.pdf>.
- 195 OCDE, 2021k.
- 196 OCDE, (2021l). Regards sur l'éducation 2021 : Les indicateurs de l'OCDE. [En ligne], https://www.oecd-ilibrary.org/fr/education/regards-sur-l-education_19991495.
- 197 Ford, R., Hui, T.S., et Nguyen, C., (2019). Participation aux études postsecondaires et revenu des ménages. Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur. [En ligne], <https://heqco.ca/wp-content/uploads/2022/02/Formatted-SRDC-PSE-Access-and-Income-f-1.pdf>.
- 198 Conseil national de développement économique des Autochtones, (2020). Rapport d'étape sur l'évolution de l'économie des Autochtones 2019. [En ligne], <http://www.naedb-cndea.com/french/reports/NIEDB-ECONOMIC-PROGRESS-REPORT-FRENCH-VERSION-2019.pdf>.
- 199 Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations, (2016). « Now is the time: Our data, our stories, our future ». The National Report of the First Nations Regional Early Childhood, Education and Employment Survey. [En ligne], https://fnigc.ca/wp-content/uploads/2021/01/FNIGC_FNREEES-National-Report-2016-EN_FINAL_01312017.pdf.
- 200 Young, Deller et McCallum, 2021.
- 201 Thompson, K.T., et Hill-MacDonald, G.L., (2018). Examen de l'enseignement postsecondaire des Premières Nations. Assemblée des Premières Nations. [En ligne], https://www.afn.ca/wp-content/uploads/2018/07/PSE_Interim_Report_FR.pdf.
- 202 Voir, par exemple : eCampus Ontario, (2021). Les instituts autochtones sont à la tête de l'éducation postsecondaire autochtone en matière d'apprentissage virtuel en partenariat avec eCampus Ontario. [En ligne], <https://www.ecampusontario.ca/fr/les-instituts-autochtones-sont-a-la-tete-de-leducation-postsecondaire-autochtone-en-matiere-dapprentissage-virtuel-en-partenariat-avec-ecampusontario/>.
- 203 PNUD, (n.d.). Objectif 8 : Travail décent et croissance économique. [En ligne], <https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-8-decent-work-and-economic-growth/#:~:text=Selon%20l'Organisation%20internationale%20du,innovant%20sur%20le%20plan%20technologique>.
- 204 OCDE, (2021m). Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/youthinac/jeunes-descolarises-sans-emploi-neet.htm>.
- 205 OCDE, 2021l.
- 206 Institut Environics, (2021). Rattrapage académique : L'impact de la pandémie chez les jeunes adultes au Canada. [En ligne], https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/default-document-library/report_making-up-time_the-impact-of-the-pandemic-on-young-adults_fr.
- 207 OCDE, 2021m; Wall, K., (2021). Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la proportion de jeunes ni en emploi ni aux études au début de l'année scolaire selon le genre. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2021001/article/00003-fra.htm>.
- 208 Wall, K., (2021). Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la proportion de jeunes ni en emploi ni aux études au début de l'année scolaire selon le genre. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2021001/article/00003-fra.htm>.
- 209 Wall, 2021.
- 210 Wall, 2021.
- 211 Institut Environics, (2021). Rattrapage académique : L'impact de la pandémie chez les jeunes adultes au Canada. [En ligne], <https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/temps-de-rattrapage-limpact-de-la-pandemie-chez-les-jeunes-adultes-au-canada/>.

- 212 Organisation internationale du Travail, (2019). « Young People Not In Employment, Education, or Training ». Technical Brief No. 3. [En ligne], https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26634NEET_Sida_brief.pdf.
- 213 Davidson, J. et Arim, R., (2019). Un profil des jeunes qui ne sont ni étudiants, ni employés, ni stagiaires au Canada, de 2015 à 2017. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2019020-fra.htm>.
- 214 OCDE, (2021n). Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2021 : Apprendre pour la vie – Promouvoir l'intérêt et la participation à l'éducation des adultes. OCDE. [En ligne], <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/248ddcd4-fr/index.html?itemId=/content/component/248ddcd4-fr>.
- 215 Institut Environics, (2020). S'adapter au monde du travail en pleine évolution : rapport final du Sondage 2020 sur l'emploi et les compétences. [En ligne], https://www.ryerson.ca/diversity/reports/Adapting_to_the_Changing_World_of_Work_FR.pdf.
- 216 Institut Environics, (2020). S'adapter au monde du travail en pleine évolution : rapport final du Sondage 2020 sur l'emploi et les compétences. [En ligne], https://www.ryerson.ca/diversity/reports/Adapting_to_the_Changing_World_of_Work_FR.pdf.
- 217 Centre des Compétences futures, (2021). Parcours professionnels adaptables. [En ligne], <https://fsc-ccf.ca/research/responsive-career-pathways/>.
- 218 Gouvernement du Canada (2021), Budget 2021 : Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience. [En ligne], <https://www.budget.gc.ca/2021/home-accueil-fr.html>.
- 219 Benefits Canada, (2018). « Canadian employers investing more in employee training: survey ». [En ligne], <https://www.benefitscanada.com/news/bencan/canadian-employers-investing-more-in-employee-training-survey/>.
- 220 International Institute for Management Development, (2021). « World Competitiveness Ranking 2021 – Country Profile Canada ». [En ligne], <https://www.imd.org/globalassets/wcc/docs/wco/pdfs/countries-landing-page/ca.pdf>.
- 221 OCDE, (2021o). Taux d'emploi (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi.htm>.
- 222 Statistique Canada, (2021v). Enquête sur la population active, octobre 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211105/dq211105a-fra.htm>.
- 223 Press, J., (2021). « Canada adds 157,000 jobs in September, returning to pre-pandemic levels ». CTV News. [En ligne], <https://www.ctvnews.ca/business/canada-adds-157-000-jobs-in-september-returning-to-pre-pandemic-levels-1.5616099>.
- 224 Pittis, D., (2021). « 'Profound effect' of COVID-19 is transforming Canada's labour market ». CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/business/jobs-bank-canada-election-column-don-pittis-1.6169373>.
- 225 Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations, (2016). « Now is the time: Our data, our stories, our future ». The National Report of the First Nations Regional Early Childhood, Education and Employment Survey. [En ligne], https://fnigc.ca/wp-content/uploads/2021/01/FNIGC-FNREEES-National-Report-2016-EN_FINAL_01312017.pdf.
- 226 Alook, A., Block, S. et Galabuzi, G-E., (2021). Un fardeau disproportionné : Répercussions de la COVID-19 sur le marché du travail des autochtones et personnes racialisées au Canada. Centre canadien de politiques alternatives. [En ligne], https://www.crrf-fcrr.ca/images/CCPA_disproportionate_burden_DEC_2021/A_Disproportionate_Burden_FR_FINAL.pdf.
- 227 Alook, Block et Galabuzi, 2021.
- 228 Ryerson University, (2021). « Interactive dashboard helps assess COVID-19 impact on immigrant workers ». CERC in Migration and Integration. [En ligne], <https://www.ryerson.ca/cerc-migration/news/2020/06/Interactive-Dashboard-Canadian-Perspective-Survey/>.
- 229 Lewchuk, W., Lafleche, M., Procyk, S., Cook, C., Dyson, D., Goldring, L.,... Viducis, P., (2015). « The Precarity Penalty ». Poverty and Employment Precarity in Southern Ontario. [En ligne], <https://pepso.ca/documents/precarity-penalty.pdf>.
- 230 Chen, W-H. et Medhi, T., (2018). Évaluation de la qualité des emplois au Canada : une approche multidimensionnelle. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2018412-fra.htm>.
- 231 Walks, 2010, Walks, 2013, Jacobson, 2012, Yalnizyan, 2010, dans Procyk, S., (2014). « Understanding Income Inequality in Canada, 1980-2014 ». Centraide Toronto et Université de Toronto. [En ligne], <http://neighbourhoodchange.ca/documents/2015/02/understanding-income-inequality-in-canada-1980-2014.pdf>; Centraide Toronto, (2015). « The Opportunity Equation ». [En ligne], https://www.unitedwaygt.org/wp-content/uploads/2021/10/2019_OE_fullreport_FINAL-1.pdf.
- 232 OCDE, (2021p). Niveaux de salaire (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/earnwage/niveaux-de-salaires.htm>.
- 233 Jeon, S-H., Liu, H. et Ostrovsky, Y., (2019). Mesurer l'économie à la demande au Canada au moyen de données administratives. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11f0019m/11f0019m2019025-fra.htm>.
- 234 OCDE, (2021q). Emploi temporaire (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/emp/emploi-temporaire.htm>.
- 235 Statistique Canada, (2021 w). Régimes de pension au Canada, au 1er janvier 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210629/dq210629c-fra.htm>.
- 236 Blum, B., (2021). « Low-wage earners hit hardest by pandemic job market ». CTV News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/business/job-losses-pandemic-lower-income-1.5922401>.
- 237 Massie, A. et Macdonald, D., (2021), « Boundless bonuses: Skyrocketing Canadian executive pay during the 2020 pandemic ». Centre canadien de politiques alternatives. [En ligne], https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2021/08/Boundless%20Bonuses_FINAL.pdf.
- 238 Conference Board du Canada, (2017). L'écart salarial selon l'origine ethnique. [En ligne], <https://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/society-fr/racial-gap-fr.aspx>.
- 239 Statistique Canada, 2021v.
- 240 Statistique Canada, 2021v.
- 241 Statistique Canada, (2021x). Enquête sociale canadienne : COVID-19 et bien-être. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210924/dq210924a-fra.htm?HPA=1>.
- 242 Gayatri, M. et Irawaty, D. K., (2021). « Family Resilience during COVID-19 Pandemic: A Literature Review ». The Family Journal. [En ligne], <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/10664807211023875>.
- 243 McKenzie, A., (2021). « 26 Indigenous governing bodies are actively reclaiming authority over child welfare ». APTN National News. [En ligne], <https://www.aptnnews.ca/national-news/afn-virtual-gathering-on-indigenous-child-welfare/>.
- 244 Fonds des Nations Unies pour la population, (2019). « Policy responses to low fertility: How effective are they? ». [En ligne], <https://www.unfpa.org/publications/policy-responses-low-fertility-how-effective-are-they>.
- 245 Stanford, 2020.
- 246 Statistique Canada, (2021y). Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210407/dq210407b-fra.htm>.
- 247 Statistique Canada, 2021y.

- 248 Statistique Canada, 2021y.
- 249 Macdonald, D. et Friendly, M., (2021). « Sounding the alarm: Covid-19's impact on Canada's precarious child care sector ». Centre canadien de politiques alternatives. [En ligne], <https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2021/03/Sounding%20the%20alarm.pdf>.
- 250 Macdonald et Friendly, 2021.
- 251 Gouvernement du Canada, (2021). Budget 2021 : Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience. [En ligne], <https://www.budget.gc.ca/2021/home-accueil-fr.html>.
- 252 Statistique Canada, 2021y.
- 253 Macdonald et Friendly, 2021.
- 254 Gouvernement du Canada, (2021). Budget 2021 : Un plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2021/04/budget-de-2021-un-plan-dapprentissage-et-de-garde-des-jeunes-enfants-pancanadien.html>.
- 255 Findlay, L.C., Wei, L. et Arim, R., (2021). Tendances en matière d'utilisation des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants chez les familles pouvant être désavantagées sur le plan socioéconomique au Canada. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2021008/article/00002-fra.htm>.
- 256 All for Child Care, (2018). « Unregulated Child Care ». [En ligne], <https://allforchildcare.ca/2018/05/05/unregulated-child-care/>.
- 257 Childcare Resource and Research Unit, (2020). « Early Childhood Education and Care in Canada 2019 ». <https://childcarecanada.org/sites/default/files/ECEC-Canada-2019-full-publication-REV-12-2-21.pdf>.
- 258 Initiative du Siècle, (2021b). « Canada's early learning and child care system: Building a foundation for sustainable population growth ». [En ligne], [https://uploads-ssl.webflow.com/5f931bff6aee7ca287dbada2/610c678e6e02a027c40219c9_ELCC-Key-Insight-Report-08-05-21_V8%20\(1\).pdf](https://uploads-ssl.webflow.com/5f931bff6aee7ca287dbada2/610c678e6e02a027c40219c9_ELCC-Key-Insight-Report-08-05-21_V8%20(1).pdf).
- 259 Fonds des Nations Unies pour la population, (2019). « Policy responses to low fertility: How effective are they? ». [En ligne], <https://www.unfpa.org/publications/policy-responses-low-fertility-how-effective-are-they>.
- 260 Commission de l'assurance-emploi du Canada, (2021). Rapport de contrôle et d'évaluation de l'assurance-emploi 2019-2020. [En ligne], <https://www.canada.ca/content/dam/canada/employment-social-development/programs/ei/ei-list/reports/2019-20-EI-MAR-FR.pdf>.
- 261 Commission de l'assurance-emploi du Canada, 2021.
- 262 Doucet, A., Mathieu, S. et McKay, L., (2021). « Reconceptualizing Parental Leave Benefits in COVID-19 Canada: From Employment Policy to Care and Social Protection Policy ». Canadian Public Policy. [En ligne], <https://muse.jhu.edu/article/769263/summary>.
- 263 Commission de l'assurance-emploi du Canada, 2021.
- 264 Doucet, Mathieu et McKay, 2021.
- 265 Commission de l'assurance-emploi du Canada, 2021.
- 266 Friendly, M., Feltham, L.E., Mohamed, S., Nguyen, N. T., Vickerson, R. et Forer, B., (2020). « Early childhood education and care in Canada 2019 ». Childcare Resource and Research Unit. [En ligne], <https://childcarecanada.org/sites/default/files/ECEC-Canada-2019-full-publication-REV-12-2-21.pdf>.
- 267 Commission de l'assurance-emploi du Canada, 2021.
- 268 Gouvernement du Canada, (2021). Prestations de maternité et prestations parentales de l'assurance-emploi. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/services/prestations/ae/assurance-emploi-maternite-parentales/admissibilite.html>.
- 269 Doucet, Mathieu et McKay, 2021.
- 270 Doucet, A., Mathieu, S. et McKay, L., (2020). « Redesign parental leave system to enhance gender equity ». Policy Options. [En ligne], <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/october-2020/redesign-parental-leave-system-to-enhance-gender-equality/>.
- 271 Mathieu, S., Doucet, A. et McKay, L., (2020). « Parental Leave Benefits and Inter-Provincial Differences: The case of four Canadian provinces ». Canadian Journal of Sociology. [En ligne], <http://www.andreadoucet.com/wp-content/uploads/2021/05/Mathieu-et-al-2020.pdf>.
- 272 Doucet, Mathieu et McKay, 2021.
- 273 Condition féminine Canada, (2012). Coup d'œil sur la situation des femmes au Canada : Sommaire statistique. Gouvernement du Canada. [En ligne], <https://cfc-swc.gc.ca/abu-ans/wwwad-cqnf/stat/wic-fac-2012/wic-fac-2012-fra.pdf>; Yalnizyan, A. (2020), « Opinion: The 'she-cession' is real and a problem for everyone ». The Financial Post. [En ligne], <https://financialpost.com/opinion/opinion-the-she-cession-is-real-and-a-problem-for-everyone>.
- 274 Breau, 2007; Fortin et Schirle, 2003; OCDE, 2011a dans Procyk, 2014; Rosenberg, D., (2021). « Countries that kept women engaged in labour force during the pandemic will rebound faster ». The Financial Post. [En ligne], <https://financialpost.com/fp-work/countries-that-kept-women-engaged-in-labour-force-during-the-pandemic-will-rebound-faster>.
- 275 Gouvernement du Canada, (2020). Énoncé économique de l'automne 2020 – Chapitre 3 : Rebâtir en mieux. [En ligne], <https://budget.gc.ca/fes-eea/2020/report-rapport/chap3-fr.html>.
- 276 OCDE, (2020c). « Maternal employment rates ». La base de données de l'OCDE sur la famille. [En ligne], https://www.oecd.org/els/family/LMF1_2_Maternal_Employment.pdf.
- 277 OCDE, 2020c.
- 278 OCDE, 2020c.
- 279 OCDE, (2016a). « Maternal employment rates ». [En ligne], https://www.oecd.org/els/family/LMF1_2_Maternal_Employment.pdf.
- 280 Fondation canadienne des femmes, (2018). « No, Moms, the gender pay gap is not on us ». [En ligne], <https://canadianwomen.org/blog/no-moms-the-gender-pay-gap-is-not-on-us/>.
- 281 Statistique Canada, 2021y.
- 282 Statistique Canada, (2021z). Enquête sur la population active, septembre 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211008/dq211008a-fra.htm>.
- 283 Peesker, S., (2021). « Mothers returning to work after COVID-19 lockdowns face lifelong earnings gap ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/investing/personal-finance/household-finances/article-mothers-returning-to-work-after-covid-19-lockdowns-face-lifelong/>.
- 284 Gordon, J., (2021). « Black, minority women in Canada left behind in COVID-19 job recovery ». CTV News. [En ligne], <https://www.ctvnews.ca/business/black-minority-women-in-canada-left-behind-in-covid-19-job-recovery-1.5232390>.
- 285 PNUD, (n.d.). Objectif 1 – Pas de pauvreté. [En ligne], <https://www1.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-1-no-poverty/#:~:text=%C3%89radiquer%20la%20pauvrete%C3%A9%20sous%20toutes,subvenir%20%C3%A0%20ses%20besoins%20fondamentaux.>
- 286 Statistique Canada, (2021aa). Tableau 11-10-0135-01. Statistiques du faible revenu selon l'âge, le sexe et le type de famille économique. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1110013501>.
- 287 Statistique Canada, 2021aa.

- 288 Les enfants d'abord Canada, (2021). « Raising Canada 2021 - Top 10 threats to childhood in Canada: Recovering from the impacts of COVID-19 ». [En ligne], https://childrenfirstcanada.org/wp-content/uploads/2021/08/CFC-RC-Report-2021_Final.pdf.
- 289 Statistique Canada, (2021bb). Personnes vivant sous le seuil de la pauvreté (mesure du panier de consommation, base de 2018), Canada, 2015 à 2019. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210323/t003a-fra.htm>.
- 290 Statistique Canada, (2017d). Recensement de 2016. Numéro au catalogue : 98-400-X2016206.
- 291 Robinson, R., (2021). « All across Canada, children are growing up in poverty ». The Monitor. [En ligne], <https://monitormag.ca/articles/all-across-canada-children-are-growing-up-in-poverty>; Campaign 2000, (2021). « No One Left Behind: Strategies for an Inclusive Recovery – 2021 report card on child and family poverty in Canada ». [En ligne], <https://campaign2000.ca/no-one-left-behind-strategies-for-an-inclusive-recovery/>.
- 292 Canadian Centre for Economic Analysis, (2019). « Economic contribution of the Canada Child Benefit: A Basic Income Guarantee for Canadian Families with Children ». [En ligne], <https://www.cancea.ca/CCB>.
- 293 Campaign 2000, (2021). « No One Left Behind: Strategies for an Inclusive Recovery – 2021 report card on child and family poverty in Canada ». [En ligne], <https://campaign2000.ca/no-one-left-behind-strategies-for-an-inclusive-recovery/>.
- 294 Statistique Canada, (2021u). Enquête canadienne sur le revenu, 2019. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210323/dq210323a-fra.htm>.
- 295 Gouvernement du Canada, Objectif 1 – Pas de pauvreté. [En ligne], <https://www144.statcan.gc.ca/sdg-odd/goal-objectif01-fra.htm>.
- 296 OCDE, (2019c). « PISA 2018 Results (Volume III): What School Life Means for Students' Lives ». OCDE. [En ligne], <https://www.oecd.org/publications/pisa-2018-results-volume-iii-acd78851-en.htm>.
- 297 OCDE, 2019c.
- 298 UNICEF Canada, (2017). Bilan Innocenti 14 de l'UNICEF : Document canadien d'accompagnement, Ô Canada! Nos enfants méritent mieux. [En ligne], <https://www.unicef.ca/fr/bilan-innocenti-14-de-lunicef-le-bien-etre-des-enfants-dans-un-monde-au-developpement-durable>.
- 299 UNICEF, (2020). Aux antipodes : Document canadien d'accompagnement du Bilan Innocenti 16 de l'UNICEF. [En ligne], <https://www.unicef.ca/sites/default/files/2020-11/UNICEF%20RC16%20Canadian%20Companion%20FR%20-%20DIGITAL.pdf>.
- 300 Statistique Canada, (2020e). Enquête canadienne sur la santé des enfants et des jeunes, 2019. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200723/dq200723a-fra.htm>.
- 301 Gouvernement du Canada, (2021). Le premier Rapport sur l'état de la jeunesse du Canada : Pour les jeunes, avec les jeunes, par les jeunes. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/campagnes/etat-jeunesse/rapport.html>.
- 302 Statistique Canada, (2020f). La santé mentale des Canadiens pendant la pandémie de COVID-19. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2020039-fra.htm>.
- 303 Hospital for Sick Children, Toronto, (2021). « SickKids releases new research on how COVID-19 pandemic has impacted child and youth mental, physical health ». [En ligne], <https://www.sickkids.ca/en/news/archive/2021/research-covid-19-pandemic-impact-child-youth-mental-physical-health/>.
- 304 Les enfants d'abord Canada, (2021). « Raising Canada 2021 – Top 10 threats to childhood in Canada: Recovering from the impacts of COVID-19 ». [En ligne], https://childrenfirstcanada.org/wp-content/uploads/2021/08/CFC-RC-Report-2021_Final.pdf.
- 305 Hilton, 2021; Allen, J. et Farber, S., (2019). « Sizing up transport poverty: A national scale accounting of low-income households suffering from inaccessibility in Canada, and what to do about it ». Transport Policy. [En ligne], <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0967070X18304736>; Springer, A., (2021). « Living in Colour: Racialized Housing Discrimination in Canada ». Homeless Hub. [En ligne], <https://www.homelesshub.ca/blog/living-colour-racialized-housing-discrimination-canada>; Centraide du Grand Toronto, (2021). « Vertical Legacy: The case for revitalizing the GTA's aging rental tower communities ». [En ligne], <https://www.unitedwaygt.org/wp-content/uploads/2021/12/2021-Vertical-Legacy-Full-Report.pdf>.
- 306 Fédération canadienne des municipalités, (2021). Partenaires de la relance du pays. [En ligne], <https://data.fcm.ca/documents/resources/partenaires-de-la-relance-du-pays.pdf>.
- 307 Climate Action Tracker, (2021). Canada. [En ligne], <https://climateactiontracker.org/countries/canada/>.
- 308 Gouvernement du Canada, (2021). S'adapter aux impacts des changements climatiques au Canada : une mise à jour sur la Stratégie nationale d'adaptation. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2021/08/le-gouvernement-du-canada-publie-le-rapport-sadapter-aux-impacts-des-changements-climatiques-au-canada-une-mise-a-jour-sur-la-strategie-nationale-.html>.
- 309 Rabson, M., (2021). « COP26: Trudeau formally commits to hard cap on Canada's oil and gas emissions ». The National Post. [En ligne], <https://nationalpost.com/news/politics/justin-trudeau-in-glasgow-for-un-climate-talks-first-time-since-paris>.
- 310 Statistique Canada, (2021cc). Centre de statistiques sur l'infrastructure. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/2018013/ic2-fra.htm>.
- 311 Le Centre pour l'avenir du Canada BCG, (2020). « 15 things to know about Canadian Infrastructure ». CanInfra Challenge. [En ligne], https://static1.squarespace.com/static/59c96387268b96752dfd6100/t/59d3ee32d7bdcef89793aee4/1507061319999/15_things_to_know.pdf.
- 312 Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes, (2019). Suivi de l'état des infrastructures publiques essentielles du Canada. [En ligne], <http://canadianinfrastructure.ca/downloads/bulletin-rendement-infrastructures-canadiennes-2019.pdf>.
- 313 Institut canadien pour des choix climatiques, (2021). Submergés : Les coûts des changements climatiques pour l'infrastructure au Canada. [En ligne], <https://institutclimatique.ca/reports/submerges/>.
- 314 Conseil canadien pour les partenariats public-privé, (2016). « P3's: Bridging the First Nations Infrastructure Gap ». [En ligne], https://www.pppcouncil.ca/web/P3_Knowledge_Centre/Research/P3_s__Bridging_the_First_Nations_Infrastructure_Gap.aspx?WebsiteKey=712ad751-6689-4d4a-aa17-e9f993740a89.
- 315 Johal, S., (2019). L'impérieuse nécessité de bonifier le Fonds de la taxe sur l'essence. Fédération canadienne des municipalités. [En ligne], <https://fcm.ca/sites/default/files/documents/resources/report/imperieuse-necessite-bonifier-fonds-tax-sur-essence.pdf>.
- 316 McGrath, J.M., (2021). « Who will foot the bill for bringing municipal infrastructure up to snuff? ». TVO. [En ligne], <https://www.tvo.org/article/who-will-foot-the-bill-for-bringing-municipal-infrastructure-up-to-snuff>.
- 317 Ministère des Finances Canada, (2021). Les investissements du budget de 2021 créeront davantage de logements abordables pour les Canadiens. Gouvernement du Canada. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2021/04/les-investissements-du-budget-de-2021-creeeront-davantage-de-logements-abordables-pour-les-canadiens.html>.
- 318 Perrault, J-F., (2021). L'estimation du déficit structurel du logement au Canada : manque-t-il 100 000 logements ou près de deux millions? [En ligne], <https://www.scotiabank.com/ca/fr/qui-nous-sommes/analyse-economique/publications-economiques/post.note-sur-le-logement.note-sur-le-logement-le-12-mai-2021-.html>.

- 319 Hernandez et coll., 2016 dans Centraide du Grand Toronto, 2021.
- 320 SCHL, (2021). Comprendre les besoins impérieux en matière de logement. [En ligne], <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/professionals/housing-markets-data-and-research/housing-research/core-housing-need>.
- 321 SCHL, (2021). Fréquence (%) des besoins impérieux en matière de logement en milieu urbain 2012 - 2019. [En ligne], <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/professionals/housing-markets-data-and-research/housing-data/data-tables/household-characteristics/incidence-urban-households-core-housing-need>.
- 322 Statistique Canada, (2020g). Un ménage canadien sur dix avait des besoins impérieux en matière de logement en 2018. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201002/dq201002a-fra.htm>.
- 323 Statistique Canada, (2020h). Tableau 46-10-0056-01. Besoins impérieux en matière de logement, selon le mode d'occupation, y compris le statut d'accédant à la propriété et de logement social et abordable. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=4610005601>.
- 324 SCHL, (2021). Début et fin des situations de besoins impérieux en matière de logement. [En ligne], <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/professionals/housing-markets-data-and-research/housing-research/research-reports/housing-needs/research-insight-transitions-into-out-core-housing-need>.
- 325 SCHL, (2019). Données sur les besoins impérieux en matière de logement. [En ligne], <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/professionals/housing-markets-data-and-research/housing-research/core-housing-need/core-housing-need-data-by-the-numbers>.
- 326 Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations, (2016). « Now is the time: Our data, our stories, our future ». The National Report of the First Nations Regional Early Childhood, Education and Employment Survey. [En ligne], https://fnigc.ca/wp-content/uploads/2021/01/FNIGC_FNREEES-National-Report-2016-EN_FINAL_01312017.pdf.
- 327 OCDE, (2018a). Études économiques de l'OCDE : Canada. [En ligne], [https://www.oecd.org/fr/economie/etudes/Canada-2018-OCDE-etudes-economique-synthese.PDFX^{\[1\]}.pdf](https://www.oecd.org/fr/economie/etudes/Canada-2018-OCDE-etudes-economique-synthese.PDFX^[1].pdf).
- 328 OCDE, (2021r). Prix du logement. [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/price/prix-du-logement.htm>.
- 329 Fédération canadienne des municipalités, (2020). COVID-19 et le logement : Urgence d'agir pour combler des besoins criants. [En ligne], <https://data.fcm.ca/documents/resources/covid-19-et-logement.pdf>.
- 330 Statistique Canada, (2021dd). Portrait de la société canadienne : Les expériences pendant la pandémie. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210927/dq210927b-fra.htm>.
- 331 Services économiques RBC, (2021). Tendances immobilières et accessibilité à la propriété - Septembre 2021. [En ligne], <https://leadershipavise.rbc.com/les-acheteurs-canadiens-patissent-dune-deterioration-rapide-de-laccessibilite/>.
- 332 Gouvernement du Canada, (2021). Les investissements du budget de 2021 créeront davantage de logements abordables pour les Canadiens. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2021/04/les-investissements-du-budget-de-2021-creeont-davantage-de-logements-abordables-pour-les-canadiens.html>; Gouvernement du Canada, (2021). Bâtir une économie résiliente : un avenir plus propre et plus sain pour nos enfants. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/conseil-privé/campagnes/discours-trone/2021/batir-economie-resiliente.html>.
- 333 SCHL, (2021). Initiative pour la création rapide de logements. [En ligne], <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/professionals/project-funding-and-mortgage-financing/funding-programs/all-funding-programs/rapid-housing>.
- 334 SCHL, (2020). Programmes de logement abordable au Canada. [En ligne], <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/professionals/industry-innovation-and-leadership/industry-expertise/affordable-housing/develop-affordable-housing/provincial-territorial-programs-programs>.
- 335 Perrault, 2021.
- 336 Saba, R., (2021). « Priced out: Young professionals making \$60,000 – even \$120,000 – say they can no longer afford Toronto and will likely have to leave ». Toronto Star. [En ligne], https://www.thestar.com/business/2021/12/03/young-torontonians-cant-afford-to-live-here-any-more-we-spoke-to-three-to-find-out-where-their-money-goes-and-why-theyll-likely-have-to-leave.html?utm_source=facebookpaid&utm_medium=cpc&utm_campaign=fb_weeklystory&fbclid=IwAR1Q0stojeaPNpxOQBjknT0fAoRzIVmjMRt1IToYkp3jWDVB7M5eeGJCdLA.
- 337 Perrault, 2021.
- 338 Conseil des académies canadiennes, (2021). En attente de connexion : Le comité d'experts sur les réseaux à haut débit pour les collectivités rurales et éloignées du Canada. [En ligne], https://www.rapports-cac.ca/wp-content/uploads/2022/01/En-attente-de-connexion_FR_UPDATED-FILE.pdf.
- 339 OCDE, (2021s). Abonnements haut débit fixe (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/broadband/abonnements-haut-debit-fixe.htm>.
- 340 OCDE, (2021t). Abonnements haut débit mobile (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/broadband/abonnements-haut-debit-mobile.htm>.
- 341 CRTC, (2020). Rapport de surveillance des communications 2019. [En ligne], <https://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/2020/index.htm>.
- 342 Statistique Canada, (2021ee). Tableau 22-10-0081-01 : Lieu d'accès à Internet, selon le groupe d'âge et le quartile de revenu du ménage. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=2210008101>.
- 343 Lamont, J., (2019). « Canada among top five highest costs for 100Mbps internet speed ». MobileSyrup. [En ligne], <https://mobilesyrup.com/2019/12/18/canada-top-five-highest-costs-100mbps-internet/>.
- 344 Innovation, Sciences et Développement économique Canada, (2019). La haute vitesse pour tous : la stratégie canadienne pour la connectivité. [En ligne], https://www.ic.gc.ca/eic/site/139.nsf/fra/h_000002.html.
- 345 Conseil des académies canadiennes, (2021). En attente de connexion : Le comité d'experts sur les réseaux à haut débit pour les collectivités rurales et éloignées du Canada. [En ligne], https://www.rapports-cac.ca/wp-content/uploads/2022/01/En-attente-de-connexion_FR_UPDATED-FILE.pdf.
- 346 Deloitte, (n.d.). Équité numérique : pleins feux sur la fracture au Canada. [En ligne], <https://www2.deloitte.com/ca/fr/pages/future-of-canada-center/articles/digital-equity.html>.
- 347 Kurvinen, A. et Saari, A., (2020). « Urban Housing Density and Infrastructure Costs ». Sustainability. [En ligne], <https://www.mdpi.com/2071-1050/12/2/497>.
- 348 SCHL, (2020). « Can Denser be Better? ». The Walrus. [En ligne], <https://thewalrus.ca/can-denser-be-better/>.
- 349 Kurvinen & Saari, 2020.
- 350 Evenson, J. et Cancelli, A., (2016). « Visualizing Density and the Drivers of Complete Communities ». Institut urbain du Canada et Evergreen. [En ligne], https://canurb.org/wp-content/uploads/CUU_PUBLICATION_CANCELLI_Fleck_Evergreen-Mid-sizedCities-SeriesDesign_WEB.pdf.
- 351 OCDE, (2018b). « Rethinking Urban Sprawl: Moving Towards Sustainable Cities. Sprawl in OECD urban areas ». [En ligne], <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/9789264189881-5-en/index.html?itemId=/content/component/9789264189881-5-en>.
- 352 OCDE, (2021u). Aires métropolitaines, Population, Densité de population du centre urbain. [En ligne], <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CITIES>.

- 353 Bozikovic, A., Castaldo, J. et Webb, D., (2020). « The 15-minute city aims to build more liveable neighbourhoods. In Canada, only 23 per cent of urban dwellers live in this type of area ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-when-it-comes-to-liveable-neighbourhoods-theres-a-wide-divide-in/>.
- 354 Polonyi, T., (2021). « CityChanger Naama Blonder – Bringing Smart Density to North America ». City Changers. [En ligne], <https://citychangers.org/citychanger-naama-blonder/>.
- 355 Gouvernement de l'Ontario, (2017). « Creating Vibrant, Complete Communities in the Greater Golden Horseshoe. » [En ligne], <https://news.ontario.ca/en/release/44806/creating-vibrant-complete-communities-in-the-greater-golden-horseshoe>.
- 356 Centraide du Grand Toronto, 2021.
- 357 Preston, V. et Ray, B., (2021). « We need to focus on the problem of crowding, not density, in our cities ». Policy Options. [En ligne], <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/june-2021/we-need-to-focus-on-the-problem-of-crowding-not-density-in-our-cities/>.
- 358 McNally, J., Augustine, T. et Moffatt, M., (2021). « Climate policy decisions need to consider health, nature and economic benefits ». First Policy Response. [En ligne], <https://policyresponse.ca/climate-policy-decisions-need-to-consider-health-nature-and-economic-benefits/>.
- 359 BAC, (2021). « Severe weather caused \$2.4 billion in insured damage in 2020 ». [En ligne], [http://www.abc.ca/on/resources/media-centre/media-releases/severe-weather-caused-\\$2-4-billion-in-insured-damage-in-2020](http://www.abc.ca/on/resources/media-centre/media-releases/severe-weather-caused-$2-4-billion-in-insured-damage-in-2020).
- 360 2022 Climate Change Performance Index, (2021). « Monitoring Climate Mitigation Efforts of 60 Countries plus the EU – covering 92% of the Global Greenhouse Gas Emissions ». [En ligne], https://ccpi.org/wp-content/uploads/CCPI-2022-Results_2021-11-10_A4-1.pdf.
- 361 Environnement et Changement climatique Canada, (2021). Le gouvernement du Canada confirme sa nouvelle cible ambitieuse de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Gouvernement du Canada. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2021/07/le-gouvernement-du-canada-confirme-sa-nouvelle-cible-ambitieuse-de-reduction-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre.html>.
- 362 Pembina Institute, (2021). « All Hands on Deck: An assessment of provincial, territorial and federal readiness to deliver a safe climate ». [En ligne], <https://www.pembina.org/reports/all-hands-on-deck.pdf>.
- 363 Labbé, S., (2021). « New database shows Canada's highest polluting cities, what needs to change ». Alaska Highway News. [En ligne], <https://www.alaskahighwaynews.ca/highlights/new-database-shows-canadas-highest-polluting-cities-what-needs-to-change-4531078>.
- 364 Gouvernement du Canada, (2021). Progrès vers la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/progres-cible-reduction-emissions-gaz-effet-serre-Canada.html>.
- 365 Clean Prosperity, (2021). « Liberal Climate Plan Has Reasonable Chance of Meeting 2030 Target ». [En ligne], <https://cleanprosperity.ca/liberal-climate-plan-has-reasonable-chance-of-meeting-2030-target/>.
- 366 University of Notre Dame, (2020). ND-GAIN Index. [En ligne], <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>.
- 367 Institut canadien pour des choix climatiques, (2021). Submergés : Les coûts des changements climatiques pour l'infrastructure au Canada. [En ligne], <https://institutclimatique.ca/reports/submerges/>.
- 368 Institut international du développement durable, (2021). « Advancing the Climate Resilience of Canadian Infrastructure ». [En ligne], <https://www.iisd.org/system/files/2021-07/climate-resilience-canadian-infrastructure-en.pdf>.
- 369 Gouvernement du Canada, (2021). S'adapter aux impacts des changements climatiques au Canada : une mise à jour sur la Stratégie nationale d'adaptation. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2021/08/le-gouvernement-du-canada-publie-le-rapport-sadapter-aux-impacts-des-changements-climatiques-au-canada-une-mise-a-jour-sur-la-strategie-nationale.html>.
- 370 Institut canadien pour des choix climatiques, 2021.